

~~C. 18-47~~

NA

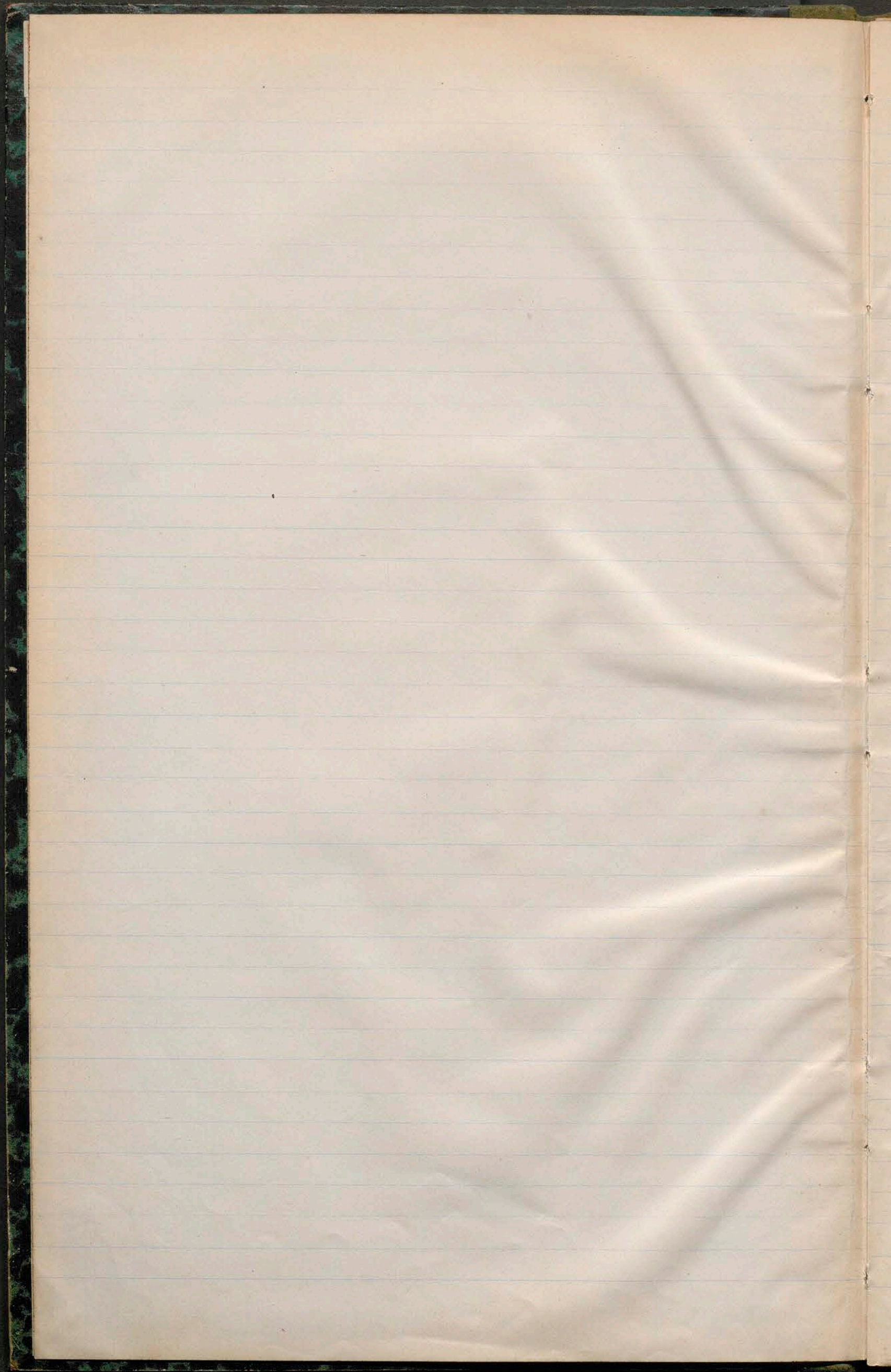
Commission des Finances

année 1878

Budget de 1878

1. Ref.









Séance du jeudi 24 janvier 1878 -

Présidence de M. Cunin - Gridaine, président d'âge.  
La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents, MM :

Pouyer - Guertier - Delsol -

Varray - Dauphin -

Caillaux - de Belecastel -

Cazot - Rampont -

D. Lafayette - Cordier -

Graham - Vandier -

Chesnelong - Duc de Broglie -

Robert - Dehaute - Somel

Cunin - Gridaine - C<sup>l</sup> C<sup>te</sup> d'Andlau.

On procède à l'élection du président -

Nombre des votants : 18 - majorité : 10 -

M. Pouyer - Guertier est élu président par 17 voix - un bulletin blanc.

Nomination des deux vice - présidents -

Nombre des votants : 18 - majorité absolue : 10.

Ont obtenu :

M. M. Cunin - Gridaine : 14 voix -

Cordier ——— : 14 voix -

Chesnelong ——— : 4 voix -

Caillaux ——— : 4 voix -

M. M. Cunin - Gridaine et Cordier ayant obtenu la majorité sont proclamés vice - présidents -

Nomination des Secrétaires -

Nombre des votants : 18 - majorité absolue : 10 -

Ont obtenu :

M. M. Dauphin : 18 voix -

Cazot : 12 voix -

Vandier : 10 voix -

Delsol : 3 voix -

Graham : 1 voix -

M. M. Dauphin, Cazot et Vandier ayant obtenu la majorité, sont proclamés secrétaires -

Le Bureau définitif constitué, M. Pouyer. Guertier prend place au fauteuil -



Mr. Pouyer-querrier remercie la Commission de l'honneur  
qu'elle lui a fait en le nommant président, à l'unanimité.  
Cette haute marque de confiance le touche profondément,  
et la Commission peut être assurée que tous les efforts  
de son président tendront à maintenir les meilleurs  
rapports entre tous ses membres et à faire observer,  
dans ses relations indirectes avec la Chambre des Députés,  
un esprit de concorde et de conciliation. —

La Commission décide ensuite, sur la proposition  
de Mr. le Président, qu'elle se divisera en 4 sous-commissions.

1<sup>re</sup> sous-Commission = Finances - cinq membres.

Mr. Mr. Pouyer-querrier -

Cordier -

Chesnelong -

Caillaux -

Granier -

2<sup>e</sup> sous-Commission = Guerre, Marine et Algérie.  
trois membres. —

Mr. Mr. C<sup>te</sup> d'Andlau -

Vandier -

Pomel -

3<sup>e</sup> sous-Commission = Affaires étrangères -  
Instruction publique - Cultes - Beaux-arts - Justice -  
cinq membres.

Mr. Mr. Dauphin

le Duc de Broglie

de Belcastel

Delol

Carot

4<sup>e</sup> sous-Commission = Travaux publics -  
Agriculture - Commerce - Intérieur - cinq membres.

Mr. Mr. Robert. Dehault

de Lafayette

Varray

Cunin-Grivaine

Rampont. —

Sur la proposition de Mr. le Président,  
la Commission décide qu'elle se réunira à Paris.



les jours où il n'y aura pas séance - un local sera  
demandé à M. le Ministre des Finances -

La séance est levée à 2 heures.

Le Secrétaire de la Commission  
Anty Carod

Séance du Mercredi 6 février 1878 -

Présidence de M. Pouyer-Quertier

La séance est ouverte à 9 h. 1/2 -

M. le Ministre des Finances assiste à la séance -

M. le Ministre a prié M. le Président de vouloir bien réunir la  
commission pour délibérer sur un projet de loi, voté par la Chambre  
des Députés, concernant: 1° l'ouverture pour divers ministères de crédits  
supplémentaires sur les exercices 1876 et 1877; 2° l'ouverture de crédits spéciaux  
d'exercices clos et périmés.

M. le Ministre annonce à la commission qu'il déposera demain  
sur le bureau du Sénat un projet de loi concernant la création parmi  
les services spéciaux du Trésor d'un compte intitulé: le compte administratif  
des chemins de fer. Il déposera également le projet de loi concernant  
le mode d'ouverture des crédits supplémentaires et extraordinaires, soit  
pendant les sessions, soit pendant les prorogations. Le projet a soulevé  
de sérieuses discussions que M. le Ministre ne s'explique pas. La loi  
du 16 juil. 1871 accordait au Gouvernement la faculté de faire ouvrir  
des crédits supplémentaires et extraordinaires, au moyen de crédits  
rendus en Conseil d'Etat, délibérés et approuvés par le Conseil des  
Ministres, sans ratification par le pouvoir législatif dans la  
première quinzaine de sa plus prochaine réunion - aujourd'hui la  
Constitution n'admettant plus la persistance des Chambres, une  
nouvelle loi est nécessaire. La question de savoir si on peut  
appliquer la loi de 1871 dans le cas de dissolution, a été l'objet  
de vives controverses - le nouveau projet de loi sera donc  
déposé à la séance de demain - M. le Ministre prie la  
Commission de vouloir bien l'examiner de qu'elle en sera saisie.  
Quant au budget de 1878, en partie voté par la Chambre



des députés, M. le Ministre signifiera le budget des dépenses du budget des recettes, pour permettre à la Commission de l'examiner le plus tôt possible. Il espère pouvoir déposer le budget des dépenses vers le 15 février, et dans ce cas, il priera la Commission de vouloir bien préparer en toute hâte ses rapports pour éviter le vote de nouveaux douzièmes provisoires qui constituent une situation toujours irrégulière.

M. le Ministre signale à la Commission un conflit qui s'est élevé entre lui et les Questeurs du Sénat au sujet de l'impression des projets de loi. Les Questeurs prétendent que tous les projets de loi déposés sur le bureau du Sénat doivent être imprimés par l'imprimerie du Sénat. M. le Ministre est d'avis qu'il y aurait une grande économie de temps et un grand avantage à faire imprimer les projets par l'imprimerie nationale dont le personnel expérimenté s'acquittera toujours avec soin de travaux qu'on lui confie. M. le Ministre prie la Commission de voir M. le Questeur à cet égard et de faire tous ses efforts pour apaiser cette difficulté. M. Vandier demande à M. le Ministre si le budget de 1879 sera déposé aussitôt après le vote du budget de 1878?

M. le Ministre répond qu'en ce qui concerne le budget du Ministère des Finances, il n'y aurait pas de doute; il serait prêt. Mais il n'en est pas ainsi de certains ministères qui ne veulent établir leur budget qu'après le vote du budget de 1878. Mais en tenant compte des temps et des difficultés, M. le Ministre espère que le budget de 1879 pourra être déposé à la fin d'avril. M. le Président demande à M. le Ministre s'il croit que les réformes qu'il propose, notamment en ce qui concerne l'abolition de certains impôts seront adoptées par la Chambre. M. le Ministre répond qu'il y a des probabilités pour que l'abolition de l'impôt sur le revenu et la petite rétaxe soit adoptée. En résumé, M. le Ministre croit que le budget sera voté comme il est proposé par la Commission du budget.

M. le Président. La commission pourra s'occuper immédiatement des projets de loi dont a parlé M. le Ministre. Les sous-commissions qui ont les projets



convenant peuvent nommer un rapporteur =

Me. Granier répond qu'en ce qui concerne le projet de loi sur le rétablissement du chemin de fer de la Vende, la question est complexe. Le projet concerne en effet la sous-commission des travaux publics et la sous-commission des finances =

Me. le Président prie les sous-commissions de vouloir bien nommer leur président pour pouvoir immédiatement examiner les différents projets de loi = Le projet de loi relatif au mode d'ouverture des crédits supplémentaires sera séparé demain sur le bureau du Sénat.

Me. le Duc de Broglie répond que c'est la une loi organique = Il s'agit de savoir si le Sénat nommera une commission spéciale, ou s'il passera sur ce projet la commission des finances =

Me. Varambon pense que ce projet de loi concerne la commission des finances et qu'elle seule doit en être saisie, puisqu'il s'agit de crédits supplémentaires =

Me. Granier voit qu'avant d'en proposer, il faut entendre la lecture du projet de loi =

Me. le Président propose à la sous-commission des finances de se réunir demain matin pour examiner le projet de loi, voté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture pour divers ministères de crédits supplémentaires =

Me. le Duc de Broglie répond qu'en l'absence de Me. Caillaux qui aura des observations à présenter sur ce projet, il conviendrait que la sous-commission ne se réunisse qu'après-demain.

Me. Rampont demande si la commission ne devra pas revendiquer <sup>l'initiative</sup> du projet de loi sur les crédits à ouvrir par décret?

Me. Chancelier pense que la commission en agissant ainsi, dépasserait ses droits = He quoi s'agit-il dans ce projet de loi? Il s'agit d'une question essentiellement politique. Il s'agit de savoir si les crédits ouverts par décret passent la prorogation, pouvant l'être aussi pendant la dissolution. Toute la question est là = C'est donc une question politique dont l'initiative échappe à la commission des finances.

Me. Rampont. A côté de la question politique, il y a



la question financière qui donne précisément à la Commission des finances le droit d'examiner le projet.

M. de Belcastel : Si le projet de loi n'est pas exclusivement politique, et n'est pas davantage exclusivement financier, c'est un projet de loi mixte. quand une question est mixte, elle doit être soumise au pouvoir supérieur.

M. le Président dit que chacun des membres de la commission est libre de discuter le projet comme il l'entend, mais que, revendiquant au nom de la commission, l'examen de ce projet, ne lui paraît pas une chose possible.

M. Poincaré - Grivaine. Il s'agit de savoir quelle conduite tiendra la commission, ce qu'elle fera et ce qu'elle sera si, demain, le Sénat veut nommer une commission spéciale pour examiner le projet.

M. de Belcastel : On pourrait s'en rapporter à la sagesse du Sénat.

M. Gronier dit que si le Sénat nomme une commission spéciale, le projet reviendra forcément devant la commission des finances sur la question du fond.

M. Pomel répond que ce que vient de dire M. Gronier prouve bien qu'il s'agit ici d'une question de finances.

M. Chesnelong. Il s'agit, encore une fois, d'une loi dont le caractère politique domine le côté financier. La véritable question se pose sur ce point, à savoir : la faculté d'accroître les crédits par décret pendant la prorogation peut-elle s'étendre au cas de dissolution ? C'est bien une question politique. Venir réclamer comme une prérogative de la commission d'examiner par elle ce projet, ce serait aller trop loin. La commission remet à demain la suite de la discussion.

La séance est levée à 11 h 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,  
G. Laroche



X

Seance du jeudi février 1878.

Présidence de M. Puyot-Lucotier.

La séance est ouverte à 3<sup>h</sup>.

M<sup>r</sup> le Président a réuni la commission pour examiner le projet de loi, voté par la Chambre des Députés, concernant: 1<sup>re</sup> l'ouverture, pour divers ministères, de crédits supplémentaires sur les exercices 1876 et 1877, 2<sup>e</sup> l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés -

La Commission a, en outre, à discuter le projet de loi relatif au mode d'ouverture des crédits supplémentaires et extraordinaires. Hier, la discussion a roulé sur ce point, à savoir: si la commission doit remédier l'examen du projet de loi, ou si, au contraire, dans le cas où un membre du Sénat proposerait la nomination d'une commission spéciale, la commission des finances doit s'abstenir et s'en rapporter à la sagesse du Sénat. Des opinions différentes se sont produites. La commission veut-elle aujourd'hui discuter à nouveau et prendre un parti?

M<sup>r</sup> Caillaux pense que la commission n'a pas à réexaminer le projet de loi qui laisse subsister la loi de 1871, et ne la modifie que dans les articles 4 et 5. Il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'une loi nouvelle. Le projet ne fait que corroborer une loi ancienne. Le cadre est trop général et touche aux lois constitutionnelles. Il paraît naturel que l'examen en soit fait par une commission spéciale.

M<sup>r</sup> Dauphin ne partage pas l'opinion de M. Caillaux. Depuis une époque éloignée, la commission du budget a toujours examiné les projets de loi concernant les crédits supplémentaires. Cela a eu lieu en 1834, 1836, 1850 (etc), même pour les lois qui touchaient à la Constitution. Il est souvent difficile de voir si une loi est plus financière que politique. En 1834, en 1836, on a examiné la question des crédits supplémentaires pendant la dissolution. Si donc la commission des finances a toujours été compétente pour l'examen de ces questions, comment



admettre aujourd'hui que la commission Des finances s'est  
se désintéresser d'une question qui est absolument de sa  
compétence.

M. Chesnelong. Dans le cas où on nommerait  
la nomination d'une commission spéciale, M. le Président  
devrait-il intervenir pour indiquer l'examen par la commission  
Des Finances, du projet de loi? voilà la question. M<sup>r</sup> Ches-  
nelong est davis que la commission ne doit pas intervenir.  
Il y a, dans ce projet de loi, un côté essentiellement politique.  
Il s'agit, en effet, de savoir si les crédits <sup>ouverts</sup> par décret pendant  
la prorogation peuvent également l'être pendant la disso-  
lution. C'est donc bien là une question politique qui  
n'est pas de la compétence de la commission Des finances.

M. Cunin-Gridaire pense que l'examen du projet  
appartient exclusivement à la commission des Finances.  
De nombreux précédents établissent son droit d'examen  
en pareille matière. Comment admettre, aujourd'hui que  
la commission se désintéresse dans le projet en ques-  
tion?

M. Chesnelong dit que si le Sénat accepte la nomination  
d'une commission spéciale, les bureaux devront discuter  
le projet. Quant aux précédents qu'on invoque, ils ne  
peuvent s'appliquer au cas actuel, car il s'agissait de  
loi de finance, tandis que la question politique  
domine dans le projet de loi qui nous occupe.

M. Delsol dit que si la loi De 1817 fut examinée  
et discutée par la commission du budget, c'est que  
ses dispositions principales étaient des dispositions finan-  
cières.

M. Cordier. On dit qu'il s'agit d'une question  
politique, mais si on prend le budget, trouvera-t-on  
un seul article qui ne contienne pas quelques conside-  
rations politiques? D'un autre côté, on ne peut pas nier  
que le projet n'ait un côté financier. Quelle est donc  
la commission plus apte à discuter ce projet que la  
commission Des finances? C'est pour elle un devoir  
de ne pas abandonner l'examen d'un projet de loi qui  
lui appartient si complètement.

M. de Lafayette. Les bureaux du Sénat ne peuvent



9  
examiner toutes les questions. La question traitée par M. Puyssier-Lurthie, à l'occasion du budget de 1877, question qui touchait cependant aux lois constitutionnelles, n'a pas été examinée par les bureaux. La commission des finances est chargée de toutes les questions de finances, et si aujourd'hui on nomme une commission spéciale, il y aura ainsi deux commissions de finances.

M. de Brocastel. En 1876, la commission était saisie du projet qui a fait l'objet des observations présentées par M. Puyssier-Lurthie. Il s'agit, dans ce cas, d'une interprétation à l'occasion d'une loi de finances.

M. le Comte d'Audlau rappelle les considérants à la proposition de M. Hubert-Vieljeux, relative à la nomination de la commission des finances. Il est dit, dans ces considérants, que la commission est chargée de toutes les lois se rapportant aux questions de finances. Il faut, aujourd'hui, donner une sanction à cette résolution votée par le Sénat et laisser à la commission l'examen du projet de loi.

M. le Président demande s'il devra réclamer l'examen du projet. En ce qui le concerne, il pense que la commission des finances est bien compétente pour examiner cette loi. A la chambre des députés, c'est la commission du budget qui a été saisie de la question.

La commission décide, par 12 voix contre 6, que dans le cas où un membre du Sénat proposerait la nomination d'une commission spéciale, la commission des finances ne réclamerait pas.

La séance est levée à 4 h  $\frac{1}{2}$

Le secrétaire de la Commission,  
Jules Cazod



Séance du Vendredi 18 février 1878.

Présidence de M. Puyot Luerhier

La séance est ouverte à 3h

M. le Président a remis la commission pour examiner le projet de loi relatif au mode d'ouverture des crédits supplémentaires et extraordinaires. Il importe de savoir si la commission veut discuter le projet en commission générale, avant de le renvoyer à une sous-commission.

M. Rampont est d'avis de discuter le projet en commission générale, car les sous-commissions n'ont été formées que pour étudier les projets. —

M. le Président. Aucune résolution ne peut être prise sans que la commission générale ait délibéré. Si les sous-commissions font un rapport, il est discuté en commission générale qui décide quelle est la solution qui sera soumise à l'approbation du Sénat. En ce moment, il s'agit ici plutôt d'une question théorique que d'une question d'affaires. C'est pour cela que M. le Président tient à avoir l'avis de la commission. —

M. Pomet. Nous n'avons pas été prévenus de la question que nous aurons à discuter. Il serait bon que pour n'être pas pris au dépourvu, les lettres de convocation contiennent un ordre du jour.

M. le Président accepte la proposition de M. Pomet. Le projet en question a été renvoyé à la commission des finances par le Sénat dans une de ses dernières séances. S'il s'agissait d'une question de détail, M. le Président n'aurait pas hésité à le renvoyer à telle ou telle sous-commission, mais comme il s'agit d'une question de principe, il a cru devoir consulter la commission toute entière.

M. Camille Gudin. Pour que la commission puisse se prononcer en connaissance de cause, il faut absolument qu'elle ait entre les mains les pièces et documents qui se rapportent au projet de loi.

M. de la Fayette ne croit pas qu'il soit nécessaire.



De renvoyer le projet à l'examen d'une sous-commission, car  
il s'agit d'une question politique et de finances générales qui  
ne concerne pas plus une sous-commission qu'une autre. —  
M. le Président. Il s'agit de décider si le projet sera renvoyé  
à la sous-commission des finances, ou si la commission veut  
d'abord le discuter. Si la sous-commission n'a pas les  
éléments nécessaires pour se prononcer, nous remettrons la  
discussion à une prochaine séance.

La commission décide qu'elle se réunira demain  
à 3<sup>h</sup>

Le secrétaire de la Commission,  
Gulz (Cazoe)

Séance du samedi 16 février 1878.

Présidence de M. Pouyer-Quertier

La séance est ouverte à 3<sup>h</sup>  $\frac{1}{2}$

M. le Président a réuni la commission pour prendre une décision  
relativement au projet de loi sur le mode d'ouverture des crédits  
supplémentaires et extraordinaires.

M. Cordier demande la parole pour présenter une observation.  
Plusieurs de ses collègues, dit-il, se sont demandés, s'il ne serait  
pas possible de voter le budget des dépenses avant la fin du  
mois, et d'éviter ainsi le vote de nouveaux douzièmes pro-  
visaires. Ils insistent pour que la question soit examinée et  
tranchée, aujourd'hui même, par la commission.

M. Delsol répond que cette décision n'appartient pas à  
la commission qui n'est pas encore saisie du budget des dépenses.  
Il faut éviter sans doute de voter de nouveaux douzièmes  
provisaires; mais il se demande si on aura le temps matériel  
de faire voter le budget avant la fin du mois?



Mr. Cordier La commission n'est pas saisie, cela est vrai, mais on espère que le budget sera voté mardi prochain par la chambre. La commission, en accélérant ses travaux, en changeant son mode de procédure ordinaire pourrait faire voter par le Sénat, la loi Des Dépenses avant le 28.

Mr. de Belcastel fait remarquer que la Chambre Des Députés a consacré plusieurs mois à l'examen du budget, tandis que le Sénat n'a à peine quelques jours. Quelque rapidité que mette la commission à s'acquitter de ses travaux, il paraît impossible d'arriver avant la fin du mois. Il faut avoir le temps matériel d'étudier sérieusement le budget, surtout dans les parties qui ont été contestées.

Mr. Delsol. C'est aujourd'hui le 16 et la chambre n'a pas encore terminé le vote du budget. Il y a deux ans, nous avions beaucoup plus de temps et malgré la rapidité avec laquelle la commission étudiait et discutait les rapports, c'est tout juste si elle a pu arriver. Mais il ne paraît pas possible de faire voter le budget de 1878 avant le 28. L'espace de temps qui nous sépare de cette date est trop restreint.

Mr. Varroy - L'espace de temps restreint qui nous sépare du 28 doit être précisément une raison pour engager la commission à accélérer ses travaux. Mr. Varroy insiste pour que la commission prenne immédiatement son parti, c'est une mesure d'ordre. La chambre terminera mardi le vote du budget. N'attendons pas cette époque. Il est bien évident que nous n'arriverons pas si chaque sous-commission attend le projet voté par la chambre. Mais si chaque sous-commission étudie dès à présent le budget qui la concerne, fait un rapport verbal très-succinct qui sera discuté par la commission, et si ensuite on se contente de faire un rapport unique sur l'ensemble du budget, on arrivera ainsi à une très-prompte solution.

Mr. de Belcastel n'est pas plus que Mr. Varroy partisan Des Douzièmes provisoires, mais il ne croit pas qu'on puisse adopter le mode de procédure qu'il propose. L'examen du budget est une chose très-sérieuse qui exige une étude approfondie. Il ne suffit pas de



présenter des conclusions il faut encore les justifier. M. de Belcastel cite le rapport de M. Guichard sur le budget des cultes. Ce rapport est volumineux et demande être examiné, étudié avec soin. Cet examen demande nécessairement un certain temps. Quant aux rapports verbaux, M. de Belcastel ne peut accepter cette proposition. Au surplus, la commission n'étant pas encore saisie ne peut prendre aujourd'hui un engagement qui lui lierait les mains.

M. Delsol est d'avis qu'il faut se hâter le plus possible; mais il n'est pas partisan des rapports verbaux. Il y a dans chaque budget une foule de points qui demandent une étude spéciale. Il faut un rapport par chaque budget, rapport qui doit être discuté dans la commission. M. Delsol croit que la procédure suivie par la commission de 1876 doit être également adoptée par le budget de 1878. Que les sous-commissions travaillent dès à présent à préparer leurs rapports qui pourront être discutés par la commission en très peu de temps; mais rejettons l'idée d'un rapport unique. On ne peut, dit-il, qu'on ne passe l'expression, escamoter dans un rapport général les explications qui doivent être consignées dans un rapport spécial.

M. de La Fayette est frappé d'une chose à savoir que les rapporteurs ne procèdent pas tous de la même façon pour faire leurs rapports. Les uns discutent le budget chapitre par chapitre. D'autres s'attachent aux points où il y a désaccord. Je reconnais dit-il que nous avons le droit de supprimer et de rétablir des crédits; mais tout le monde pense, avec raison, qu'il faut user de ce droit avec la plus grande modération pour éviter des conflits avec la chambre. Il faut donc se borner à s'insister dans les rapports que sur les points importants. Nous n'avons pas d'abord à répondre aux rapports de la chambre. Il s'agit simplement d'examiner dans chaque rapport les points que le Sénat désire contester ou modifier. C'est là-dessus qu'il serait désirable de faire des rapports très courts, et le rapporteur général apporterait à la tribune son rapport qui serait discuté.

M. de Belcastel Ce qu'il faut étudier dans les rapports



ce sont en effet les points contestés, mais ces points ne sont  
parfois très-sensiblement et très-longuement examinés,  
surtout lorsqu'on présente des conclusions contraires.

M. Varroy. Ce que nous voulons éviter, c'est le vote d'un  
nouveau Douzième provisoire. M. de Belcastet paraît  
se préoccuper des modifications qui pourraient être faites  
dans le budget. Réservez pour le budget de 1879 la discussion  
des questions de principe. Si nous voulons éviter le vote de  
nouveaux Douzièmes provisoires, il faut que chaque rapporteur  
fasse un rapport verbal lundi ou mardi puis on fera un  
résumé que le rapporteur général consignera dans un rapport  
unique et le vote du budget pourrait ainsi avoir lieu immédia-  
tement.

M. Chesnelong. Personne assurément n'est partisan de  
nouveaux Douzièmes provisoires, mais devons-nous pour  
éviter un nouveau Douzième, nous soumettre aux mani-  
ères d'une discussion sommaire. On paraît vouloir  
amener le Sénat à la chambre des pairs qui se contentait  
d'un simple enregistrement. Le Sénat actuel ne s'assemble  
en rien à la chambre des pairs. Aujourd'hui les deux  
chambres sont égales. Elles ont les mêmes droits et repré-  
sentent la volonté nationale. Tout ou voit l'expression dans les  
deux corps réunis. Le Sénat a, en ce qui concerne le budget, un  
devoir aussi étroit que la chambre. La chambre des députés  
a étudié le budget longuement, minutieusement et le Sénat  
avait à peine deux jours ! En nommant un seul  
rapporteur, vous espérez gagner du temps, mais pour que  
ce rapporteur examine, étudie et approfondisse le budget,  
il lui faut un certain temps. Nous ne serons saisis que  
mardi. Voyez le temps qui restera ensuite pour arriver  
à la fin du mois. Supposons le travail aussi rapide que  
possible, voyez quel jour votre travail sera prêt et le temps  
qui restera au Sénat pour le discuter. Ce serait créer au  
Sénat une situation impossible. Je ne voudrais pas  
que vous décidiez à priori, qu'alors même que le Sénat n'au-  
rait pas le temps de discuter, que le budget doit être  
voté avant le 28, pour éviter des Douzièmes provisoires. Les Douzi-  
èmes provisoires ont sans doute un inconvénient, mais un  
examen si rapide pourrait avoir de plus grands inconvénients.



13

Mettre nous à l'œuvre, mais ne décidons pas que nous  
amèrerons coûte que coûte au risque de compromettre notre examen  
Cet examen exceptionnellement rapide du budget par le Sénat  
plus que l'autre Chambre y a consacré plusieurs mois produirait  
un très-mauvais effet sur le pays. Le Sénat ne peut pas se  
borner à un simple enregistrement; il a un autre rôle.

M. le Président. En 1876 on était pressé par le temps. La  
commission chercha comme elle le moyen d'arriver le plus vite  
possible pour éviter de voter des douzièmes provisoires. Elle trouva  
ce moyen immédiatement. Quant à la proposition d'un rapport  
général M. le Président ne peut l'approuver car si le rapporteur  
doit s'occuper de tous les ministères, il sera chargé d'un travail  
colossal qui demandera beaucoup <sup>plus</sup> de temps que les rapports des sous-  
commissions. Le rapport général ne doit contenir que des faits  
généraux. Les années précédentes, chaque sous-commission prépa-  
rait son rapport avant le vote définitif du budget par la Chambre.  
Les rapports étaient discutés en commission générale et le jour  
même où le Sénat était régulièrement saisi cinq ou six rapports  
étaient déposés sur le bureau. Ce procédé qui a si complètement  
échoué en 1876, doit être employé par la Commission comme était  
le plus correct et le plus expéditif. Les sous-commissions pour-  
raient donc dès à présent faire leurs rapports, rapports ~~seraient~~  
je le veux bien, mais au moins les chiffres seraient établis,  
tous les points seraient éclairés et le rapporteur général n'aurait  
plus à y revenir.

M. de Belcastel. Le Sénat doit examiner toutes les  
questions. En 1876, la commission eut pour examiner le budget  
beaucoup plus de temps que celle d'aujourd'hui qui vient seu-  
lement d'être nommée.

M. de la Fayette. Chaque rapporteur met en général dans  
son rapport des idées personnelles, surtout lorsqu'il s'agit  
d'examiner des idées plutôt que de modifier des chiffres. Il en  
résulte ou bien que les discussions sont très-longues ou qu'on  
ne discute pas, car il n'est pas possible de discuter tous les points  
d'un rapport. Pourquoi ne faisons-nous pas ce que faisait la  
Chambre des Députés pendant la Restauration et pendant  
la Monarchie de juillet. Il y avait un rapporteur général qui  
consignait dans son travail les rapports des sous-commissions,  
rapports qui n'étaient imprimés que lorsqu'il s'agissait de lois



spéciales. M. de La Fayette est d'avis de suivre les usages  
des anciennes Chambres.

M. le Président. Ce qui nous a fait gagner beaucoup de temps  
en 1876, c'est que toutes les questions spéciales étaient traitées.  
Le rapporteur général n'avait plus en quelque sorte qu'à les  
encadrer dans son rapport, c'était un travail fini. Mais si  
vous vous en rapportez à un rapport unique, vous n'avez  
pas. Je sais le temps que demande un <sup>pareil</sup> rapport.

M. Vander croit que le Sénat a un autre rôle à jouer  
que celui qu'on voudrait lui faire jouer en l'inscrutant  
aux anciennes Chambres. Si nous nous bornons à faire  
de simples rapports verbaux en sera le contrôle? Pourquoi empê-  
cher les rapporteurs de vous soumettre leurs idées. Si par exemple,  
on vous présente un amendement sur le budget de la Marine  
sera-ce M. Pouyer Lurieu qui défendra ce budget? Pourquoi,  
au lieu d'aller chercher des exemples dans les anciennes assemblées,  
ne pas les prendre dans le Sénat? Faisons ce que nous avons  
fait en 1876. Pour ma part, je serai prêt dans deux ou trois  
jours que tous les rapporteurs se préparent aussi, et on pourra  
discuter immédiatement. Nous aurons fait ainsi un travail  
de contrôle et nous ne nous serons pas bornés à enregistrer le  
budget voté par la chambre. Pour moi, je revendique le droit  
pour les sous-commissions de faire des rapports complets.

M. Cordier Tout le monde assurément est désireux d'éviter  
le vote de nouvelles Douzièmes provisoires. Je préférerais moi  
aussi suivre le mode de procédure qui a été suivi en 1876,  
mais le pouvons-nous? Nous nous trouvons en face de circon-  
stances impérieuses. Nous voulons éviter le vote de nouvelles Douzièmes  
provisoires. Si bien, pour cette fois ne suivons pas la procédure  
de 1876 que nous reprendrions certainement lorsque nous examinerons  
le budget de 1879. La procédure que nous demandons  
donnerait une plus grande satisfaction.

M. Chesnelong Désire d'autant moins le vote de Douzièmes  
provisoires en matière de dépenses qu'on se trouverait dans  
la nécessité de les voter en matière de recettes. Les Douzièmes  
provisoires sont aussi regrettables pour un budget que pour l'État.  
On ne peut apprécier sous les deux budgets la question  
financière dans toute sa plénitude. Il est à désirer que  
le budget arrive devant le Sénat en budget des recettes et



Des Dépenses. Nous Demandons un rapport unique comme  
présentant plus de rapidité. Le procédé peut être en effet  
rapidité, mais il ne sauvegarde pas suffisamment la Dignité  
du Sénat. Si vous voulez faire un rapport unique, sérieux,  
il vous Demandera beaucoup plus de temps que n'en deman-  
deraient les rapports de chaque sous-commission. Je demande  
donc qu'on procède comme en 1876 mais à moins de supprimer  
toute discussion, ce qui n'est pas admissible, je ne puis pas  
espérer que le Sénat vote le budget avant le 18 février.

M. Rampont fait remarquer qu'on ne s'est jamais trouvé  
en présence de Douzièmes déjà votés. C'est là ce qui rend la  
situation grave. En évitant le vote de nouveaux Douzièmes,  
on fera une œuvre patriotique, et on ne portera aucun préju-  
dice aux Droits du Sénat.

M. Caillaux M. Rampont vient de Dire que voter le budget  
Des Dépenses et éviter de nouveaux Douzièmes serait une œuvre  
patriotique. L'argument tombe, puisque nous nous trouvons  
en face d'un budget qui n'est pas équilibré. Il n'y a de  
budget voté qu'autant qu'il y est un recette et des dépenses.  
Je me rallie aux observations de M. de Polcastet et  
Delsol et je propose de suivre la procédure qui a été suivie  
en 1876.

M. le Président demande à la commission de prendre une  
Décision.

Il va mettre aux voix la question suivante. La commission  
Décide-t-elle qu'il y aura qu'un rapporteur qui préparera  
son rapport sur de simples rapports verbaux?

M. Caillaux Est-ce que le rapport général sera aussi  
verbal?

M. Varroy Le rapport général doit l'être. Le  
rapport général ne doit pas être très étendu. Il suffit  
que les tableaux soient imprimés et qu'on les fasse précéder  
d'une discussion sommaire qui ne porterait que sur les  
points contestés et pour lesquels la commission proposerait  
des modifications aux chiffres votés par la Chambre des Députés.  
L'examen du budget est actuellement très simplifié.  
Certains questions, notamment celle de l'armée  
militaire, n'existent plus aujourd'hui. Le rapporteur  
général n'aura donc qu'un travail matériel peu consi-



table qui ne portera que sur les points contestés qui donneront à des modifications de chiffres. Le travail du rapporteur général se trouvera ainsi très simplifié.

M. le Président. Les rapports spéciaux avaient cet avantage qu'ils empêchaient les amendements, car, presque toujours ils contenaient des réponses aux questions que les amendements auraient pu soulever. Tandis que si l'on se contente d'un simple rapport sommaire qui ne touchera pas à toutes les questions, on présentera des amendements dont la discussion retardera nécessairement le vote du budget. La commission décide ce qu'elle veut, mais je crois, pour ma part, qu'il vaudrait mieux le mode de procédure que nous avons suivi en 1876. Ce serait le moyen d'arriver à un vote très rapide du budget.

M. Cordier. Nous sommes tous amis du désir de bien faire. La commission pourrait remettre à mardi la discussion qu'elle veut prendre, relativement à la proposition que je lui ai faite.

M. Caillaux Demande si, dès à mardi les rapports des sous-commissions ne pourraient pas être prêts ?

M. Varoy. La mesure que nous proposons a cet avantage de pouvoir commencer immédiatement la discussion du budget.

M. Vandier. C'est l'abdication du rôle du Sénat que nous demandons M. Varoy. Je le prie de réfléchir avant de faire mettre sa proposition aux voix. Accepter cette proposition, c'est créer un précédent fâcheux. La chambre des Députés ne demande qu'une chose, c'est d'avoir le plus d'autorité possible et d'en laisser le moins possible au Sénat. Ce précédent que vous créez sera invoqué et vous n'aurez le budget de 1879 que dans la dernière quinzaine de décembre. Je répile donc que si la proposition de M. Varoy est acceptée, vous détruisez le contrôle du Sénat que vous réduisez au rôle de chambre d'équilibre. Cela est contraire à la constitution.

M. de Belcastel. M. Rampont a dit que nous ne pouvions en l'époque avancée faire un budget sérieux.

M. Rampont. J'ai dit simplement qu'à l'heure présente, nous ne pouvions faire une étude complète.



du budget.

M. de Bulaud. Je crois que M. Rampont a dit qu'il était impossible de faire un budget sérieux. Pour ma part, je n'admets pas le vote d'un budget qui ne serait pas sérieux.

M. Rampont. Si je me suis servi de cette expression, je la retire. J'ai voulu parler de l'impossibilité d'une étude complète.

M. le Président. La commission veut-elle prendre un parti aujourd'hui. La question n'aurait dû être soulevée que le jour même de la transmission du budget. C'est pour cela que M. Cordier vient de nous proposer de ne trancher cette question que le jour où le budget des dépenses serait voté par la chambre afin que chacun de nous ait le temps de réfléchir.

M. Varroy. L'envoi à mardi est prononcé, nous en donnerons votes le budget avant le 28 février. Il faut que le rapporteur général ait le temps de préparer les éléments de son rapport. Notre proposition n'a de valeur que si elle est résolue aujourd'hui même.

M. le duc de Broglie. Quelle sécurité aurons-nous que le budget de 1879 nous sera remis avant le 15 décembre prochain?

M. Varroy. Quant au précédent dont on nous parle, je dis que nous ne l'avons pas eue. Nous sommes en présence de deux douzièmes provisoires, nous voudrions en voter un troisième. Il y a intérêt à voter le plus vite possible le budget de 1878. La commission n'atteint pas le but qu'elle se propose, elle aura en tout cas dégagé sa responsabilité.

M. Garnier. M. Varroy disait tout à l'heure que grâce à la discussion qui aurait lieu ici nous serions éclairés. Or, mais le Sénat dont nous ne sommes que les mandataires sera-t-il éclairé, et pourra-t-il se prononcer en connaissance de cause?

M. Varroy. Alors, il faut renoncer à arriver un temps utile?

M. Garnier. De quoi sommes-nous responsables? Nous nous puis l'engagement de nous présenter à jour fixe.



Devant le Sénat ? Et sommes-nous libres lorsque la  
chambre Des Députés nous marchand le temps ?

Mr. de Belcastel Quant au budget de 1879 dont on nous  
fait espérer <sup>une étude</sup> serreuse qui nous dit que nous l'aurons même  
le 19 décembre prochain ? Qui nous dit qu'on ne consentira  
pas à voter des Douzièmes pour en remettre l'étude au  
Sénat renoué ?

Mr. le Président Personne ici ne peut admettre que  
le budget sera déposé à telle ou telle époque.

Mr. le duc de Broglie N'y avait-il pas, une qui concerne  
le budget de 1877, une grande bonne volonté à l'étudier avec soin ?

Mr. de la Fayette. Mr. Garnier Disant à l'instant : Sou-  
rons-nous le Sénat à voter le budget comme nous le lui propose-  
rons ? Assurément non puisque le Sénat reste toujours maître  
de son ordre du jour. S'il ne veut pas voter le budget avant  
le 28, il ne le votera pas. En tout cas notre responsabilité  
sera dégagée.

Mr. Garnier J'ai dit que n'étant que les mandataires du  
Sénat pour préparer l'étude du budget, nous ne remplissions  
pas notre mandat si nous faisons un rapport sommaire qui  
ne permettra pas un vote éclairé.

Mr. le Président Toutes les observations se sont produites ;  
la commission veut-elle prendre un parti ?

Mr. Garnier La première question à mettre aux voix est  
celle de l'ajournement. A la majorité de Des voix contre  
six, le renvoi à mardi est prononcé.

Mr. Caillaux Il est entendu que cela n'empêchera pas  
les sous-commissions de continuer à travailler.

Mr. le Président Naturellement. J'invite les sous-commissions  
dont les rapports ne seraient pas faits à les préparer.

Mr. Vandier Ce travail sera peut-être inutile.

Mr. le Président Plus les rapports des sous-commissions  
seront complets, plus le travail du rapporteur général  
sera simplifié.

Mr. le Président Nous avons à examiner maintenant  
le projet de loi relatif au mode d'ouverture Des crédits  
supplémentaires et extraordinaires.

La commission veut-elle renvoyer ce projet à la sous-commis-  
sion des finances ou bien veut-elle se livrer à une discussion



au fond en commission générale?

Mr. Delsol propose de renvoyer l'examen de ce projet de loi à une époque ultérieure.

Cette proposition est acceptée.

Mr. le Comte d'Andlau. Vous m'avez renvoyé Messieurs une lettre qui vous a été adressée par Mr. le colonel Minvadiès à propos d'un amendement présenté au Sénat par Mr. le Baron Vast-Vimeux, amendement à la proposition de Mr. le colonel Minvadiès relative à la pension des filles et des femmes d'officiers. Mr. le colonel Minvadiès proposait de porter cette pension au tiers au lieu du quart, comme elle existait auparavant. Mr. Vast-Vimeux est intervenu pour demander que la loi eût un effet rétroactif. Cette rétroactivité, si elle était admise, aurait pour résultat de grever le trésor d'une somme de 3 ou 4,000,000,000. Et sur la demande de Mr. Lambert de St Croix, cet amendement a été renvoyé à la commission des finances. Il s'agit de savoir ce que la commission décide à cet égard. Pour ma part, je trouve qu'il y aurait inconvénient à grever aussi lourdement le budget, et je suis d'avis qu'il faut accepter la loi dans ses effets futurs et non dans ses effets rétroactifs.

Mr. le Président. Je consulte la commission.

Mr. Caillaux demande un rapport sur cet amendement.

Mr. le Comte d'Andlau. Croyez-vous qu'un rapport soit nécessaire?

Mr. Caillaux. Le Sénat a prononcé le renvoi à la commission des Finances. Cette question nécessite un rapport.

Mr. le Président. Le rapport sera fait avec cette conclusion, que la commission maintenant l'effet futur de la loi, n'accepte pas le principe de rétroactivité.

La séance est levée à 3 h  $\frac{1}{2}$

Le Secrétaire de la Commission,  
Julz Cazod



Séance du mardi 19 février 1878

Présidence de M. Puyyer. Luchès

La séance est ouverte à 3<sup>h</sup>  $\frac{1}{2}$ .

M. Vandier présente quelques observations relativement à la manière dont il comprend que le procès-verbal sera fait. Je propose dit-il non pas un compte rendu in extenso, mais simplement un compte rendu analytique que notre secrétaire fera avec le concours de son collègue le sténographe.

M. le Président. Il n'y a pas d'observations ? La proposition de M. Vandier est acceptée.

M. le colonel D'Ardenne donne lecture de son rapport sur la mise en considération d'un amendement présenté par M. Past. Unanimité au projet de loi du colonel Meinadier relatif aux projets pensions de retraites de militaires. Les conclusions du rapport sont adoptées. Le rapport sera déposé sur le bureau du Sénat à la prochaine séance.

M. le Président. Vous savez, Messieurs, que le budget des Dépenses n'est pas encore voté par la Chambre des Députés, et que nous avons renvoyé à la séance d'aujourd'hui la décision à prendre sur la proposition que nous a faite M. Varroy. L'honorable membre, vous vous le rappelez, dans le but de hâter le vote par le Sénat du budget des Dépenses a proposé de supprimer les rapports écrits des sous-commissions et de s'en tenir à un rapport général qui embrasserait l'ensemble du budget. Plusieurs de nos collègues proposaient au contraire de suivre les errements qui ont été suivis en 1876, à savoir que chaque sous-commission fit un rapport spécial sur le budget de chaque ministère ; que ces rapports furent discutés dans les sous-commissions et soumis ensuite à l'examen de la commission. Les Messieurs ont prétendu qu'en suivant cette marche on arriverait plus vite.

M. Varroy et plusieurs de ses collègues sont d'un avis contraire. Le moment est venu de résoudre la question, car selon toute apparence, vous serez saisis jeudi du budget des Dépenses.

M. de Belcastel. Cela n'est pas certain, mais il y a urgence à trancher la question, car il faut que les rapporteurs



sachant s'ils aient à rédiger des rapports spéciaux ou s'ils aient de simples explications verbales à présenter.

M. le Président. La question a été discutée, il ne reste plus qu'à la résoudre. Je vais mettre aux voix la question suivante: Conformément aux vœux de plusieurs de ses membres la commission décide-t-elle qu'il n'y aura qu'un rapporteur général, et les sous-commissionnaires ne feront que de simples rapports verbaux?

Sur Dix voix contre huit la commission décide qu'il n'y aura qu'un seul rapporteur.

M. le Président. Maintenant Messieurs l'ordre se charge de sous-commissionnaires aura à faire un rapport verbal ou écrit.

M. Darvy. Peu importe qu'on fasse un rapport verbal ou qu'on présente des notes écrites pourvu qu'on ait des arguments suffisants.

M. Delzol. Il paraît plus simple qu'on se contente d'un rapport verbal dont le sténographe communiquera la traduction. Si on décide que les rapports seront écrits, on verra aussi sur une décision adoptée. Je vois qu'il suffit de parcourir les différents chapitres du budget, en présentant des observations que le rapporteur général consignera dans son rapport.

M. de Belcastel croit que les rapports écrits n'ont de raison d'être qu'autant qu'ils sont soumis à l'examen du Sénat, et qu'en suivant la marche adoptée une simple discussion verbale suffit.

M. le Président. Il a été décidé qu'il n'y aurait pas de rapports écrits, et qu'on se contenterait de remettre des notes au rapporteur général.

M. Vandier. Il n'y aura donc plus de sous-commissions?

M. Delzol. Pour faire des observations sur chaque budget, il faudra que les sous-commissionnaires se tiennent séparément à un examen, car ces observations qui se produiront ici auront le caractère d'un rapport verbal auquel la commission s'associera ou non par un vote. Si elle s'associe, il faudra que le rapporteur général en tienne compte dans son rapport.

M. Garnier. Le Sénat ne sera-t-il pas en droit de demander à la commission pourquoi, conformément à la procédure suivie par la chambre des députés, elle n'a pas fait un



rapport spécial par chaque budget de ministère? Que  
répondrez-vous. Je dis que ce que nous proposons est en  
retouchement aux droits du Sénat.

M. le Président La question a été tranchée.

M. Garnier. Je ne m'élève pas contre la décision qui  
a été prise. Je dis qu'on s'en fait embarrassé pour  
expliquer le motif de cette décision au Sénat qui la prend  
complètement des avantages dont jouit la chambre des députés.

M. Casseaux. Cela dépend de la manière dont le  
rapporteur général fera son rapport. Au surplus la question  
a été tranchée.

M. le Président. Il n'y a pas dans le règlement du Sénat  
de procédure spéciale qui soit imposée à la commission.  
La commission a décidé qu'il n'y aurait qu'un seul  
rapporteur. Nous ferons en sorte que le rapport contienne le  
résumé des observations qui se produiront ici.

M. Cordier. Nous sommes d'accord avec M. Delsol.  
La majorité ne désire qu'une chose : hâter les travaux de  
la commission de façon à éviter le vote de nouvelles Douzi-  
èmes provisoires. Le résultat est contesté mais jusqu'à  
preuve contraire ce sont les seules raisons qui ont la  
majorité de la commission. Les observations de M.  
Delsol ne portent donc que sur les moyens d'exécution.

M. Delsol. Nous avons décidé que, pour hâter les tra-  
vaux, et éviter le vote de nouvelles Douzièmes provisoires, nous  
nous en tiendrions à un seul rapporteur. Je demande si,  
malgré tous nos efforts, on se trouvait dans la nécessité  
de voter quand même une nouvelle Douzième, la décision  
de la commission serait maintenue.

M. Varroy. La question sera résolue le jour du dépôt  
du rapport.

M. Delsol Demande que le vote de la décision prise  
par la commission vient de prendre soit limité à cette condition  
que le dépôt du projet de loi des dépenses sera fait en  
temps utile pour permettre au Sénat de le voter, au  
plus tard le 27.

M. de Belcastel Demande que la question posée  
par M. Delsol soit tranchée. La résolution que  
vient de prendre la commission est-elle ferme ou con-



13  
Détournée ?

M. Varroy. Cette décision a été votée sans condition.  
M. de Bousquet. Il s'agit de savoir si ceux qui ont voté la résolution entendent la maintenir en tout état de cause, ou s'ils y renonceraient dans le cas où on se trouverait dans la nécessité de voter de nouveaux Douzièmes provisoires pour suivre les anciens errements.

M. Varroy. La proposition a été faite sans condition elle a été votée ainsi.

M. Delol. Tout le monde ne l'a pas entendue ainsi. M. Cordier a dit que cette proposition était faite dans le but d'éviter des Douzièmes provisoires. Si ce résultat n'est pas atteint la décision qui a placé la commission sera-t-elle maintenue ou affirmée ?

M. de la Fayette. Quel intérêt y a-t-il à décider cette question ?

M. Delol. Nous discutons sans être saisis du budget. Je dis que nous agissons inconstitutionnellement. Cela est établi. Cependant que le Sénat n'est pas saisi du budget, s'il l'examine, il enquête sur les droits de la Chambre qui, seule, a le droit de le voter en premier lieu. Nous ne pourrions donc, quand à présent, que l'examiner superficiellement. Pénalisant les motifs émis par M. Cordier, je demande si, dans le cas où le budget ou serait déposé que le Sénat le bureau du Sénat, la commission entend maintenir son seul rapporteur ou suivre les anciens errements.

M. Varroy. Nous nous trouvons ici en présence d'une situation connue.

M. Delol. Je vous demande pardon, elle est inconnue.

M. Varroy. Nous n'avons qu'un but, éviter des Douzièmes provisoires. Notre vote n'est pas hypothétique. Aujourd'hui la commission a pris une mesure qu'elle pense être de nature à hâter le vote. C'est la situation. Je suis d'avis de ne pas nous occuper si les circonstances <sup>peuvent</sup> modifier. Je le répète, il n'y a pas de réserves à faire.

M. Delol. La décision s'applique à la situation actuelle, mais si cette situation vient à changer ?

M. le Président. La commission est toujours maintenue de son ordre du jour.



Mr. D'Andan. Dans la question qui nous occupe, il y a deux points importants: D'abord le vote de nouvelles Douzièmes qu'il faut voter avant tout. Il y a ensuite la question pour le ministère à faire voter le plus tôt possible le budget de 1878 pour présenter celui de 1879. C'est pour cela, que je crois que notre décision s'accorde aussi bien avec la situation présente qu'avec celle qui résulterait de l'obligation de revenir aux Douzièmes provisoires. Si nous ne votons pas avant la fin du mois le budget de 1878, en présentant celui de 1879 avant le vote de celui de 1878, ce qui créera une situation impossible.

Mr. le Président. J'invite les sous-commissions à examiner dès à présent les budgets votés par la Chambre des Députés.

Mr. Dauphin. Il convient-il pas de nommer le rapporteur général?

Mr. le Président. Régulièrement, nous ne pouvons pas le nommer.

Mr. Dauphin. persiste à demander la nomination du rapporteur, car si on ajourne cette nomination au dépôt du budget, on ne pourra voter les Douzièmes provisoires et la décision que nous avons prise deviendra inutile.

Mr. le Président. Il va sans dire que cette nomination ne sera consignée dans le procès verbal que le jour du dépôt du budget sur le bureau du Sénat.

On procède au vote.

Par 17 voix sur 18 votants Mr. Pouyer-Quertier est nommé rapporteur général.

Mr. le Président amène la commission de cette marque de confiance. Mais vous me mettez dit-il dans un cruel embarras. J'aurais voulu voir un de nos collègues chargé de ce travail difficile. Je ne voudrais pas être accusé de ne me permettant pas d'arriver au résultat désiré. J'ai fait tous mes efforts pour convaincre la commission que nous ne gagnons pas de temps en procédant ainsi. Je me trouve nommé rapporteur dans des conditions que j'aurais évitées si j'avais eu de quoi aspirer à cet honneur.

Mr. Cordier. Nous savons tous avec quel zèle vous vous êtes acquitté en 1876 de la tâche qui vous fut confiée.

Mr. Cunin-Grédaine. Pour vous, Mr. le Président, on



15  
peut dire que ce qui est difficile est fait, que ce qui est impossible se fera

Mr. le Président. Je sais le temps qu'il faut pour faire un grand travail, et je suis très-héureux si vous voulez bien nommer à ma place un de nos collègues de la majorité

Mr. Delboul desire présenter une observation sur la manière de procéder législativement en matière budgétaire. Vous voulez voter d'abord le vote de nouveaux Douzièmes provisoires en dépenses, mais vous ne pouvez les voter en recettes. En séparant le budget des dépenses du budget des recettes, nous divisons le budget et il est promulgué en deux fois. C'est là une chose nouvelle et qu'on ne comprend pas logiquement. Nous allons voter les deux budgets séparément. Lorsqu'il s'agit de promulguer la loi de finance, on est forcé de rapprocher ces deux budgets, de faire une balance, et d'établir le montant total des dépenses à côté du montant total des recettes. Il ne pourra en être ainsi cette fois-ci. Quelle est donc la loi que nous allons voter? La loi Des Dépenses sans la loi Des recettes. En sorte que si la loi Des recettes n'était pas votée, la France aurait un budget de deux milliards sept cent millions en dépenses sans avoir le premier centime pour y répondre. Il y a là une difficulté législative de procédure sur laquelle j'appelle l'attention de la commission. Si je me reporte à la loi de finance que je trouve dans le j'y trouve un tableau de comparaison entre les recettes et les dépenses. Il y a un tout rationnel, logique, la balance des recettes et des dépenses donnant un résultat que nous n'obtiendrions pas si on promulguait séparément les deux budgets. Il faut que le rapporteur général sache quelle est la formule à laquelle il doit s'attacher.

Mr. Darvy. Nous sommes en présence d'un budget des dépenses sans budget des recettes. Nous sommes en face d'une formule préparée. Nous ne devons pas avoir de préoccupation au point de vue de la forme. Nous ne sommes pas dans la situation de 1871 et 1872. A cette époque nous avions des dépenses énormes sans recettes assurées pour 1871. Les dépenses sont infinies



aux recettes. Tous les ministères qui se sont succédés cette année nous ont fait espérer des Diminutions d'impôts. Nous avons la certitude d'avoir des recettes suffisantes pour couvrir les dépenses. On connaîtra par le vote des dépenses la base d'où qu'on devra exiger des contribuable, et lorsque nous nous occuperons des recettes, nous verrons quels impôts on pourra supprimer ou diminuer. Donc au point de vue de la forme la difficulté est évitée par la loi qui nous sera présentée. Au point de vue du fond les préoccupations seraient vaines et rien ne nous empêche d'examiner officiellement les différents budgets votés par la chambre.

Mr. Delsol. Il s'agit de savoir ce que doit faire le rapporteur général qui se trouve en présence d'un procédé absolument nouveau. Le but de mes observations est celui-ci, faciliter au rapporteur général son œuvre. Je signale une difficulté; je constate que le texte du projet de loi du gouvernement est à modifier, et je dis que cette difficulté augmente le travail du rapporteur qui aura à refaire entièrement le projet de loi définitif.

Mr. de La Fayette. Il y a un précédent. En 1876, le budget des dépenses a été voté avant le budget des recettes.

Mr. le Président. La formule sera votée par la chambre des députés.

Mr. Delsol. La chambre vote tous les budgets successivement. Je ne sais pas si elle va voter tout cela par un projet de loi comprenant les dépenses avec une formule nouvelle.

Mr. le Président. La chambre est saisie sans doute d'une formule séparant le budget des dépenses du budget des recettes. Dans le premier projet de Mr. Léon Say et de Mr. Caillaux, il y a des articles qui ne sont plus applicables au projet actuel. Ils doivent être modifiés par la chambre.

Mr. Caillaux. La question soulevée par Mr. Delsol est très grave. Le Sénat consentira-t-il à voter les dépenses avant les recettes nous ne sommes pas saisis; nous ne pouvons l'examiner. Nous la discuterons quand le moment sera venu.

Mr. Delsol, propose de demander à Mr. le ministre



des tableaux contenant les chiffres proposés par le gouvernement  
à côté des chiffres votés par la Chambre.

M. Varroy Demande qu'on examine immédiatement les  
rapports qui peuvent être joints. Le ministère des Travaux  
Publics est prêt.

M. le Président. Nos collègues n'ont pas les éléments nécessaires  
pour aborder la Discussion.

M. Varroy. Nous avons le rapport de M. Carnot et  
les chiffres sont à l'officiel.

M. Delsol. Méfiez-vous de l'officiel qui contient des  
erreurs fréquentes.

M. Varroy. J'ai contrôlé les chiffres; ils sont exacts.

M. le Président fera distribuer aux membres de la Commis-  
sion les annexes qui lui ont été adressées par M. le  
Ministre des Finances.

M. Vandier. Le travail ne peut pas être complet.

M. le Président. Tous les ministères s'y trouvent?

M. Varroy insiste pour que la Discussion commence sur  
le budget des Travaux Publics. Il nous attendons le Dépôt  
du budget sur le bureau du Sénat pour commencer nos  
Discussions, nous n'arrivons pas un temps utile.

M. Vandier. Nous ne sommes saisis d'aucun budget.  
Les chiffres ne seront officiels que lorsqu'ils auront été  
votés par la Chambre. Mais vous ne pouvez pas discuter  
des chiffres que vous ne connaissez. Vous n'en avez pas le  
Droit c'est inconstitutionnel. Les sous-commissions se  
livrent à une étude officieuse, je ne demande pas mieux,  
mais que la Commission prenne des décisions avant  
le Dépôt du projet de loi, vous n'en avez pas le Droit, je  
le répète.

M. Cordier. En 1876, nous avons examiné chaque budget  
à mesure qu'il était voté par la Chambre. Les sous-  
commissions discutaient et approuvaient leurs rapports  
sans attendre le Dépôt du budget.

M. Vandier. Les rapports n'étaient approuvés par  
les sous-commissions qu'après le Dépôt du projet de loi  
et à plus forte raison, étaient-ils approuvés par la  
Commission qu'après le Dépôt.

M. Cordier. Je ne pourrais pas faire une équivoque même



à mon usage. La Commission, je me le rappelle bien  
statuait sur les rapports avant le Dépôt du budget, mais en  
se réservant de revenir sur sa décision après le Dépôt. Nous  
avons arrêté nos votes sur chaque Ministère.

M. Delcol. Il me semble que cette question d'ordre a  
été indiquée d'un mot au sein de la Commission. Un de  
nos collègues a présenté cette observation, que la Commission  
ne pourrait prendre de Détermination tant que le Sénat ne  
serait pas saisi. Mais il a été entendu que tous les rappor-  
teurs travailleraient et prendraient qui seraient soumis à la  
Commission, de sorte que le jour même du Dépôt, tous les  
rapports étaient prêts.

M. le Président. C'est ainsi que nous avons gagné du  
temps. Les rapports étaient lus et approuvés, et le jour même  
du Dépôt, ils furent déposés sur le bureau.

M. Varroy. Ce n'est pas la question. Je suis en mesure au  
nom de la 4<sup>me</sup> sous-commission de produire officiellement  
son rapport. La Commission veut elle l'examiner à titre officieux.  
Plusieurs de nos collègues déclarent que la Commission n'a pas  
le droit de se livrer à cet examen. Il serait entendu que  
toutes les décisions prises provisoirement pourraient être modifiées.  
Si quelques membres refusent de prendre part à la Délibéra-  
tion, en alléguant qu'elle est officieuse, je demande que  
cela soit inséré au procès-verbal.

M. le Duc de Broglie. Il est difficile d'insérer au procès-  
verbal, qu'on a refusé de faire une chose qu'on a pas le  
droit de constater.

M. Varroy. Je déclare qu'une sous-commission est prête  
à délibérer officiellement. Nous devons nous préoccuper de  
faire voter le budget dans les délais voulus pour éviter des  
dangereuses provisions. Lorsque plusieurs membres recommandent  
dire : voulez-vous délibérer officiellement sur des chiffres qui  
sont connus et préparés dans l'intérêt du pays, votre  
opinion sur certains articles du budget ? Je dis que cette  
proposition peut être insérée au procès-verbal. Vous  
ajoutez que vous avez le droit de refuser la proposition.  
Pour ne s'opposer à ce qu'on mette dans le procès-verbal  
la demande et le refus. Nous sommes une Commission  
existante et non provisoire dont tous les faits et gestes



29  
sont été au procès verbal

M. Vandier. Une commission générale ne peut délibérer officiellement. Vous prenez des résolutions qui n'en sont pas s'il y a des changements dans le budget il faudra faire une seconde lecture. Je réjete qu'en délibérant avant d'être saisi, vous violiez la Constitution je ne puis pas pour ma part m'associer à cet acte.

M. de la Fayette. Il y a deux ans M. le Président a dit à la tribune, que quoique le budget n'ait pas été déposé sur le bureau du Sénat, la commission n'en avait pas moins préparé son travail. Je ne sache pas que le Sénat ait blâmé cette manière de procéder.

M. Caillaux. En 1876, la commission avait adopté cette marche d'un commun accord.

M. Dauphin. Une partie de la minorité refuse de délibérer officiellement, c'est son droit. Seulement, il pourra rester étonné pour nous que, de ce que la minorité n'approuve pas notre manière de voir, elle cherche à entraver le travail de la Commission.

M. Caillaux proteste contre ce que vient de dire M. Dauphin. La minorité désire autant que la majorité la vote du budget avant la fin du mois. Elle a proposé la marche qui a été suivie en 1876 comme lui paraissant la plus expéditive et la plus correcte. La Majorité a proposé une autre procédure. Voilà où est le désaccord. Il est injuste de nous dire que nous cherchons à entraver le travail de la Commission.

M. Dauphin n'a voulu blesser personne.

M. Vandier. Nous voulons rester dans la légalité tout court. Nous ne voulons pas discuter des rapports sur un budget qui n'est pas voté, qui n'est pas déposé. Nous ne refusons pas d'étudier les rapports dans les sous-commissions, mais nous considérons comme illégale une délibération officielle de la Commission.

M. le Président. La minorité disait que la discussion n'aurait lieu qu'après le dépôt du budget. On ne peut pas la faire à délibérer aujourd'hui. L'on prépare les rapports et on les discutera dès que le budget aura été déposé sur le bureau du Sénat.



Mr. Varray. Nous reconnaissons qu'une délibération officielle ne peut avoir lieu s'il y a divergence.

Mr. le Président. La discussion est ajournée.

Mr. Varray comme lecture d'un rapport sur le séquestre administratif des chemins de fer de la Tunisie.

La Commission, dit-il, propose l'adoption du projet dont la teneur suit et qui a déjà été voté par la Chambre des Représentants (voir le texte des articles.)

Mr. Caillaux présente une observation sur le fond de la loi qu'il trouve exorbitante et qui a l'avantage à ses yeux de régulariser un crédit de dont on a, de son temps, contesté la légitimité. Il ne veut donc qu'approuver la loi proposée, mais il desirerait avoir des explications sur l'avantage qu'on trouve à établir un fond spécial au Trésor pour cet objet: au lieu de le laisser figurer au Chapitre 45 du Budget lequel on a introduit ces dépenses:

Je ne suis pas, dit-il, partisan de ces comptes spéciaux, parce qu'il en résulte une distraction du budget, ces dépenses, souvent même en réalité, de sommes qui devraient être portées. On ne devrait avoir recours à ces comptes spéciaux que dans des cas exceptionnels. Je voudrais que le rapporteur justifiât cette partie importante de la loi sur laquelle le ministre des finances ne me paraît pas donner une explication suffisamment complète. Mr. Caillaux insiste sur l'inconvénient de l'ouverture de ces comptes ne faisant pas partie du budget, qu'on ouvre, et dont on n'entend plus jamais parler. Il ne voit pas bon de multiplier les comptes de ce genre que beaucoup de ministres des finances ~~ont~~ sont disposés à ouvrir. Il cite, à ce propos, le compte spécial



31  
pour les allumettes. Comment les ignorer comment  
il a ~~subi~~ les comptes spéciaux et soldés; la  
Commission n'a aucun document sur ce point; néan-  
moins, le compte fonctionne, et c'est au bout de huit  
ou dix ans qu'on proposera de solder la dépense. Il  
prie M. le Rapporteur d'indiquer la cause exceptionnelle  
qui fait que dans le cas particulier dont il s'agit,  
on ne peut laisser cette somme au Chapitre 45 ter.  
Ne serait-ce pas pour ne pas troubler l'équilibre  
du budget qu'on a cru nécessaire d'établir un compte  
spécial au Trésor? Dans tous les cas, les raisons données  
dans l'exposé de motifs et le rapport, ne lui  
paraissent pas concluantes.

M. Varray répond que l'établissement d'un  
compte spécial offre cet avantage qu'on a sous  
les yeux une situation d'ensemble et qu'on voit  
surtout exactement où l'on en est sur le cas  
spécial qui nous occupe.

En ce qui touche les chemins de fer de la Vendée, on ne  
pourrait guère reprocher le compte spécial qui autorise  
qu'on s'empare de voir l'affaire publiée dans les  
cartons et de ne plus en être saisi. Ce n'est  
pas le cas pour les chemins de fer de la Vendée.  
Il y a une grande question qui se pose aujourd'hui  
à propos du rachat des chemins de fer secondaires,  
et, pour que les travaux commencent bientôt, il  
faudra déclarer formellement qu'on les abandonne.  
Un seul compte donnant l'ensemble des recettes  
et des dépenses des chemins de fer de la Vendée,  
permet de connaître exactement la situation.  
D'ailleurs, ce n'est pas une dépense réelle de  
l'Etat, c'est un prêt qu'il fait et, non seulement  
il n'y a aucun inconvénient à voter la formule  
proposée par le ministre, mais même il y a  
un avantage à la conserver.

M. Caillaud - M. Varray donne comme motif  
qu'il est bon de créer un compte spécial, parce  
que ce compte ne durera qu'un temps limité et  
qu'il n'y a qu'un ou deux ans, on va prendre un



parti sur l'exploitation du chemin de fer  
de la Vendée. Je suis également de cet avis et  
je vais à une solution très prochaine, mais  
alors pourquoi la création d'un compte  
spécial du moment qu'on va prendre  
bientôt un parti définitif. Pourquoi ne  
pas laisser la chose figurer au budget  
ou elle doit entrer au nombre des  
dépenses. Je voudrais, dit-il en terminant,  
que M. le ministre fut mandé pour  
donner des renseignements sur ce point.  
M. Harvy. La Compagnie de la Vendée  
étant en faillite, il faut savoir ce qu'on  
fera de cette concession: dans un délai très-  
court, il y aura une solution définitive.  
Laissons donc s'établir un compte spécial  
jusqu'au jour très-prochain où l'on  
parviendrait à ciler la ligne.

Je ne demande pas mieux que M. le ministre  
fournisse des explications. <sup>Il en a</sup> ~~sur le travail~~ <sup>un</sup> d'ensemble  
des dépenses d'exploitation, des travaux  
exécutés, enfin un compte où l'on verra  
parfaitement clair lorsque le moment sera  
venu et l'on insérera au budget les sacrifices  
consentis par l'Etat. Pour aujourd'hui, je  
le répète, il ne s'agit que d'un prêt,  
d'une avance.

M. Caillaux. Vous dites que si, dans quelques  
semaines une solution a été prise, on insérera  
un chiffre au budget, au Chapitre 43 ter  
ou à tel autre et que les choses se  
passeront régulièrement. Oui, mais le  
budget sera voté, et voté, soit disant  
en équilibre. Comment introduire-t-on  
cette somme? Par voie de crédit supplémentaire.  
C'est ainsi qu'on arrive à des crédits supplémentaires  
à la suite d'un budget voté en équilibre. C'est  
ainsi qu'en 1876, on a eu 164 millions de  
crédits supplémentaires, et 80 millions



33  
en 1875. Une des causes de ces crédits supplémentaires, c'est qu'on ne veut pas examiner exactement la situation du budget des recettes par rapport à celui des dépenses. L'air de moi la pensée de dire qu'on recourt à un artifice, c'est une critique que je ne veux diriger contre personne, mais je dis que c'est par des moyens de ce genre qu'on arrive à présenter un budget qui paraît se solder en équilibre, puis le lendemain, ainsi que nous l'avons vu l'année passée, avant le vote même du budget de la marine, on vient proposer un crédit supplémentaire.

Mais, si on décide qu'un compte spécial sera ouvert dans le cas dont il s'agit, ce sera la même chose : on insérera au budget une somme de 5 millions, 500 mille francs, ce qui donnera un budget, dépenses et recettes en équilibre, et après le vote du budget, on demandera la même somme comme crédit supplémentaire, sans qu'aucun présente l'avantage de pouvoir, comme aujourd'hui, étudier d'une manière bien franche la comparaison entre le budget des recettes et celui des dépenses =

7' insisterai donc, soit pour que des explications soient demandées au ministre, soit qu'une résine fut introduite dans le rapport.

M. Varroy. Je demanderais ces explications au ministre, mais je ne vois pas trop l'avantage qui en résultera au point de vue des crédits supplémentaires, si les projets de rattachement ne sont pas votés dans un bref délai. On vote actuellement des ressources pour 1878, on restera donc dans la limite de crédits votés, sans avoir à craindre une demande de crédits supplémentaires; si on vote la proposition du rattachement de cette ligne, ce ne serait plus 5,500,000 fr. qui seraient nécessaires; il faudrait une somme beaucoup plus considérable pour assurer les voies et moyens. Nous n'avons donc



a modifié le projet sous le point de vue.

Au surplus, j'proposerai la question au ministre, si la commission le désire.

Me. le Président prie M. Karroy d'avoir une entrevue avec M. le ministre des finances, pour lui demander des renseignements. Et d'ailleurs, ajoute-t-il, si on ne change de rien au projet, on peut le mettre aux voix et l'adopter.

Me. Caillaux - Sous la réserve des explications qui nous seront fournies.

Me. Chesnelong - Ce n'est pas une réserve de critique, mais une réserve d'observation.

Me. Caillaux - Il est essentiel que la conversation que nous venons d'avoir eue soit insérée au procès-verbal, parce que l'après-

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission.

Paul Cazot

Séance du jeudi 41 février 1878.

Présidence de M. Pouyer-querrier

La séance est ouverte à 3 h. 1/2.

Me. le Président a réuni la commission pour prendre une décision relativement au rapport de M. Karroy sur le liq[ui]estre administratif des chemins de fer de la Vendée, rapport sur lequel des réserves avaient été faites.

Me. Karroy n'a pas apporté son rapport, mais il a vu M. le ministre des finances auquel il a fait part des observations qui lui ont été adressées par M. Caillaux. Il s'agit dans l'espèce, d'un compte d'attente jusqu'à



ce qu'une décision définitive ait été prise. Ce legs est  
c'est une administration faite par l'Etat pour son bien.  
Ce n'est pas une dépense directe de l'Etat. Elle le deviendra  
peut être plus tard - Je veux qu'il soit laissé provi-  
soirement le compte ouvert, parce qu'il y a ici des recettes  
et des dépenses d'exploitation, de construction, etc. - C'est  
sur ce motif que s'appuie le ministre pour l'établissement  
de ce compte spécial. - M. Varroy prie M. Caillaux de vouloir  
bien formuler sa réserve.

M. Caillaux - La réserve porte sur les inconvénients de comptes  
spéciaux, on pourrait dire dans le rapport que tout en  
approuvant ce compte, la commission espère qu'on en deman-  
dera pour l'augmentation.

M. Varroy - Il est dit dans le rapport que c'est un compte  
d'attente jusqu'à ce que les Chambres aient statué sur le  
projet de décret dont elles sont saisies.

M. Phéretong - La réserve devrait porter sur la nécessité  
qu'il y a à ne pas multiplier ces comptes, sur ce qu'ils font  
apparaître une situation budgétaire différente de la situation  
budgétaire véritable, ce qui pourrait faire croire à des  
excédents qui n'existent pas. En un mot, la réserve  
devrait porter sur cette portion de charges qui incombent  
au budget et qui cependant n'y figurent pas altèrent  
la vérité de la situation. Ce n'est donc pas sur le projet  
ou lui-même, mais à l'occasion de ce projet que la  
réserve doit être faite.

M. Varroy - Comme il s'agit d'un compte fait pour  
son bien, on peut dire que l'Etat intervient plus comme  
administrateur que comme consommateur d'une dépense.  
En ce qui touche l'exposition, la dépense figure au  
budget, mais seulement pour dix millions qui constituent  
l'engagement définitif du Gouvernement. - Mais le cas  
présent, ce n'est pas encore un compte consenti par  
l'Etat et il est possible, soit que les cent millions se  
confondent avec les trois cent millions du décret, soit  
que la concession soit donnée à la Compagnie  
d'Orléans, à laquelle alors l'Etat n'aurait à payer  
une subvention que par annuités et alors il reprendrait  
la portion qu'il a avancée.



M. Caillaux - Il y a des comptes spéciaux qui durent depuis des années, dont il n'y a pas trace dans le budget, sur lesquels on ne peut demander aucune explication, or cela après que le compte du budget faut équilibrer. C'est un procédé très commun - non pas que je veuille dire que c'est ce qui motive le compte actuel - mais ces comptes spéciaux sont peut être un moyen de soulager le budget, en ouvrant un compte qui sera versé ultérieurement dans le budget, comme crédits supplémentaires. C'est ainsi qu'on arrive à créer des crédits supplémentaires s'élevant à 170 millions. M. le rapporteur pourrait dire un mot sur ce point.

M. Varroy - Rien n'empêche de signaler l'inconvénient des comptes spéciaux. Mais dans le cas qui nous occupe, le compte ne peut être oublié. M. Caillaux disait qu'en en ferait un crédit supplémentaire dans le cas où le grand projet de loi ne serait pas admis, quoi qu'il arrive, la question n'échappera pas à votre contrôle. Je puis dire quelques mots sur l'inconvénient des comptes spéciaux en général.

M. de Belcastel - Quel inconvénient y aurait-il à signaler en trois lignes les désavantages de ces comptes ?

M. Varroy - dire : « quels que soient les inconvénients, etc », c'est dire que ces comptes tendent à se multiplier.

M. Vandier - Pourquoi ne pas demander bonne satisfaction à M. Caillaux, en insérant dans le rapport, quelques réserves sur ce compte spécial ?

M. Varroy prie M. Caillaux de vouloir bien formuler le texte de cette réserve.

M. Caillaux accepte.

M. Cunéo-Grivaine - La Commission est saisie d'un projet de loi relatif à la réforme du tarif télégraphique. Je demande que ce projet soit renvoyé à la sous-Commission de l'Intérieur.

M. Caillaux - cette question est morte. Elle sera



37  
les deux sous-commissions des finances et de l'intérieur  
M. le Président. Les deux sous-commissions voudront  
bien se réunir pour examiner le projet.

La séance est levée à 4 h. 1/2.

Le secrétaire de la Commission,

*W. L. L.*

Séance du vendredi 22 février

Présidence de M. Pouyer-Quertier

La séance est ouverte à 4 h.

M. le Président. Après ce qui vient de se passer au Sénat,  
vous comprendrez, Messieurs, qu'il ne m'est plus possible de  
conserver les fonctions de rapporteur général de votre commission.  
Je suis en désaccord avec la majorité dont je vous de comba-  
te, à la tribune, le système qu'elle propose. Et, tout en  
vous remerciant, une fois encore, de l'honneur que vous m'avez  
fait de me nommer rapporteur, je vous prie d'accepter ma  
démission et je vous propose de nommer, séance tenante,  
un rapporteur général à ma place.

On procède au vote :

Nombre des votants : 18 -

M. Cordier : 2 voix -

M. Varroy : 9 voix -

M. le C<sup>te</sup> d'Hondlan : 1 voix -

Bulletins blancs : 6 -

Le scrutin ne demandant aucun résultat, on procède à un  
second tour.

Nombre des votants : 18 -

M. Varroy obtient 10 voix -

M. Cordier : 7 voix -

Bulletin blanc : 1 -



En conséquence M. Paroy est nommé rapporteur.  
M. le Président propose ensuite à la commission d'arrêter  
l'ordre de ses travaux. La ~~commission~~ Commission, dit-il,  
pourrait se réunir demain pour entendre la lecture des  
rapports qui sont prêts. Quant aux sous-commissions qui  
ont encore à examiner des rapports, je les engage à se réunir  
le plus tôt possible.

M. Vandier. Pourquoi réunir les sous-commissions plus  
qu'il n'y a plus de rapports écrits?

M. le C<sup>te</sup> D'Andlau. Il a été entendu que les sous-commis-  
sions feraient sinon des rapports écrits, du moins des notices  
qu'elles remettraient au rapporteur général.

La commission décide, après un vote, ~~renvoyé par une~~  
~~urgence~~ ~~rapports~~, qu'elle se réunira demain matin à  
9 h  $\frac{1}{2}$ , au Ministère des Finances, à Paris.

La séance est levée à 3 h

Le secrétaire de la Commission,



39

Séance du 7 Mars 1878 -

Présidence de M. Souyer, quartier -

Ministère de l'Agriculture et du Commerce -

Chapitre I<sup>er</sup>. Traitements du Ministre et personnel de  
l'administration centrale - 860,000 f.

M. le rapporteur fait observer que le crédit demandé  
par les deux projets de budget Léon Say et Caillaux  
s'élevait à la somme de 640,400 f. seulement et qu'il  
y a dans le crédit voté par la Chambre une augmentation  
de 227,600 f. et provenant du transfert de l'administration  
des forêts au ministère de l'Agriculture -

Chapitre II. Matériel et dépenses diverses de travaux  
de l'administration centrale - 126,080 f.

Il y a là une augmentation de 31,980 f. qui provient  
de la même cause -

Les deux chapitres sont mis aux voix et adoptés.

Chapitre III. Ecoles vétérinaires - 840,300 f.  
adopté -

Chapitre IV. Enseignement professionnel de l'agricul-  
ture, chaires nomades, stations agricoles, inspections  
1,760,600 f.

Le crédit proposé par M. Caillaux n'était  
que de 1,727,600 f.

M. le rapporteur explique l'augmentation  
de 33,000 f. qui résulte des compensations suivantes:  
on a réduit sur le crédit des fermes-écoles :  
25,000 f., mais on a reporté au chapitre les traite-  
ments de l'inspecteur de l'Agriculture : 58,000 f.

Le chapitre IV est adopté -

Chapitre V. Bergeries et Vacheries - 289,200 f.  
(adopté) -

Chapitre VI. Encouragements à l'Agriculture : 994,700 f.

Il y a, sur ce chapitre, une diminution de 58,000 f. qui  
résulte du report au chapitre IV du crédit affecté à l'ins-  
pectorat de l'Agriculture -

Le chapitre VI est adopté -



Chapitre VII - Haras et Dépôts d'étalons - Personnel

Chapitre VIII Haras et dépôt d'étalons - matériel :  
1,218,005<sup>f</sup> -

Me. Parroiz fait remarquer que c'est la Commission du Budget de la Chambre des Députés qui a demandé la séparation en deux Chapitres de l'art. unique relatif aux Haras -

Il y a là une réduction de 92,481<sup>f</sup>. qui sera répartie l'année prochaine. Il faudra, à cette époque, revenir à l'ancien crédit -

(adopté)

Chapitre IX - remonte des Haras - 2,014,970<sup>f</sup>

Diminution - - - - - 389,030<sup>f</sup> -

Me. le rapporteur explique qu'il résulte de la discussion qui a eu lieu, sur ce Chapitre, dans la Commission du Budget :

que lorsqu'on a voté la loi du 29 mai 1874, les haras possédaient 1100 chevaux dans les différents dépôts et que le renouvellement devait se faire, chaque année, au dixième ;

que l'administration estime que les étalons qui ont commencé la saillie à 4 ans et qui servent pendant dix ans ne peuvent plus donner de produits aussi parfaits ;

que, par suite de l'exécution de la loi du 29 mai 1874, on a acheté 200 chevaux, en 1875, 1876, 1877, ce qui, à la fin de l'année dernière, a porté l'effectif total de 1100 à 1700 chevaux ;

que l'administration des Haras a élevé cette prétention singulière d'opérer le renouvellement au 10<sup>e</sup> sur cet effectif de 1700 chevaux ;

qu'il est impossible d'admettre cette prétention, car les chevaux ne doivent être renouvelés qu'après dix ans de service et que les 200 chevaux achetés en 1875 ne doivent être renouvelés qu'en 1885 -

Enfin que ces observations communiquées à Me. le Ministre de l'Agriculture ont reçu son approbation et qu'en présence de cette situation, la Commission du Budget avait réduit de 170 à 110 le nombre des étalons à



acheter en 1878 et qu'on y ajoutant les 200 étalons à acheter dans la même année pour l'accroissement prescrit par la loi de 1874, c'était un total de 310 chevaux dont l'acquisition devrait être faite en 1878 : D'où une différence de 389,030 f. entre le crédit demandé par l'administration et le crédit voté par la Chambre des Députés.

(Le chapitre IX est adopté.)

Chapitre X. Encouragement à l'industrie chevaline : 1,765,000 f. (adopté.)

Chapitre XI. Conservatoire et école des arts et métiers : 1,463,000 f.

M. le Rapporteur dit qu'il y a, sur ce chapitre, une augmentation de 38,000 f. motivée par l'adoption par la Chambre des Députés, d'un amendement qui porte de 7,500 f. à 10,000 f. le traitement des professeurs titulaires du Conservatoire par assimilation aux professeurs du Muséum et du Collège de France.

(Le chapitre XI est adopté.)

Chapitre XII. Encouragements aux manufactures et au commerce - Délivrance et publication du brevet d'invention 765,000 f.

M. Rampon - C'est une augmentation de 27,500 f. sur le crédit voté en 1877.

Cette augmentation se décompose ainsi : 15,000 f. pour l'impression des rapports des Conseils et 12,500 f. pour la publication d'un annuaire de statistique en matière de brevets d'invention.

(Le chapitre XII est adopté.)

Chapitre XIII. Encouragements aux pêches maritimes. 2,150,000 f.

M. Vandier - le crédit est spécialement destiné à la pêche à la morue. Toute la marine marchande est loin d'être prospère.

M. Caillaux - on prête souvent, au ministère de l'Agriculture, des indemnités, des gratifications sur ce crédit. M. le rapporteur sait-il ce qui se passe à cet égard ?

M. le rapporteur - Les indemnités s'élèvent à un certain quantum et le reliquat figure en recettes.



Me. Caillaux - Quel a été le reliquat de l'année dernière ?

Me. le Rapporteur - C'est un mouvement de fonds que je n'ai pas vérifié, mais je vais pouvoir dire qu'en général, le crédit n'est jamais employé inutilement. Me. Parvier, c'est pour cela que le Gouvernement a consenti à cette diminution sur le crédit des années antérieures - Vous avez ainsi une provision de plus - des besoins ne s'élevaient, en ce moment, qu'à 2,000,000. Il reste donc 1,500,000 f. qui figurent en recette, c'est une annulation de crédit.

Le Chapitre XIII est adopté.

Chapitre XIV - Soies et mesures - 2,150,000 f.

(adopté)

Chapitre XV. Entretien des établissements thermaux appartenant à l'Etat - Subventions aux établissements particuliers d'eaux minérales - 485,500 f.

Me. Caillaux - Est-ce qu'on ne fait rien pour les eaux minérales de la Bourboule ?

Me. le Rapporteur - C'est une propriété particulière

Me. Caillaux, oui, mais je vais pouvoir dire qu'on a appelé l'attention du Gouvernement sur l'importance de ces eaux et sur l'intérêt qu'il y aurait à conserver cette précieuse source. Cette idée aurait été favorablement accueillie - Me. le Rapporteur sait-il si on y a donné suite ?

Me. Curien-Girardin, rapporteur - Je ne sais pas si le Gouvernement a renoncé à ce projet - Ce que je sais, d'après des renseignements qui sur les lieux, c'est qu'au mont d'or, comme à la Bourboule, on est d'accord sur le point qu'il serait de la plus haute importance que le Gouvernement exploitât lui-même ces sources ; mais cela, dans un certain nombre d'années la Bourboule n'existera plus - Chacun pourra faire des fontaines sur son terrain, on voit se multiplier les petites sources au détriment des grands établissements. On a vu le fondateur de la Bourboule gagner beaucoup d'argent et chacun des petits propriétaires voisins s'est dit : je vais en faire autant ; je vais faire



63  
des fouilles sans ma propriété et si j'ai trouvé une source,  
je créerais aussi un établissement. C'est ce qui est arrivé  
à la Bourboule; des petites sources ont été créées à côté  
de la grande source. Tous les camps se trouvent ainsi  
diminués de moitié. Si cela continue, on sera dispensé  
dans un avenir prochain, des camps qui n'ont pas  
de similaires en Europe, surtout par leur puissance  
arsénicale. Il est évident qu'il y a là une mesure  
à prendre.

Me. le Duc de Broglie - Mais toutes ces camps ne  
sont pas perdus.

Me. le Rapporteur - L'établissement de la Bourboule  
a creusé un puits très profond d'où sont tirées les  
eaux arsénicales. Or, il est arrivé que par suite  
de la création de ces petites sources, des camps qui n'ont  
pas la même propriété sont venus se mélanger  
aux eaux du puits de la Bourboule et ont altéré  
leur puissance arsénicale.

Me. Caillaux - Il faudrait que cette question ne fût  
pas abandonnée. Me. Cordier doit savoir où en  
sont les négociations?

Me. Cordier - on s'est beaucoup occupé de cette  
question, il y a dix huit mois. Depuis lors, les  
départes dont parle Me. Lucien. Givaudan se sont  
produits. On a changé le caractère des eaux de la  
Bourboule et Me. le Ministre de l'Agriculture  
et du Commerce n'a vu d'autre moyen à prendre  
pour obvier à ces inconvénients que d'interdire,  
par un arrêté, le travail de nuit. A l'heure  
qu'il est, il est certain que les eaux de la  
Bourboule n'ont plus l'efficacité qu'elles  
avaient autrefois.

Me. Caillaux - Il est donc important d'appeler  
l'attention du ministre sur ce point.

Me. le Rapporteur - Il y a plus: les spéculateurs  
se sont formés en compagnies et ont acheté  
des terrains pour y créer des sources qui leur ont  
coûté beaucoup d'argent, et cela dans l'espoir  
qu'en cas d'expropriation, ils toucheraient une indemnité.



plus forte. Ils ont même pensé que les eaux  
de la Bourboule passaient sous la Dordogne,  
et, sur la rive gauche de la rivière, ils ont  
pratiqué des sondages qui leur ont donné des  
eaux de deux natures différentes. Des eaux  
chaudes et des eaux froides qui jaillissent  
aux deux extrémités d'un bassin qui est étroit,  
à peu près, comme cette table. Et toutes  
ces eaux proviennent du puits de la Bourboule.  
M. le Président. Enfin, il faut qu'un mot  
soit dit, à ce propos, dans le rapport.

M. Caillaux. Je demande que l'on appelle  
sur cette question qui est, à mes yeux, considérable,  
l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture.  
(Le chapitre XV est adopté.)

Chapitre XVI. Etablissements et service sanitaire:  
629,300 f.

(adopté.)

Chapitre XVII. Visite annuelle des pharmacies, drogueries,  
etc.: 250,000 f.

(adopté.)

Chapitre XVIII. Secours aux colons de St. Dominique,  
refugiés de St. Pierre et Miquelon et du Canada: 187,000 f.  
(adopté.)

M. le Rapporteur les chapitres XIX, XX, XXI, XXII  
XXIII et XXIV sont relatifs aux forêts.

M. le Président. Tous ces chapitres sont adoptés.

M. Caillaux. Je demanderais à faire une  
question à M. le Rapporteur. Je veux lui  
demander sur quel chapitre est pris le chapitre  
le traitement du sous-secrétaire d'Etat au  
Ministère de l'Agriculture. Je sais bien qu'on  
a supprimé le Directeur général des Forêts, mais  
au même temps, on a nommé un sous-secrétaire  
d'Etat qui est député et qui n'a pas le droit  
d'être Directeur général des forêts, car ces fonctions  
sont incompatibles avec celles de député. En réalité,  
ce sous-secrétaire d'Etat remplit les fonctions  
de Directeur général des forêts. Cette situation



un quelque peu anormale, si elle existe; et  
c'est pour cela que je demande sur quel chapitre  
est imputé le traitement du sous-secrétaire d'Etat.  
N'a-t-on pas dissimulé sous le titre de sous-secrétaire  
d'Etat, une situation qui est incompatible avec  
les fonctions de député?

M. le Rapporteur - Il en est de même au  
Ministère de l'Agriculture et du Commerce  
pour le sous-secrétaire d'Etat que dans les  
autres ministères.

M. Caillaux - Alors c'est le traitement du  
Directeur général des forêts qui n'est pas supprimé.  
Le nom seul en est changé. Il y a donc lieu  
de demander à M. le Ministre des renseignements  
sur ce point. M. le Rapporteur  
vient-il s'en charger ou des sous-secrétaires  
appelle-t-il M. le Ministre devant la commission?

L'objet de ma question est celui-ci:

Y a-t-il au Ministère de l'Agriculture un  
sous-secrétaire d'Etat ou un Directeur général  
des forêts? S'il n'y a qu'un sous-secrétaire  
d'Etat, son action doit s'étendre sur toutes  
les parties de l'administration. Si c'est un  
Directeur général des forêts, on a commis une  
violation de la loi en confiant ce poste à  
un député, car ces deux fonctions sont incompatibles.

Maintenant, j'appellerai l'attention de  
la commission sur ce point beaucoup plus  
grave, beaucoup plus élevé, surtout depuis  
les débats qui ont eu lieu à l'Assemblée nationale,  
je veux parler du transfert de l'administration  
des forêts du Ministère des Finances au Ministère  
de l'Agriculture. Le transfert, dit-on, a  
été souscrit et signé par l'administration  
et par les fonctionnaires eux-mêmes de  
l'administration, il est demandé par toutes  
les contrées où se trouvent des forêts. On  
accuse, en effet, le Ministère des Finances,



d'exploiter les forêts, au point de vue  
purement fiscal et on suppose qu'il  
serait plus avantageux pour les pays forestiers  
que cette administration soit remise entre les  
mains de fonctionnaires dépendant du  
ministère de l'agriculture. Cette question est  
considérable, elle a soulevé la discussion la  
plus approfondie au sein de l'Assemblée na-  
tionale et tous les ministres des finances sont  
venus prendre la défense des intérêts du trésor.  
Lors de ce grand débat, un de nos collègues  
M. Magnien a défendu l'opinion contraire  
avec une très-grande autorité. Quelle est  
la raison qui a déterminé le Gouvernement,  
sans en saisir la Chambre, sans qu'elle se  
soit prononcée sur ce sujet - c'est son droit,  
je le reconnais - à transférer l'administration  
des forêts du ministère des finances au ministère  
de l'agriculture - ~~et~~ y a-t-il eu là un  
intérêt politique, agricole? ... enfin  
il serait bon que M. le Ministre de l'Agriculture  
et peut-être aussi le ministre des finances fussent  
priés de s'expliquer sur cette question importante.  
Car tous les pouvoirs publics se sont toujours  
opposés à ce transfert, considérant qu'il en  
résultera une perte très-sensible pour le trésor.  
On suppose que les forêts seront administrées  
à un point de vue trop agricole, trop  
artistique même et que l'on sera trop faible  
surtout vis-à-vis des déprédations et des  
grillages qui ont lieu constamment dans les  
forêts de l'Etat. Nous savons bien que les  
populations sont très-portées à se considérer  
comme propriétaires de ces forêts et qu'il  
s'y commet beaucoup de déprédations -  
L'administration des forêts telle qu'elle était  
constituée jusqu'ici était assurément plus  
forte pour réprimer ces abus.  
Notez que je ne dis pas pour une cause platonique.



67  
mais je demande que M. le Ministre veuille  
bien nous faire connaître les raisons qui ont  
déterminé cette grave modification =

M. le Rapporteur - Cette mesure a été acceptée  
avec joie par toutes les contrées forestières. On  
redoute, en effet, que les forêts ne soient adminis-  
trées à un point de vue trop fiscal et qu'on n'arri-  
vât ainsi - on pourrait en citer bien des exemples -  
à des aliénations dont, je le reconnais, l'adminis-  
tration actuelle n'a pas voulu se servir. Mais  
enfin il y a quatorze ou quinze ans, il y a eu  
des aliénations très regrettables qui ont été faites  
ainsi. Ce n'est donc point seulement au point de  
vue agricole que l'on a désiré ce transfert, mais  
aussi dans la crainte que le désir de faire produire  
aux forêts le plus possible n'entraînât quelquefois  
à des aliénations =

Ce transfert a donc été, je le récite, approuvé  
dans toutes les régions forestières et l'on a supposé  
que, dans l'avenir, cette mesure empêcherait de  
se reproduire ce qui a eu lieu dans le passé.  
L'administration des forêts, administration très bien  
ordonnée, très énergique et qui saura défendre  
aussi bien que le ferait le ministère des finances,  
les forêts contre les pillages et les abus dont  
on a parlé tout à l'heure =

M. Caillaux - Je le veux bien ; mais c'est  
contraire à la décision prise par l'Assemblée  
nationale à la suite de la grande discussion  
que je rappellerai tout à l'heure. On n'a tenu  
aucun compte des raisons qui ont été données  
et de la décision que l'on a prise à l'Assemblée  
nationale =

M. Cunin-Grivaine - J'aurais l'honneur de  
dire que c'est un décret de Monsieur le  
Président de la République qui a supprimé  
les fonctions de Directeur général des forêts.  
Or, je ne vois pas que la pensée du ministre  
ait été de rétablir, par voie détournée, les



fonctions supprimées par le Président de la République //

J'ai lu, avec un très-grand soin, la Discussion qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, et je dois dire que si j'ai été moins touché que d'autres par les raisons qui ont été données pour maintenir l'Administration des forêts dans les attributions du Ministère des Finances, c'est que depuis trente ans que je fais partie du Conseil général des Ardennes, tous les ans j'ai dû émettre le vœu par ce conseil de transférer les forêts du Ministère des finances à celui de l'Agriculture dans l'intérêt du repeuplement et du gazouement des forêts, dans l'intérêt de leur amélioration en un mot. Ces raisons, que j'entendais répéter tous les ans, m'avaient touché et d'autant plus touché que c'étaient les administrateurs des forêts eux-mêmes qui, pendant trente années, nous faisaient valoir les avantages qu'il y aurait à ce transfert.

Me. Caillaux - Ils en sont partisans eux-mêmes, je le reconnais, de même que les Départements où se trouvent les forêts; mais il y a un autre intérêt qui est celui du trésor.

Me. le Président - Voulez-vous que Me. le rapporteur s'entende lui-même avec le ministre?

Me. Vandier - Il vaut mieux que nous entendions le ministre directement //

Me. le rapporteur général - Il ne pourra guère nous donner d'explications nouvelles.

Me. Caillaux - Il nous donnera les raisons qui l'ont déterminé à prendre cette mesure.

Me. Varroy - Je ne m'oppose pas à ce que le Ministre soit entendu - Je fais seulement observer que cette manière de procéder ralentit singulièrement nos travaux.

Me. le Président - On appellera les deux ministres. Vous passons maintenant au Chapitre XXV, XXVI et XXVII -



Il n'y a pas d'observation?...  
Ces chapitres sont adoptés.

La séance est levée à 5 h.

Le Secrétaire de la Commission

Aulz lazo

Séance du 8 mars 1878

Présidence de M. Pouyer-Quertier -

La séance est ouverte à 2 heures -

M. le Président - Nous passons au ministère  
des Cultes et nous pourrions commencer par  
les Chapitres qui ne donnent pas lieu à des  
observations.

III<sup>e</sup> Section - Service des Cultes -

Chapitre I. Personnel du Bureau des cultes: 39000 f.

M. de Belcastel, rapporteur de la sous-commission.

Il y a, sur ce chapitre, une augmentation de  
3000 f. qui a été votée par la Chambre des  
Députés - Le Ministre n'avait rien demandé.  
Ces 3000 f. ont été réalloués par M. Guichard  
pour faire les frais d'une statistique des  
établissements religieux en France - Il n'a pas  
trop expliqué les raisons de cette augmentation  
de crédit; nous n'avons pas cependant à



nous y opposer, mais nous n'en comprenons  
pas l'utilité.

(Le Chapitre II est adopté)

Chapitre III. Cardinaux - Archevêques et évêques:

1,650,000 f.

(adopté)

Chapitre IV. Vicaires généraux, Chapitres et clergé  
paroissial = 39,920,295 f.

M. Chesnelong. Il me semble que l'on avait  
décidé que le ministre serait entendu à propos  
de ce chapitre et qu'on s'interrogerait sur  
le traitement des desservants. A la fin de  
l'année dernière on avait demandé d'augmen-  
ter de 100 f. le traitement des desservants. A  
la fin de l'année dernière M. Léon Say y  
avait consenti et avait proposé, dans ce sens,  
une augmentation de crédit de 600,000 f.  
Vous savez ce qui est arrivé: la chambre  
réduisit ce crédit à 200,000 f., mais le  
Sénat adopta le chiffre de 400,000 f.

J'avais compris, pour mon compte,  
que les 400,000 f. avaient été votés pour le  
traitement des desservants puis être augmenté  
de 100 f. par an. Je voyais que cette mesure  
était adoptée en principe et je vois cependant  
que la demande n'apparaît pas dans le  
budget de cette année. Je voudrais demander  
à M. le Ministre si c'est bien là le sens  
même de cette mesure. Dans le cas où il  
me répondrait que le Gouvernement se  
préoccupe de la question, il est évidemment  
probable que nous ne ferions pas de proposition.  
Mais, dans le cas contraire, il y aurait  
lieu d'insister pour qu'on augmentât le  
traitement de 100 f. qui ne répond pas au  
besoin de ces pauvres desservants.

Vous savez que tous, on a peu près, appartenant  
à des familles pauvres, qui, d'un autre côté,  
ils ont des charges inhérentes à leur position



et que le traitement n'est plus en rapport  
avec le prix de toutes choses à l'époque où nous  
vivons.

Me. le Président - Comme nous devons entendre  
M. le ministre de l'instruction publique sur  
d'autres sujets, nous pourrions, quand il viendra  
lui poser la question.

Me. Delvol - J'appuie la proposition de Me.  
Chesnelong et je crois que le ministre doit  
être interrogé à ce sujet. Le Sénat a été  
très favorable à cette augmentation du traitement  
des desservants et il avait voté l'année dernière  
un crédit de 1,000,000 f. qui, dans l'espace de  
six ans, devrait porter à 1,000,000 f. le appointe-  
ments de chaque desservant et qui a été  
réduit par la Chambre, à la somme de 800,000 f.

A-t-on l'intention de reprendre ce projet qui  
avait reçu l'approbation du Gouvernement -  
Nous voudrions être fixés à cet égard.

Me. Varroy - Est-ce que le Sénat a proposé une  
augmentation de crédit ?

Me. le Président - Oui, mais la Chambre  
ayant maintenu le chiffre de 800,000 f., on  
n'a pas voulu élèver de difficultés à cet  
égard et l'on a accepté ces 800,000 francs  
dans l'espérance que l'on obtiendrait 1,000,000  
l'année suivante.

Me. de Belcastel - La preuve de ce fait résulte,  
du reste, de la proposition de 1,000,000 f. faite  
par Me. Léon Say au début de l'année.

Me. Varroy - Il n'en est pas dit un mot  
dans le rapport de Me. Guichard.

Me. le Président - Nous réservons la question  
pour la porter au Ministre.

(Le Chapitre IV est adopté.)

Chapitre V. Chapitre de Saint-Clément et  
Chapelains de Ste Geneviève : 223,000 f.  
(adopté)

Chapitre VI. Bourses des séminaires catholiques.



1,032,200 f.

Me. le Président : nous réservons ce chapitre pour la fin.

Chapitre VII. Pensions ecclésiastiques et secours personnels :

887,000 f.

(adopté)

Chapitre VIII. Secours annuels à divers établissements religieux :

105,000 f.

(adopté)

Chapitre IX. Service intérieur des édifices diversaires :

611,200 f.

(adopté)

Chapitre X. Entretien des édifices diversaires : 800,000 f.

(adopté)

Chapitre X bis. Travaux aux édifices diversaires de l'Algérie :

100,000 f.

Me. De Belcastel : La sous-commission n'a pas de proposition à faire à cet égard, mais elle a des observations à présenter : je vais donner lecture d'une note qui émane du ministère de l'instruction publique et des cultes et qui m'a été remise il y a deux jours.

Me. Harroy. Quel est le caractère de cette note ?

Me. De Belcastel : J'ai demandé au ministre la permission d'avoir des documents en rapport du service des cultes et il a donné l'ordre de me les faire remettre. La note que je vais lire a été rédigée par un chef de division. La sous-commission, du reste, n'a pas pris de résolution ferme sur ce point avant d'avoir entendu le ministre.

Me. le Président : Mais il me semble que le ministre ne demande rien.

Me. De Belcastel : Je vais ajouter à ceci qu'il y a un amendement de M. Lucien Brun qui demande le rétablissement du crédit de 200,000 f. — le ministre, de son côté, a présenté de sérieuses observations pour qu'il n'en revienne à ce crédit de 200,000 f.

Me. Delol : Nous ne demandons pas, pour cette année, les 200,000 f. ; mais il serait bon de faire des réserves pour l'année prochaine.



49  
M. de La Fayette - ce sont là des travaux qui ne sont pas urgents et je ne vais pas l'utilité s'engager, pour cela, les renvoyer du budget de 1879.

M. de Belcastel - je pourrais encore joindre à ces observations une lettre de Mgr l'archevêque d'Alger.

M. le Président - que décide, en somme, la sous-commission ?

M. de Belcastel - La sous-commission demande qu'on tienne compte, dans le budget prochain, des observations que je viens de présenter.

(Le Chapitre X est adopté.) -

M. Chesnelong - Nous avons toujours l'amendement de M. Lucien Brun =

Chapitre XI. Acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains = 2000,000 f.

M. de Belcastel - Le rapporteur de la commission du Budget avait demandé, sur ce chapitre, un retranchement de 600,000 f. en se basant sur la moyenne des dernières années. La Chambre des Députés a trouvé que la Chambre allait trop loin et elle n'a voté qu'une diminution de 200,000 f. ce qui porte le chiffre du crédit à la somme de 1 million.

Dans cette situation, la sous-commission, de même que pour le chapitre 10, bien qu'elle juge qu'il est d'une grande utilité de réparer les édifices diocésains, ne fait pas de proposition formelle, dans la crainte que la commission générale ne l'accepte pas et que la Chambre ne recule pas sur son vote; mais elle ne peut s'empêcher de constater qu'il y a là des besoins très réels qui sont reconnus par M. le Ministre lui-même - nous avons voté, dans la dernière session, une augmentation de 500,000 f. pour les lycées - je ne blâme pas cette générosité, mais je trouve étrange qu'au même moment, on retranche 200,000 f. sur le crédit demandé pour les édifices diocésains.

Nous voudrions donc, vous demander un vote sur ce point, que le rapport tienne compte, dans une très grande mesure, des observations que je viens de faire.

M. Harvoy - Dans ces questions d'appréciation de travaux à exécuter, quand il n'y a pas nécessité immédiate, il est très difficile de se prononcer. Je pense que le crédit de



2 millions voté par la Chambre, est suffisant.

J'ajouterais que le Ministre des cultes a obtenu le rétablissement de crédits importants sur les Chapitres X et XII.

M. de Belcastel - Ne parlons pas des cathédrales; il ne s'agit pas de cela en ce moment.

M. Parroy - Enfin, je ne me chargerai pas de pareilles appréciations pour des travaux à exécuter dans l'avenir, même en matière de chemins de fer. Je ne discute pas, du reste, j'expose et je dis que M. le rapporteur de la Chambre des Députés, n'a pas eu qu'une plus grande augmentation, sur ce chapitre, que suffisamment justifiée.

M. de Belcastel - Eh bien, ce n'est pas moi qui vais répondre c'est M. le Ministre des cultes lui-même par l'organe de ses chefs de Division.

M. de Belcastel donne lecture de cette note.

Quant au rétablissement des crédits pour l'entretien des édifices diocésains et la réparation des cathédrales, cela n'a rien à voir avec le chapitre que nous discutons en ce moment.

M. Delol - Je voulais précisément donner ces renseignements là: je voulais dire que M. le rapporteur Guichard était remonté à une époque antérieure à ces 20 ans et que le Sénat, l'an dernier, conformément à l'avis de la Commission des Finances, a voté une augmentation de crédit sur ce chapitre. Le Sénat a adopté cette augmentation, mais la Chambre ne l'a pas acceptée et s'est tenue à 2 millions.

La Commission du Budget de la Chambre avait proposé un crédit de 1,800,000 f, mais M. le ministre des cultes s'est élevé très-énergiquement contre cette réduction et il a été aux heures pour obtenir les 2 millions qui avaient été déjà votés l'an dernier.

M. Parroy - N'est-il pas, dans les questions de ce genre, un peu téméraire d'admettre des appréciations sur la nécessité des sommes que l'on doit accorder? Il me semble que c'est l'administration qui doit vous donner ces indications. car enfin, vous avez une administration responsable.

M. Caillaud - Mais c'est elle qui a proposé ce chiffre.

M. Parroy - Nous ne sommes pas en face de



chiffres admis par la chambre des députés. Devons-nous  
prendre une autre situation, devons-nous nous saisir  
de la proposition des chefs de Division et, dans une question  
de ce genre, nous mettre à l'remorque des bureaux en  
attente de ce sont les demandes des architectes pour les  
travaux qu'ils sont chargés d'exécuter qu'on place en  
ce moment sous vos yeux. Vous le savez, on ne donnera  
jamais trop d'argent à l'architecte - ainsi, dans quelle  
situation sommes-nous? Voilà une administration qui  
se trouve en face de la chambre des députés et qui fait  
des propositions - nous, nous sommes saisis d'une  
proposition apportée par le Gouvernement - nous  
demandons - il une augmentation? Rien - il nous dit  
qu'il faut voter les sommes que demandent les architectes?  
Non... Je trouve alors assez singulier que l'on nous  
présente des notes que M. le Ministre de l'agriculture  
n'a pas eu besoin de remettre lui-même à la commission.  
Nous ne pouvons pas substituer notre appréciation à  
celle de l'administration elle-même, si le Gouvernement  
ne nous demande pas de le faire. Or, le Gouvernement  
ne nous apporte qu'un projet, c'est celui qui a été  
voté par la chambre des députés -

M. Caillaux - alors, à quoi bon ces colonnes que  
nous trouvons dans le projet du budget et qui indiquent  
les différentes propositions faites -

M. Varroy - le Gouvernement nous demande simple-  
ment d'approuver ou désapprouver les crédits votés  
par la chambre, de les maintenir ou de leur en  
substituer d'autres - nous n'avons pas autre chose  
à faire et la question de travaux à exécuter n'est  
pas de notre compétence - c'est à M. le Ministre  
de venir nous dire: je vous demande d'augmenter  
tel ou tel crédit - nous n'avons point à apprécier  
les devis des architectes - nous prendrions une  
situation qui ne nous conviendrait pas -

M. Caillaux - Il ne faut pas répondre à cela.

M. Varroy - Nous avons des documents de  
toute nature - nous savons très bien que pour les  
architectes, jamais on ne donnera assez d'argent.



jamais ils ne seront contents. Il faut donc que le ministre  
vienne nous demander lui-même ces augmentations  
de crédits. Sans cela, je ne vois pas que nous puissions  
prendre cette initiative sur ~~nos~~ la seule appréciation d'un  
chef de Division.

M. de Belcastel - mais c'est l'appréciation du ministre.

M. Varray - Je demanderais donc qu'on entendît  
auparavant M. le ministre. Mais augmenter de  
aujourd'hui des crédits, en matière de travaux, sans  
qu'il vous ait été fait de proposition par le  
Gouvernement, c'est une chose impossible. Nous nous  
trouvons dans la même situation que pour les traités  
passés avec les compagnies de chemins de fer; et encore, dans  
ce cas, il est évident que nous aurons le droit, par notre  
propre initiative de proposer les crédits. Mais quand il  
s'agit de travaux à exécuter pour l'année prochaine,  
je vois que nous sommes dans une situation qui ne nous  
permet pas de prendre cette initiative.

M. Chesnelong - Je ne puis pas accepter les raisons que  
vient de nous donner M. Varray et je trouve qu'il vient  
de réduire singulièrement les attributions de la Commission  
et du Sénat. Quelle est la situation? Vous dites que le  
Gouvernement n'a pas fait de proposition et d'un autre  
côté le vote de la Chambre a donné satisfaction à  
l'opinion de M. Bardoux. Mais le vote de la Chambre  
ne nous lie pas et vous êtes, en ce moment, en présence  
d'une autre opinion du bureau de cette Commission, vous  
le savez, d'hommes spéciaux, d'hommes compétents.  
Maintenant, M. le rapporteur dit que nous ne  
devons pas tenir compte de ces observations. Mais  
comment pouvez-vous si vous n'avez pas le droit  
de demander au ministre des documents? Comment!  
il y a là des travaux à exécuter avec une certaine  
rapidité; en les prolongeant, vous courez le risque  
d'augmenter la dépense et nous n'avons pas le droit  
de nous servir de notre bon sens et d'exprimer une  
réserve sur une décision que nous n'approuvons pas, mais  
à laquelle nous nous associons dans un esprit de  
consultation! Nous avons le droit d'une manière



4  
complet et entier - Si vous voyez que la résurrection  
votée par la chambre est bien venue, autorisez-la ; mais  
si vous avez une opinion différente, vous avez le devoir de  
l'exprimer. Cette réserve, en somme, ne vous compromet  
pas pour l'avenir - Vous nous avez demandé des augmen-  
tations de crédit pour une foule d'augmentations d'établissements  
d'instruction publique et autres, nous avons consenti à tout.  
Et vous ne nous permettiez pas de faire cette réserve ! S'il  
faut des lycées, il faut aussi des églises.

Et notez qu'il ne s'agit pas ici d'une augmentation,  
mais d'une diminution de crédit que nous voudrions voir  
rétablie - nous ne vous demandons pas même de la rétablir  
en ce moment ; nous voulons seulement que votre  
acceptation soit bien comprise et ne crée aucune préférence.

Si la thèse que vient d'exposer M. Harroy était  
admirée, je ne comprendrais plus ce que c'est qu'une commission  
du Budget.

M. de Belcastel - J'ai, à ce sujet, une rectification à faire,  
c'est que ces renseignements viennent du ministre lui-  
même - Je suis allé voir M. Barbeau qui m'a donné  
ces notes de la main à la main - Seulement, je les ai  
oubliées sur son bureau et il me les a fait remettre  
avec cette note écrite de la main :

(Lecture de la note)

M. Harroy - Je ne savais pas que ces documents avaient  
été remis d'une manière aussi officielle -

Maintenant, je voudrais revenir sur ce que j'ai  
dit tout à l'heure - J'ai dit que lorsqu'il s'agissait  
d'une augmentation relative à des travaux à exécuter,  
il ne me semblait pas prudent que nous prissions  
l'initiative et qu'il ne nous appartenait pas de  
proposer. Dans des questions de ce genre, une augmen-  
tation qui ne nous était pas demandée par le ministre  
lui-même - les bureaux du service des cultes seraient  
bien ains d'avoir 400,000 f., mais le ministre les  
a-t-il demandés ? Voilà la question. Je voudrais  
entendre, à cet égard, le ministre des Cultes, car  
nous n'avons pas les éléments suffisants pour  
apprécier le chiffre de la dépense et pour savoir,



par exemple, si ces constructions devaient être faites en quatre ans ? Enfin nous manquons de renseignements techniques et nous ne pouvons voter, sans être renseignés, cette augmentation de crédit.

M. le Président. La sous-commission ne demande pas le rétablissement de 400 000 f.

M. de Belcastel. Nous demandons seulement que cette idée soit exprimée dans le rapport : que, les années précédentes, le crédit était supérieur ; que des observations ont été faites dans le sein de la commission sur l'urgence qu'il y a à revenir aux anciens crédits et que, pour cette année, en vue de la constitution, nous faisons toutes nos réserves pour l'avenir.

M. Chesnelong. Nous recevons dans une réserve faite au nom de la commission, une promesse pour l'avenir. Si la majorité s'y refuse, nous voudrions que cette réserve fut faite au nom de la sous-commission.

M. Dauphin. Nous ne nous refusons pas à ces réserves, mais nous voudrions que le ministre fût d'abord entendu.

M. Caillaux. Eh bien, attendons le ministre et réservons notre décision.

(Les Chapitres suivants XII à XX sont successivement adoptés sous observations.)

M. de Belcastel. Ce que j'ai voulu avoir l'honneur de vous lire aboutit à des propositions fermes de la part de votre sous-commission.

(Lecture du rapport sur le chapitre XI. (Bourses des séminaires catholiques) conduisant au rétablissement du crédit de 140,000 f., supprimé par la Chambre des Députés.)

M. Dauphin. au nom de la majorité de la commission, je vous demanderai la permission de répondre à une partie des observations qui viennent de présenter M. de Belcastel.

Je ne veux pas dire que je ne regrette pas que la Chambre ait inséré, dans la loi de finance, sans que le Gouvernement l'ait demandé, l'art. 10 qui nous occupe en ce moment. Cependant



il y aurait également, comme le disait tout à l'heure notre collègue, M. Varray, inconvénient de ne pas nous occuper d'une proposition qui a été adoptée par la chambre. C'est à nous de l'accepter ou de la modifier, de l'améliorer autant que possible. Quand une question, comme celle-là est posée, il faut qu'elle soit résolue, je ne dis pas immédiatement, en termes précis, mais je ne vois pas que le Sénat puisse rejeter purement et simplement l'art. 10 sans le discuter.

Il est un fait incontestable, c'est qu'il existe, en France, un certain nombre de séminaires dans lesquels la direction et l'enseignement sont confiés à des congrégations non autorisées. Si ce fait lui-même n'a pas été révélé dans les débats qui ont eu lieu à la chambre des députés (et, pour ma part, j regrette qu'il l'ait été) s'il n'était pas rappelé dans les conclusions du rapport général, nous pourrions ne pas nous en préoccuper. Mais le fait est signalé; il est incontestable. Or, les congrégations religieuses non autorisées, n'ont pas d'existence légale, personne ne peut les reconnaître, l'Etat ne leur doit rien; mais il me semble que si le Sénat repousse l'art. qui interdit de subventionner ces séminaires, tous ceux qui dirigent le maintien des congrégations persisteront et déclareront que le Sénat a reconnu l'existence légale de ces congrégations, puisqu'il consent à accorder des bourses à des établissements dirigés par des maîtres appartenant à des congrégations non autorisées. Nous nous trouvons, pour la première fois, dans cette situation de reconnaître indirectement l'existence de congrégations religieuses interdites; ma conscience me défend, quant à moi, de faire cette reconnaissance.

Si le Sénat accorde les bourses que la chambre des députés a refusé d'accorder aux congrégations non autorisées, quoiqu'il



Dire et que si on il faut, il reconnaît implicitement ce que jamais un gouvernement n'a consenti à reconnaître.

Cela ne vaut pas dire que certaines observations de M. de Belcastel ne soient pas justes. J'ai écouté notamment avec beaucoup d'intérêt la citation qu'il a faite d'un passage d'un discours de M. Chier.

Je soutiens donc qu'il est impossible, comme le demandait la majorité de la sous-commission, de supprimer l'art. 10. Seulement, je ne puis pas accepter la rédaction de l'art. 10 tel que l'a adopté la Chambre des Députés. Je ne puis pas admettre que la Chambre refuse des bourses aux séminaires qui emploient des professeurs et des maîtres appartenant à des congrégations non autorisées. M. le Ministre, du reste, était d'une opinion contraire, justement parce qu'il veut, comme moi, que, jusqu'à un certain point, cela entrave la liberté de conscience et qu'il est extrêmement difficile de démontrer qu'un maître appartient ou n'appartient pas à une congrégation non autorisée.

La rédaction de la Chambre des Députés me paraît frapper beaucoup trop des individualités au lieu de s'adresser à des généralités.

Je veux donc faire appel à votre esprit de conciliation et chercher avec vous quel serait le terme à arrêter d'une nouvelle rédaction de l'art. 10 qui pourrait vous satisfaire tous. Il est évident que vous ne pouvez pas vous opposer à ce qu'on refuse les congrégations non autorisées. C'est là, en quelque sorte, une question de fait que l'administration a à décider et, comme je viens de le dire, ce sont seulement les congrégations priées au génie que l'on doit refuser et que l'art. 10 doit viser.

Pour moi, voici la rédaction que je préférerais. Je ne parle pas d'abord, de la rédaction d'écriture, même au point de vue grammatical, de la Chambre des Députés. Sont supprimées les



Dans le premier alinéa de l'art. 10 - puis, seront  
réparties, etc. elle, Dans le second - Vous voyez  
avec quelle négligence ce texte a été fait - J'ai  
encore une autre négligence à vous signaler.  
Je ne puis pas croire que la Chambre ait la  
présentation de refus des bourses à des séminaires  
ou il n'y aurait qu'un ou deux professeurs  
appartenant à des congrégations non autorisées.  
Si c'est là la pensée de la Chambre des députés,  
je trouve cette pensée mauvaise.

Voici à peu près la rédaction que je proposerais  
au lieu des mots : « qui emploient des professeurs  
ou des maîtres, etc », je préférerais « des  
séminaires dans lesquels la direction et  
l'enseignement sont confiés à des corporations  
ou à des associations religieuses non autorisées. »  
M. De Belcastel - Je ne vois pas pourquoi  
cette rédaction.

M. Dauphin - C'est une question de détail,  
je ne vous donne pas une rédaction définitive,  
vous pouvez l'améliorer, mais remarquez bien  
mon but et veuillez y réfléchir, je vous prie.  
L'art. 10 ainsi conçu n'aboutira pas au  
résultat que vous voulez, il n'entravera  
pas la liberté de conscience et les droits de  
l'Etat seront sauvegardés. Tout se résoudra  
en quelque sorte dans une question de fait et  
vous nous trouverez dans la discussion au  
l'on se trouve, par exemple, devant les  
tribunaux, quand il a été fait une donation  
ou un legs à un membre d'une congrégation  
non reconnue par la loi - les tribunaux  
examineront, en fait, si la disposition  
a été prise véritablement au profit de  
l'individu ou si l'individu ne cache pas la  
congrégation - Alors ils valideront le legs  
ou la donation suivant qu'ils ont décidé  
qu'en fait cette disposition profite à  
l'individu ou à la congrégation - Dans



une décision récente, rendue par le tribunal civil  
de la Seine, une question du même genre a été résolue.  
Il ne s'agissait pas là de donation ni de legs : Il  
s'agissait simplement Du Droit, pour certaines  
congrégations, d'ester en justice. Je ne suis pas bien  
sur De mes souvenirs, mais j'ai vu qu'il était  
question d'un mur mitoyen : les Demandeurs  
appartenant à une congrégation assignaient leurs  
voisins en réparation de ce mur : le tribunal a  
recherché si les individus étaient seulement proprié-  
taires de l'immeuble ou si c'était la congrégation.  
Il a jugé, en fait, que les Demandeurs représentaient  
la congrégation et, comme une congrégation n'a  
pas le droit de plaider, il a débouté les Demandeurs.  
Vous voyez l'objet de l'exemple que j'ai voulu  
donner : Je veux indiquer que chaque fois que c'est  
la congrégation qui est en cause, les tribunaux refusent  
de reconnaître son existence légale et quelquefois  
même son droit de plaider. Si au contraire,  
ce sont bien les individus qui agissent, ou les  
autorités à plaider : Vous arriverez de même à  
une question de fait qui, au lieu d'être Du  
ressort Des Tribunaux, sera Du ressort de l'autorité  
administrative qui, elle, y mettra tous les ménagements  
qu'on peut mettre en pareille circonstance.

Mais quant à refuser un acte comme celui qu'a  
adopté la Chambre des Députés et dire qu'on  
accordera des bourses à des congrégations non autorisées,  
vous qui avez demandé si souvent qu'on ne touche  
pas à la loi, vous vous mettez en contradiction  
avec vous même, car vous touchez à une  
De nos lois les plus importantes : On a parlé  
Des ordonnances de 1828 : j'ai eu la curiosité de  
les relire et de les lire : les temps évidemment  
ne sont pas les mêmes, mais j'ai tenu à vous dire  
que tous les arguments que l'on invoque en  
ce moment, sont ceux-là mêmes qui ont  
été invoqués en 1828...

Me. De Pelecastel. Contre les ordonnances ?



Me. Dauphin - avant qu'elle n'aient été rendus.  
je parle des bourses qui ont été accordées aux  
petits séminaires en 1828 - Vous savez ce qu'on appelait  
à cette époque la dotation du clergé - Sur cette  
dotation 120 000 f. étaient accordés aux petits  
séminaires et comme aujourd'hui, la même question  
a été soulevée au moment où le roi avait eu  
à accorder ces bourses. (Vous les trouverez exactement  
relatées dans le recueil de Me. Duvergier.) une  
commission a été nommée - Elle était présidée par  
l'archevêque de Paris ou de Beauvais, je crois - Elle  
avait pour mission de vérifier si un certain nombre  
de séminaires n'étaient pas entre les mains de  
congrégations religieuses et n'étaient pas tout entiers  
entre les mains de ces congrégations - Car c'est là  
précisément la question qu'on a eu le tort de soulever.  
Des séminaires pour avoir un ou deux professeurs  
appartenant à des congrégations non autorisées, sans  
pour cela appartenir à la congrégation - On sait  
bien qu'un séminaire est absolument dans les  
mains d'une congrégation - C'est qu'on, non seulement  
les professeurs appartiennent à cette congrégation,  
mais qu'on s'occupe lui-même, l'entretien  
et l'entretien des jeunes gens sont remis aussi  
entre les mains de la congrégation - Si cela  
n'existe pas, l'art. 10 dans lequel il est dit :  
"Sont supprimées les bourses accordées aux séminaires  
dans lesquels la direction de l'enseignement sont  
confiées à des congrégations non autorisées." Si cela  
n'existe pas, cet article alors n'aura grande application.

Revenons à 1828 : on a donc reconnu qu'une  
certaine quantité de petits séminaires étaient  
comme aujourd'hui, entre les mains de congrégations  
religieuses non autorisées et alors, il s'est formé  
dans cette commission une minorité, je le reconnais,  
qui est venue dire : on ne donnera pas de bourses à ces  
petits séminaires - La majorité avec le président de la  
Commission s'est opposé à cette suppression et a  
précisément dit les choses que vous venez de dire si bien



Me. De Belcastel - Elle a dit qu'on touchait à la liberté de  
conscience, au droit d'enseignement - Enfin, elle s'est livrée à  
une longue série de développements qui sont les mêmes que ceux  
du rapport de la sous-commission, que vous venez d'entendre.  
Qu'est-il alors advenu? C'est que, malgré l'opinion de la  
majorité, on n'a pas donné de bourses aux petits séminaires qui  
étaient entre les mains des congrégations - Le Roi, par une  
ordonnance -

Me. De Belcastel - Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux!

Me. Dauphin - Le Roi a dit que ce serait lui-même  
qui ferait la répartition des bourses, et il n'en a pas  
accordé aux séminaires qui se trouvaient entre les mains  
des congrégations non autorisées - Me. De Belcastel disait  
tout à l'heure que la république avait peur des jésuites:  
je viens de lui montrer que d'autres gouvernements en ont  
eu peur aussi -

Me. De Belcastel - Si vous ne voulez pas être plus  
braves que les autres, ce n'est pas la peine d'être en république.

Me. Dauphin - Je ne suis pas du tout l'ennemi de la  
congrégation des jésuites - J'ai eu, non pas des affiliations  
avec elle, mais j'ai eu l'occasion de constater les excellentes  
résultats de son enseignement - C'est uniquement sur le terrain  
de la légalité que je me place - Je me mets en face de la loi et en  
face d'un fait qui m'est révélé, savoir: qu'il existe  
quatorze établissements où la direction de l'enseignement sont  
confiés à des congrégations non autorisées par la loi - Le fait  
existe, oui ou non? S'il existe, vous reconnaîtrez tout qu'il  
n'est pas possible à l'état de donner des bourses à des  
établissements qu'il ne reconnaît pas - Je serais bien étonné  
qu'un seul d'entre vous puisse soutenir le contraire - Si ce  
fait n'existe pas, vous n'avez rien à craindre de l'art. 10 -  
Que voulez-vous? nous prenons les questions comme elles sont,  
au point où elles en sont à l'heure qu'il est et nous tâchons  
de les résoudre de la manière la plus satisfaisante -

Si vous voulez vous associer, sans l'adopter purement et  
simplement, au vote de la Chambre des Représentés, tâchez de  
trouver avec nous une rédaction qui, en sauvant le principe,  
ne vous entraîne pas dans vos droits lorsqu'il s'agira de  
mettre l'art. 10 en application -



63  
Je regrette beaucoup, j'en réjete, cette situation que nous a faite la Chambre des députés, mais j'ai cru que si vous ne parlez purement et simplement l'art. 10, vous ne reconnaissez ce que l'Etat n'a jamais reconnu et que vous ne fassiez entrer les congrégations religieuses dans le domaine des choses de l'Etat, ce que notre droit public a constamment repoussé =

M. Charnelorg = Je commencerai à rendre hommage à la modération de langage de notre honorable collègue M. Dauphin = Je vous l'invite dans ma réponse et si, malgré moi, mes paroles vous paraissent un peu vives, j'en prie, Messieurs, de les mettre sur le compte de mon tempérament méridional = Je ne ferais jamais de grâce de rien au seul de mes collègues.

Je vous, Messieurs, que la question qui nous occupe est sérieuse et demande à être examinée de près = Mais tout d'abord j'en constaterai qu'il y a trois points sur lesquels M. Dauphin est, j'en suis convaincu, d'accord avec moi.

Personne ne peut contester aux évêques le droit absolu de choisir des maîtres, des auxiliaires, comme bon leur semble. M. Dauphin l'admet avec moi, et avec moi, il reconnaît la distinction de l'ordre spirituel et de l'ordre temporel = nous la voulons, nous aussi, cette distinction; mais ici nous ne sommes pas dans l'ordre temporel, nous sommes sur le terrain de l'éducation, nous sommes dans l'ordre spirituel qui est du domaine exclusif de l'église.

Nous sommes donc d'accord sur ce point là, j'en suis convaincu = La direction et l'instruction dans les séminaires n'appartiennent qu'aux évêques. Vous ne trouverez pas un seul article de loi qui dise le contraire.

En second lieu, personne ne peut contester le droit qu'ont les congrégations religieuses de se livrer à l'enseignement =

Si vous dites que les congrégations religieuses ne sont pas des personnes civiles, vous devriez nous indiquer la loi ou le principe en vertu duquel et j'en suis sûr qu'une pareille loi existe = Du reste, nous discuterons, quand vous le voudrez, cette question; pour le moment j'en suis sûr que vous ne voudrez pas toucher à cette controverse de l'existence légale.

Les congrégations religieuses ont-elles, oui ou non, le droit d'enseigner? Voilà la vraie question et, pour moi, la réponse n'est pas douteuse = La loi, elle-même, a refusé de prononcer l'exclusion des congrégations religieuses du domaine de l'enseignement = Vous pouvez consulter, à cet égard, le rapport de M. Deignot; vous avez ensuite les paroles de M. Chier qui en vous a cités tout à l'heure.



Mais il y a plus que ces témoignages, quelque autorisés que soient ceux  
dont ils émanent, il y a le vote de la Chambre. On lui a demandé  
d'abord de déclarer que les congrégations religieuses non autorisées seraient  
exclues de l'enseignement. On lui a demandé ensuite

et grands votes successifs, deux amendements qui avaient été déposés  
en ce sens, ont été rejetés.

Donc il y a là quelque chose de positif, de clair, d'argué : c'est que  
les membres des congrégations religieuses ont le droit de se livrer à  
l'enseignement comme tous les citoyens français. Voilà un point  
point hors de toute contestation.

Il y en a un troisième, qui est un point de fait, et sur lequel  
nous serons également d'accord : Vous reconnaîtrez avec moi que c'est  
surtout que c'est surtout dans les familles pauvres que se recrute  
le clergé du campagne. De là la nécessité des bourses dans les séminaires,  
et quand ces bourses, accordées par l'Etat, ne suffisent pas, c'est la  
générosité des fidèles qui vient en aide aux évêques pour leur permettre  
d'accomplir la tâche qui leur est confiée.

Que voulez-vous faire avec cet article 10 que vous introduisez dans la  
loi de finance ? Je vais vous le dire : vous voulez exercer une contrainte  
morale sur les évêques et les placer dans cette situation où ils n'auront  
d'autre alternative que de renvoyer des maîtres de leur choix, quoi  
qu'ils aient eu le droit de les prendre, ou de renoncer à des bourses  
qui leur sont nécessaires pour le recrutement du clergé.

Vous voici donc en présence de deux hypothèses.

La première, c'est que les évêques ne céderont pas et résisteront, en  
s'appuyant sur leur droit et sur celui des congrégations et renonceront  
aux bourses des séminaires, au grand détriment des familles  
pauvres dont je parlais tout à l'heure. Alors, vous arrêtez, dans une  
diocèse, le recrutement du clergé catholique, vous le mettez en péril,  
à moins que les dons des fidèles ne suppléent à votre parcimonie.

Mais la question se présente encore, sous ce cas, sous un aspect différent.

Les diocèses seront privés de bourses s'ils renfermeront, ou non,  
des congrégations non autorisées. Cela ne me paraît pas juste, car tous  
les départements concourent également aux charges budgétaires et,  
par conséquent, doivent avoir une part égale dans la répartition  
du Budget. Et vous dites à tous les évêques : « vous aurez des bourses  
si vous prenez des maîtres qui me plaisent, vous n'en aurez pas  
si vous voulez conserver ceux que vous avez une fois choisis et qui ne plaisent  
pas. »



Et bien, les évêques, les Diocèses vous répondront : « Vous êtes  
en face d'un droit incontestable et ce droit vous devez le respecter.  
Nous demandons en outre, l'égalité de tous les Diocèses dans  
la répartition du Budget... »

Passons maintenant, à la deuxième hypothèse : les évêques  
répondent, — je ne le vois pas, mais supposons le — et je vous  
demande alors quel aura été le but de l'art. 10 qu'on vous  
propose d'adopter.

Vous ne pouvez pas dire aux évêques : renvoyez tel ou tel  
maître qui me déplaît, renvoyez tel ou tel professeur.  
Vous n'en avez pas le droit ; la liberté d'enseignement  
proclamée par la loi de 1850 vous l'interdit. Mais ce que vous  
ne pouvez pas faire directement, vous voulez le faire indirectement ;  
vous tournez le droit au lieu de l'attaquer de front. Cela  
ne me paraît ni juste ni digne d'une assemblée comme la nôtre.

Dans tous les cas, je vous le répète, vous n'avez pas le droit  
de faire ce qu'on vous demande et nous pouvons aujourd'hui  
nous réclamer de la loi. C'est en vertu de la loi de 1850 que vous  
vous demandez de conserver à tous les maîtres, quels qu'ils soient,  
le droit d'enseigner. Au nom du droit des évêques, vous ne pouvez  
pas mettre d'entraves à leur choix et les obliger à renvoyer des  
professeurs qu'ils ont le droit de prendre et de conserver.

Mais nous avons quelque chose de plus fort. Est-ce que cette  
même loi de 1850 sur la liberté d'enseignement n'a pas  
expressement déclaré que tous les citoyens, laïques aussi bien que prêtres  
avaient le droit d'enseigner et que ce droit était un droit  
plein, entier, absolu ?

Il arrive maintenant à votre objection, la seule, à vrai  
dire qui ait été faite — mais laissez moi vous dire auparavant  
que vous auriez tort de soutenir que les associations religieuses  
sont prohibées ; vous ne trouverez pas un seul article de la loi  
qui renferme cette prohibition, à moins que vous ne vous citiez  
le décret de Danton, ou la loi de messidor, au XII vous  
je ne parle pas. Elles ne sont pas reconnues par l'Etat, voilà tout.  
Et alors, vous dites : je ne puis pas subventionner  
des congrégations religieuses que je ne reconnais pas. Votre  
argument est juste si ces congrégations sont réellement  
subventionnées par l'Etat ; mais elles ne le sont pas  
et je vais vous le prouver. — Qu'est-ce que les séminaires ?



Des établissements qui ont une personnalité civile qui leur est propre et qui sont administrés par les évêques. Si, à la fin de l'année, lorsque l'économe a rendu compte de sa gestion, il y a un boni, c'est le séminaire qui en profite, s'il y a un déficit, c'est le séminaire qui le subit et c'est à l'évêque à le combler. Les personnes appelées à remplir des fonctions dans un séminaire sont des fonctionnaires logés, nourris aux frais du séminaire. L'économe est un mandataire responsable de la fidélité de son mandat, mais qui ne perçoit de l'argent qu'au nom de l'établissement. Tous les fonctionnaires d'un séminaire sont dans la même situation : économ, maîtres, professeurs sont tous des employés appointés.

Comment pouvez-vous dire alors que vous subventionnez les congrégations religieuses ? Les congrégations religieuses ne profitent pas de votre subvention. Les séminaires, eux mêmes n'en profitent pas, car une bourse de 400 f. ne représente pas ce que fait gagner, par année, chaque élève à l'établissement. Si vous supprimez les bourses de certains séminaires, ce ne sera pas le séminaire, ainsi frappé, qui en souffrira ; le nombre des élèves en sera un peu diminué, voilà tout.

Maintenant, quel est le but de cette subvention ? c'est de venir en aide à de pauvres braves gens qui veulent payer leur dîme au bon Dieu et qui en sont empêchés par leur pauvreté même ; c'est de leur permettre de satisfaire le désir de leur cœur en leur faisant trouver dans le budget de l'Etat une ressource qui leur manque et qui satisfait leurs âmes. Il y a là, Messieurs, un intérêt social de premier ordre, il y a la possibilité du recrutement du clergé que vous devez assurer, comme celui des fonctionnaires de tout ordre. L'Etat doit y pourvoir et c'est là le caractère des bourses accordées aux séminaires.

Je reconnais que votre amendement présente quelque chose de plus régulier que l'art. 10 tel que l'a voté la Chambre des Députés, mais, au fond, c'est la même chose. Vous refusez les bourses aux séminaires où la direction de l'enseignement sont confiés à des congrégations non autorisées par la loi. Mais ces congrégations vous ne les reconnaissez pas, comment voulez-vous qu'une loi les mentionne ?

Qu'est-ce que c'est que ces congrégations religieuses ? quel est



63  
leur caractère ? ce sont des hommes qui vivent en commun  
et qui se livrent en commun à des choses qui ne sont  
pas interdites par la loi française. Vous ne pouvez pas le lui  
empêcher.

D'ailleurs, dans la question qui nous occupe, il n'y a  
que des séminaires dont la direction est confiée à l'évêque  
qui choisit, comme il l'entend, des maîtres appropriés. Et  
saisant que ces maîtres plairont au gouvernement ou  
ne lui plairont, vous voulez les atteindre directement ou  
indirectement ? Je ne reconnais pas au gouvernement le droit  
de faire cette distinction. Tout le monde a le droit de  
se livrer à l'enseignement ; c'est la loi elle-même  
qui l'a voulu.

On a cité, à ce propos, les ordonnances de 1828, mais  
elles s'appliquaient à un autre temps. Entre cette époque  
et celle où nous sommes est intervenue la loi de 1850 qui  
a proclamé la liberté de l'enseignement. Et voulez-vous,  
à cet égard, mon sentiment ? Oh bien, n'y touchez pas, dans  
votre propre intérêt, n'y touchez pas.

On a beaucoup parlé de l'écrit de Nantes que l'on  
a appelé la pacification des esprits en France. Le  
père Lacordaire a dit de la loi de 1850 qu'il était  
un nouvel écrit de Nantes en matière d'enseignement  
où toutes les libertés ont trouvé satisfaction et qui  
a mis fin à des lettres qui duraient depuis des siècles. Voulez-  
vous renouveler ces lettres ? Croyez-vous que le pays y gagnera,  
croyez-vous qu'il soit bon pour la république ? car  
je vous le dis en toute sincérité : je n'ai que du respect pour  
la république, quoique je n'aie guère d'amour pour  
cette forme de gouvernement qui ne m'inspire pas  
un grand confiance ; mais je la respecte parce qu'elle est  
le gouvernement légal de mon pays et je ne voudrais  
pas contribuer à des choses qui pourraient lui nuire.  
Oh bien, ne lui nuisez pas vous-même. Ne cédez  
pas à ces tendances irréligieuses qui dominent en ce moment.  
Ne vous laissez pas à cet esprit d'hostilité contre  
l'église en permettant à cet article de se prendre  
dans la loi de confiance ! Ne faites pas la part  
si petite à la religion, quand vous accordez tout à



quand vous votez des sommes aussi considérables pour  
les travaux publics afin de développer la richesse matérielle  
du pays! Sans quoi, l'on dira: pourquoi cette libéralité  
d'un côté et cette lésinerie de l'autre? N'y a-t-il pas  
là un préjugé constant, un sentiment de préférence contre  
les croyances religieuses? Vous pensez qu'en France on ne  
croit plus au bon Dieu, eh bien! vous vous trompez.  
Les croyances sont toujours celles de la France et elles ont  
des racines plus profondes que vous ne vous l'imaginez. Elles  
répondent à la vraie conscience du pays. Ne leur faites  
donc pas une guerre dans laquelle vous ne seriez pas le plus  
fort, ne vous attachez pas à ces préjugés du moment;  
vous auriez tort pour vous mêmes, vous auriez tort  
pour le pays, vous auriez tort pour la république.  
Je vous en supplie, messieurs, ne votez pas cet art. 10. Il  
serait digne de la commission, il serait digne du Sénat  
de ne pas l'adopter. En le repoussant, je vous le répète,  
vous ne ferez aucun tort au pays, vous ne ferez  
aucun tort à la république, car ce n'est pas une  
mesure réactionnaire.

Me. De Belcastel. Je constate qu'en somme l'art. 10  
n'a été défendu par personne.

Me. Varroy, rapporteur, je demande la parole.

Me. le Président. La parole est à Me. Varroy.

Me. Varroy. Je demande à répondre à l'observation  
que vient de faire Me. De Belcastel. Et tout  
d'abord, je vous déclare que je fais mes réserves sur la  
réaction que vient de vous proposer Me. Dauphin  
laquelle, comme il l'a dit lui-même n'est pas une  
réaction d'instinct. Pour moi, je comprends  
très-bien la pensée qui a dicté l'art. 10. Je comprends  
très-bien au même temps qu'il est très-facile d'en étudier  
l'application car il sera très-difficile. Je la reconnais  
avec Me. De Belcastel. De saisir la vérité. Lorsque  
l'évêque sera interrogé, il vous répondra: je sais oui  
je ne sais pas obligé de vous dire ce que je sais, si  
je ne sais pas, je n'ai rien à vous répondre.

Maintenant, on a fait la critique des ordonnances du  
roi Charles X qui imposait aux petits seigneurs



21  
ce que l'art. 10 voté par la Chambre des Députés  
impose aux grands. M. Berneton a semblé  
soutenir cette thèse que l'on attaquait ainsi la  
liberté de l'enseignement et qu'on n'avait pas le  
droit de refuser des subventions aux grands séminaires.  
Je suis de ceux qui ont voté la liberté de l'ensei-  
gnement supérieur, au des vices sur certains  
articles, mais enfin quant à la liberté même  
de l'enseignement, j'en ai reconnu le principe;  
il ne s'agit pas ici d'y toucher, mais il s'agit  
de la liberté pour l'Etat d'employer ses fonds  
comme il l'entend et de ne pas les remettre entre  
les mains de congrégations qui sont soupçonnées  
de ne point accepter nos lois civiles et de  
recevoir (on le dit, j'ignore si cela est vrai) des  
inspirations de l'étranger.

Lorsque les congrégations ne sont point autorisées,  
il est tout naturel que l'Etat leur dise : « Je n'ai  
point à vous aider, surtout lorsque vous enseignez  
des principes qui ne sont point conformes à nos lois civiles.  
S'il est impossible de savoir si les séminaires sont entre  
les mains de ces congrégations, l'Etat peut toujours  
dire en principe, je refuse de subventionner un  
enseignement qui est contraire ou hostile même  
aux institutions du pays et qui s'inspire d'un esprit venu  
de l'étranger.

Ceci n'implique en rien une entrave à la liberté de  
l'enseignement. Vous avez d'ailleurs des établissements  
libres d'enseignement supérieur.

Quant à la rédaction de l'art. 10, je vous avoue,  
Messieurs, que je ne suis ni un juriste ni un grammairien;  
je suis un ingénieur et si vous croyez bon de modifier  
cet article, je ne demande rien mieux que de me rallier  
à une rédaction plus conforme aux principes du droit  
et de la langue française. Mais quand au fond  
de l'art. je ne voudrais pas que l'on puisse dire que personne  
au sein de la Commission, ne l'a défendu, et c'est pour  
cela que j'ai pris la parole.

M. Delol. Je vous demanderai, Messieurs, la



permission de vous présenter quelques observations sur la rédaction  
ou, plutôt, sur l'idée nouvelle ornée par notre honorable  
collègue M. Dauphin. Je ne reviendrai pas sur les principes  
qui ont été si bien traités dans le Discours de M. Chemelung.  
M. Dauphin trouve que l'art. 10 doit être modifié dans  
sa rédaction, non seulement au point de vue de la grammaire  
mais encore au point de vue du droit. Il trouve qu'en  
frappant les séminaires qui emploient des professeurs ou des  
maîtres qui font partie de congrégations non autorisées, il  
frappe des personnes, des individus au lieu de s'adresser à  
cette chose générale qu'on appelle la congrégation, et il  
vient vous demander de substituer à l'art. 10 tel qu'il  
a été adopté par la Chambre des Députés, un art. nouveau  
dont la formule serait indéfinie et où il voudrait voir cette  
idée générale exprimée que seraient privés de bourses les séminaires  
seuls où la direction serait entre les mains de congrégation  
non autorisées par la loi. Je me demande s'il est possible  
de transformer ainsi l'art. 10 et d'y substituer un article nouveau.  
Je ne crois pas que cela soit possible. Je crois que notre  
honorable collègue s'est placé dans une hypothèse qui est  
une pure chimère. Est-il vrai que dans certains diocèses,  
la direction et l'enseignement des séminaires soient livrés  
par l'évêque à des congrégations religieuses que l'Etat ne  
reconnait pas? Je ne crois pas qu'il puisse prouver qu'aucun  
séminaire soit dans cette situation. Ce qui est vrai, c'est que  
l'évêque est le seul directeur, le seul maître de l'enseignement  
dans les séminaires; il est seul responsable de ce qui s'y passe;  
c'est lui seul qui choisit le personnel et qui administre  
l'établissement sous le rapport des intérêts matériels. Il  
prend des professeurs à sa convenance. Il peut même avoir  
des professeurs séculiers. Tous ces professeurs n'existent pas  
aux yeux de l'Etat qui ne connaît que le grand directeur  
du séminaire, l'évêque. L'Etat ne connaît pas l'individu  
pour mentionner de l'expression de M. Dauphin. Donc la  
rédaction que vous propose M. Dauphin vise, je le répète,  
une pure chimère. Je vous le demande: Devons-nous faire  
des lois qui ne soient susceptibles d'aucune application?  
Devons-nous substituer à l'art. 10 voté par la Chambre,  
un autre article qui n'aura jamais de sanction légale?



27  
je ne vois pas que vous ayez le droit de faire un  
certificat qui s'applique à une chaire. Or votre  
réclamation n'aurait raison d'être que si l'évêque  
livrait le séminaire tout entier à une congrégation  
non autorisée, mais ce fait n'existe pas et d'ailleurs  
il serait impossible d'imputer que l'évêque s'est lié  
par un traité, à une congrégation.

Nous ne pouvons donc pas faire une loi pour une  
situation qu'il ne sera jamais possible de constater.  
M. le Rapporteur. Mais j-vous demand- pardon, il  
existe des séminaires où l'enseignement est confié à des  
congrégations non autorisées.

M. Chesnelong. Je vous épète qu'il y a des séminaires  
où certains professeurs appartiennent à des congrégations  
quelconques, mais ils ont été choisis par l'évêque qui est  
leur Directeur.

M. Delol. C'est précisément là qu'est l'erreur  
et que la confusion existe. L'article vise une situation  
complètement imaginaire. Je comprends très bien l'argu-  
ment juridique de M. Dauphin lorsqu'il a cité ce  
jugement du tribunal de la Seine qui refusait à  
un membre d'une congrégation, l'autorisation de  
plaider pour un non mitoyen; ce tribunal, nous  
a-t-il dit, a eu devant lui dans le membre demandeur  
la congrégation elle-même. De sorte que le jugement  
a décidé qu'il y avait là une propriété à l'occasion  
de laquelle personne ne pourrait jamais plaider. Les votants  
pourront y pénétrer impunément et on pourra même  
la démolir, sans que personne ait jamais, contre le dévot-  
isme, une action civile.

M. de Belcastel. Il y a plus fort que cela. On  
a déclaré, dans ce jugement, à la fois, que les congréga-  
tions ne sont pas reconnues, et qu'elles ne peuvent posséder  
parce qu'elles ont fait vœu de pauvreté; on les méconnaît  
d'une part pour les reconnaître de l'autre.

M. Delol. Ce jugement du reste est frappé d'appel  
et nous ne pouvons en tirer aucun usage d'argument  
pour la question qui nous occupe; Il ne pourrait  
du reste, être invoqué qu'à une condition: c'est que



L'on guiso affirme que tel ou tel maître, tel ou tel professeur est véritablement la congrégation elle-même qui dirige l'enseignement du séminaire et l'administre entièrement, c'est là une pure chimie. C'est faire une convention indigne du Sénat qui ne tombera pas dans l'erreur où est tombée l'autre chambre. Nous ne pouvons pas, je le répète, voter un article sans application possible. Je demande, aux sous-commission, qu'il soit supprimé.

Me. De Belcastel. Du reste, pourquoi a-t-on fait cet article tel qu'il est et tel que la Chambre l'a voté. Parce que la loi ne reconnaissant pas les congrégations religieuses, l'article autrement conçu n'aurait pas eu de sens. On a tourné la difficulté pour exclure du bénéfice des bourses les congrégations religieuses non autorisées par la loi; mais comme il n'en existe pas, on a pris un biais pour frapper sur ou l'enseignement est confié à quelques professeurs appartenant à ces congrégations. Cette rédaction de la Chambre est donc purement volontaire et il n'y a pas lieu de chercher à l'améliorer.

Me. le Président. Eh bien, Messieurs, la discussion me paraît close. Nous pourrions passer au vote.

Me. Dauphin. Je tiens à répondre, en quelques mots aux observations juridiques exposées par M. Delsol.

Me. Delsol reconnaît que si, en fait, les congrégations prennent la direction complète, non seulement de l'enseignement, mais encore de l'administration matérielle des séminaires, l'Etat ne leur devrait aucune subvention. Il dit que cette constatation est impossible et qu'il n'existe pas de séminaire qui se trouve dans cette situation. Eh bien! véritablement, lacer attaquer personne, est-ce qu'il n'y a pas là une question de bonne foi? Est-ce que vous ne savez pas qu'une certaine quantité de séminaires sont dans les mains et absolument dans les mains de congrégations.

Me. Chesnelong. Mais non, mais non.

Me. Dauphin. ... où l'évêque n'a plus qu'une seule chose qui est la direction de l'enseignement.



religieux. Comment se règle-t-il définitivement  
les comptes de ces séminaires. Nous ne le savons pas,  
mais ce que nous savons, c'est que l'évêque y reste  
étranger. Ne dites donc pas que c'est une chemise  
que des établissements dans lesquels l'évêque a  
abdiqué entre les mains de supérieurs membres  
d'une congrégation non autorisée.

M. Granier : C'est une erreur....

M. Dauphin - La même chose existait en 1848.  
Je vous l'ai démontré tout à l'heure. Il a été recom-  
posé une commission qu'il existait un certain nombre  
de petits séminaires où l'évêque avait abandonné  
la direction pour la remettre entre les mains des  
congrégations et n'avait plus qu'une direction  
spirituelle de ces séminaires.

M. Granier. Il n'y a aucune similitude entre les  
grands et les petits séminaires. Préparer des prêtres  
c'est bien autre chose que de faire des élèves bacheliers.  
Je ne puis vous répéter d'ailleurs avec M. de Belcastel  
et Chesnelong que l'évêque seul, aujourd'hui est  
le directeur temporel et spirituel des séminaires.  
Il n'en existe aucun qui appartienne à une congréga-  
tion non autorisée.

M. le Président - La question est entendue. Il s'agit  
maintenant de voter. La commission propose la suppression de l'article.  
M. Vandier. Est-ce qu'on ne pourrait pas,  
avant de prendre un vote, entendre M. le ministre.  
La commission voterait ensuite en pleine  
connaissance de cause? (Assentiment)

M. le Président - Nous entendrons demain M. le  
Ministre.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le secrétaire de la Commission,  
Paul Cayot



Séance du 9 Mars 1878

Présidence de M. Payer-Guettier.

Discussion du Budget (suite) — Explications de M. Bardoux, ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-arts — Théâtre lyrique — Traitement des Desservants — Article 10 — Vote.

M. le Président. Sur le chapitre XXXV (l'enseignement primaire) M. Chernelong desire adresser une question à M. le Ministre.

M. Chernelong. Le nombre des élèves, dans les écoles primaires, est-il en rapport avec l'augmentation de dépenses qui figure au budget?

M. le Ministre. Je ne puis vous donner en ce moment de renseignements précis. Nous faisons dresser une statistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. La statistique faite en 1867 n'est pas exacte et ne pourrait servir de base à un travail sérieux. On en a fait une nouvelle dans laquelle les enfants sont divisés en deux classes: ceux qui sont inscrits comme fréquentant les écoles et ceux qui les fréquentent réellement.

Je vous signale une augmentation de près de 14000 enfants qui suivent les cours de l'enseignement secondaire depuis 1868. De 1850 à 1865, l'enseignement secondaire avait perdu considérablement.

M. de Belcastel. Le nombre des élèves augmente partout.

M. le Ministre. Cela tient à des causes fort honorables: à l'enseignement professionnel, comme le dit tout à l'heure, à la concurrence ensuite; il y a de plus, en ce moment, en France un immense désir d'instruction qui est tout à l'honneur de notre pays.

M. le Président. M. Somel, voulez-vous



adresser votre question à M. le Ministre relativement aux 40000 f. portés au Chapitre « Voyages et missions ». M. le Ministre : M. Pomel m'a parlé hier de son désir de voir supprimer le crédit de 40000 f. accordé à M. Roudaire pour sa mission des schools algériens. Vous savez, messieurs, comment se donnent ces missions. Ce n'est pas le Ministre qui les donne, mais une commission composée d'hommes distingués, pris en général parmi les membres de l'Institut et parmi les hommes spéciaux. Cette commission se réunit tous les huit jours, examine les demandes de mission qui sont adressées au Ministère et, après les avoir les avoir discutées, soumet ses propositions à l'approbation du Ministre. C'est dans ces conditions qu'a été donnée à M. Roudaire la mission dont il s'agit. Elle lui a été confiée par une commission où figurent des savants tels que MM. Ste. Claire Deville, M. de Lard, Régner, Guichard, et un mot, toutes les sommités de l'Institut.

Je n'ai pas lu encore l'ouvrage que m'a fait remettre M. Pomel et je ne puis vous donner les renseignements qu'il me demandait.

M. Caillaux - Mais cette mission a déjà eu lieu deux fois ?

M. le Ministre - Oui, c'est la troisième fois que l'on a confié cette mission à M. Roudaire, et l'on a pu voir, à l'exposition ethnographique des Champs-Élysées, les résultats de ses deux premiers voyages. C'est déjà beaucoup que d'avoir appelé l'attention du monde scientifique sur l'utilité, et, dans une certaine mesure, sur la possibilité de créer une route intérieure dans le Sahara. Nous ne nous sommes, jamais servis, pour ces missions, des crédits demandés avant le vote du Budget. Je ne viens pas dire que M. Roudaire a accompli sa mission avant que vous n'ayez voté le crédit récurrent. Comme vous n'avez pas encore voté ce crédit spécial, M. Roudaire n'est pas encore, si vous le voulez, missionnaire, mais il a déjà fait deux voyages.

M. Caillaux - C'est précisément parce



qu'il a fait dans voyages et qu'ils n'ont pas donné de résultat, que M. Pomel désirerait voir disparaître ce crédit.

M. le Ministre ne peut pas donner de renseignements précis sur les résultats des deux premiers voyages, mais je vais prendre des informations et je répondrai à M. Pomel s'il veut bien porter sa question à la tribune du Sénat.

M. Pomel - En 1872, j'ai déclaré devant le conseil supérieur d'Alger que cette mission n'aboutirait pas. Ce que j'avais prédit s'est réalisé. M. Roubaire a éprouvé une première déception au sujet du golfe. Il a limité une première cuvette et il a vu qu'il y en avait une seconde qui était au delà et qui était supérieure à la première. J'ai fait moi-même des explorations dans les schotts lors de la seconde mission de M. Roubaire. J'ai trouvé qu'il y avait, non seulement une première cuvette, mais une seconde et une troisième, séparées l'une de l'autre par de hautes rochers qui les empêchent de communiquer avec le golfe de Gabès. Il est bien évident, dans ce cas, qu'il est impossible de faire pénétrer les eaux de la Méditerranée dans les cuvettes supérieures et, par conséquent, dans le Sahara.

(M. Pomel entre dans d'autres détails scientifiques pour démontrer l'inutilité de la mission de M. Roubaire.)

M. Pomel fait remarquer qu'on a oublié de porter au budget le crédit de 3000 f. (traitement du bibliothécaire). Il espère que ce fonctionnaire qui est un homme distingué, ne sera pas privé cette année de ses appointements.

M. le Ministre fera faire cette rectification.

M. Caillaux appelle l'attention du Ministre sur le chapitre XXII bis : « Sociétés savantes et exposition universelle ».

M. le Ministre - On nous demandait, pour ce chapitre, un crédit de 4,000,000 f. Nous avons rendu aux deux chambres qu'un crédit total de 300,000 f. était suffisant. Le crédit se décomposait en deux sommes : l'une de 125,000 f. et l'autre de 175,000 f.



Me. Caillaux - C'est précisément sur la première somme de 125 000 f. qui a été le 175 000 f. portée au budget, forment le crédit de 300 000 f. ouvert par décret pendant la dissolution. Je demande si on compte toujours sur ces 125 000, bien que les crédits n'aient pas encore été approuvés.

Me. le Ministre - On compte sur ces 125 000 f.

Me. Caillaux - C'est ce que je voulais savoir.

Me. le Président - Nous passons au ministère de l'Éducation.

Me. Chesnelong demande à Me. le Ministre s'il est toujours dans l'intention d'augmenter le traitement des Desservants ?

Me. le Ministre - Nous reprenons une augmentation qui a été commencée l'année dernière, mais au lieu de 400 000 f. nous n'en demandons que 200 000 f.

Me. Chesnelong - Je vous ferai observer que vous procédez plus rapidement lorsqu'il s'agit de l'établissement d'instruction laïque. Vous avez augmenté le traitement des inspecteurs primaires. Je trouve la chose parfaitement juste, mais je voudrais aussi que votre libéralité s'exercât au faveur de nos pauvres Desservants. On avait demandé d'abord 600 000 f. le but que nous pourrions eût été atteint en quatre ans. Instinctivement on a accordé de 400 000 f. Permettez-moi de vous dire que si vous réduisez encore ce chiffre à 200 000 f., vous ne serez au mieux pour 18 ans. Il n'est évidemment ni dans votre pensée ni dans votre cœur de trouver suffisant le traitement des Desservants qui n'est que de 900 f.

Me. le Ministre répond que le traitement sera augmenté.

Me. le Président - Ch. VI. Bourses des Séminaristes catholiques - Réduction : 140,000 f.

Ces messieurs de la sous-commission demandent que le chiffre proposé par M. Me. Leon Say et Caillaux soit rétabli.

Me. le Ministre - La Commission du Budget a pu pour bourse les crédits votés par les deux



Chambres l'année dernière et notre pensée  
a été d'éviter autant que possible les discussions  
et les difficultés que nous avons rencontrées, il  
y a un an. La commission a réduit deux  
gros crédits relatifs aux édifices diocésains et  
aux cathédrales; j'ai fait remarquer à la  
commission et j'ai été assez heureux pour faire  
rétablir ces crédits.

M. D. Belcastel. Voilà 140 000 f. qui ont  
été supprimés l'année dernière, c'est très vrai;  
mais le crédit ainsi réduit a été voté en  
1876 par suite, je ne dirai pas d'un accord  
complet mais d'une transaction un peu extrême  
et avec des réserves pour l'avenir. Ces réserves  
ont été si bien faites que les 140 000 f. sont  
rétablis dans les propositions de M. Léon Say  
et Caillaux. Le chiffre ainsi réduit, dit M.  
Lynchaud dans son rapport, est parfaitement  
suffisant aux besoins du clergé paroissial. Nous  
avons dû vérifier le fait. Or, il se trouve  
que cette allégation qui est la seule qui ait  
été opposée au rétablissement du crédit n'est  
pas exacte du tout. Ainsi, il y a, à l'heure  
qu'il est, dans les paroisses de l'année 1879  
vacantes et en dehors de ces vacances 1414 prêtres  
divers qui manquent de titulaires, ce qui en  
porte le nombre total à 3,493. Il y a, de plus,  
un très grand nombre de demandes urgentes de  
succursales qui ne peuvent être satisfaites, d'autres  
qui sont encore à l'étude et enfin 2,500  
communes qui n'ont pas de paroisses. Il y a,  
en outre, 1193 prêtres qui ont plus de 60 ans,  
ce qui, dans un temps prochain, va aug-  
menter, va encore, coup sur coup, le  
chiffre déjà considérable des vacances. Je demande  
à M. le Ministre comment, dans une  
situation pareille, il a pu accepter la dimi-  
nution qui lui a été demandée par la  
commission du budget?



Me. le Ministre. Je vous l'ai déjà dit d'une manière générale, nous avons voulu éviter de nouvelles diminutions et nous avons pu, comme point de départ, le chiffre qui avait été voté en 1876, par le Sénat et la Chambre.

Me. De Belcastel. Je rends le plus grand hommage à la courtoisie et à la bonne foi de Me. le Ministre, mais il ne ressort cependant aucune raison valable pour justifier cette diminution de crédit - c'est une simple raison politique, nous a-t-il dit, qui l'a empêché de rétablir le crédit. Nous ne pouvons acte et nous n'avons plus rien à lui demander sur ce rapport.

Me. le Ministre explique ensuite que c'est la même raison qui lui a fait accepter la réduction qui figure à l'art. 10 bis (travaux aux édifices divers aux d'Algérie.)

Me. le Président. Toutes ces explications sont très claires. Voulez-vous maintenant interroger Me. le Ministre sur l'art. 10?

Me. le Ministre, je suis tout prêt à répondre.

Me. Chesnelong. Oh! nous avons sur cet article une opinion arrêtée que vos explications ne changeront.

Me. Varray. Me. Dauphin a proposé à l'article 10 une modification qui a été acceptée par une grande partie de la Commission.

Me. le Ministre. Me. Dauphin m'a entretenu en effet de la nouvelle réduction de l'art. 10 qu'il a proposée et j'ai pu lui répondre que le Gouvernement l'acceptait. Elle consiste, je vous ai remplacé les mots: qui emploient par un autre la direction de l'enseignement sont confiés à des congrégations religieuses non autorisées.



Me. De Belcastel - Et comment reconnaître  
vous les Séminaires ou la Direction et l'enseignement  
sont confiés à des congrégations ?

Me. le Ministre - Nous verrons si nous  
ne pourrions pas le constater - ce n'est pas  
la question. L'intention du Gouvernement, en  
adhérant à cet article, n'est pas du tout une  
peur de persécution ou d'expulsion des congré-  
gations - Il veut simplement maintenir un  
principe de Droit public qui existe dans notre  
pays depuis la restauration. Nous nous inquié-  
tons très faiblement sur ce point grand  
vous le voyez. Nous n'avons été sur, je  
le répète, par aucun principe antireligieux.

Me. Chesnelong - Quel est ce principe de  
Droit public ? Pourquoi supprimer des bourses  
dans les séminaires parce que les professeurs  
appartiennent à telle ou telle congrégation, lorsque  
tout le monde a le droit d'enseigner ?

Me. le Ministre - Nous n'entendons pas  
toutes au droit d'enseigner. Il s'agit de  
savoir si l'Etat, qui donne les bourses, est  
tenu d'en fournir aux séminaires qui sont  
dirigés par des prêtres qui appartiennent à  
des congrégations non autorisées et n'ayant  
pas, par conséquent, aux yeux de la loi, de  
véritable existence légale.

Me. le Duc De Broglie - Est-ce le droit  
d'enseigner que vous refusez à ces congrégations  
ou la capacité de recevoir ? Je demande une  
définition du principe que vous invoquez.

Me. le Ministre - C'est l'existence  
légale - Nous ne saurions pas, je le répète,  
la question du droit d'enseigner ; nous trouvons  
seulement que l'Etat ne doit pas donner  
de bourses aux grands séminaires qui appartiennent  
à des congrégations religieuses non autorisées.

Me. le Président - Nous n'avons plus qu'à remercier  
Me. le Ministre des explications qu'il a bien



83  
voulez vous donner.

(M. le Ministre de l'instruction publique se retire)

M. le Président. Il ne nous reste plus qu'à voter. nous reprenons le ministère de l'instruction publique, des cultes et des Beaux arts.

(La première section est votée)

M. le Président. Nous passons maintenant à la 2<sup>e</sup> section: Beaux arts et musées.

M. Caillaux. Il y a la question du théâtre lyrique.

M. le Ministre reconnaît que la commission a le droit d'exprimer le désir que le somme de 200,000 f. soit plutôt affectée à subventionner un nouveau théâtre lyrique. Je demande que ce vœu soit formellement exprimé dans le rapport de la commission.

Un membre. on pourrait aussi prier M. le Ministre d'adopter la proposition de M. Vandier. Je n'ai proposé aucune combinaison. Comme M. le Ministre nous disait qu'il serait fort embarrassé pour savoir à quel théâtre lyrique il donnerait la subvention, je lui ai dit qu'il y avait un théâtre qui ferait très-bien son affaire et qui n'aurait pas les inconvénients de l'entreprise dirigée par M. Virentini. Et je lui ai parlé de la combinaison Escudier parce que tous les journaux en ont parlé et que tout le monde la connaît.

M. Varray. Si nous adoptons la proposition de M. Caillaux, nous allons nous mettre en contradiction avec la Chambre des députés qui a exprimé un tout autre vœu.

M. le Président. Je vais mettre aux voix la proposition de M. Caillaux.

M. Caillaux. La chambre a demandé que ces 200,000 f. fussent mis à la disposition du ministre pour être affectés à des œuvres indéterminées, et notamment à des représentations au conservatoire et en habileté d'opéra, d'œuvres



lyriques français et étrangers. Le projet est  
très-pu profitable et je crois que les fonds seront  
beaucoup mieux employés à subventionner un  
nouveau théâtre lyrique. Je demandais à M. Vavroy  
ce qu'il voulait bien indiquer le rôle de son rapport.  
M. Vavroy. Il me semble qu'en raison de  
l'approche de l'exposition, il vaut mieux  
laisser, à cet égard, une certaine latitude  
à M. le Ministre qui organisera au  
conservatoire des auditions de musique  
instrumentale ou fera entendre des œuvres  
de prix de Rome ou prendra telle décision  
qu'il jugera la plus utile aux artistes et à  
l'art en général. Je crois que c'est le meilleur  
parti qu'on puisse tirer de ce crédit.

M. Vandier. J'inste le rôle que la  
commission des finances du Sénat décide  
que la somme de 200 000 f. soit employée,  
en tout ou en partie, à la reconstitution  
d'un théâtre lyrique.

M. Caillaud. Je maintiens ma proposition.

M. le Président. Je mets aux voix la  
proposition de M. Caillaud.

(Celle proposition n'est pas adoptée.)

M. le Président. Maintenant nous  
passons à la 3<sup>e</sup> section. Service des Cultes.

(Les chapitres 1 à 3 sont adoptés.)

M. Chesnelong. A propos du chapitre  
4, je demanderais à la commission de  
vouloir bien autoriser M. le rapporteur  
à mettre le rôle qu'à partir de l'année  
prochaine le crédit soit augmenté de  
manière à ramener à 1000 f. le traitement  
de tous les vicaires de France.

M. Cordier. Sans préciser le chiffre. Vous  
ne pouvez pas préciser le chiffre.

M. Chesnelong. Je demande alors que  
le rapport dise, d'une manière générale,  
que la commission exprime le vœu que



95  
l'amélioration à apporter au traitement  
des denervants soit repris dans les propo-  
sitions qui seront faites, l'année prochaine,  
par le Gouvernement.

M. le Président - Le vote est accepté -  
(les chapitres 4 et 5 sont adoptés)

M. D. Belcastel - Il y a sur le chapitre 6  
un amendement qui demande le rétablissement  
des 140,000 f. supprimés - Je prie M. le  
Président d vouloir bien mettre aux voix cet  
amendement.

(L'amendement est mis aux voix : 9  
voix se prononcent pour son adoption, 9  
voix contre).

M. D. Belcastel - La voix du président  
est prépondérante. Or, M. le Président s'est  
prononcé pour l'adoption de l'amendement.

M. Varroy - L'amendement n'est pas  
adopté puisqu'il n'a pas réuni la majorité  
de la commission - Lorsqu'on levait 240  
voix contre un projet de loi et  
240 pour, la loi n'est pas adoptée.

M. Oscar D. Lafayette - Y a-t-il un  
règlement ?

M. Delval - on peut dire, dans le  
rapport, que nous avons été neuf pour  
l'adoption de l'amendement, neuf contre  
et que le Président a voté pour.

M. Cunin - Gridaire - Je ne sais pas si dans  
la commission la voix du président est  
prépondérante, mais je sais que dernièrement  
j'étais dans un bureau où il y avait  
partagé - Une discussion très longue s'est  
engagée sur la question qui nous préoccupe  
en ce moment ; on a envoyé consulter

M. Palette qui a répondu que, jamais,  
dans un bureau, la voix du Président  
n'était prépondérante.

M. le Président - Nous ne pouvons sortir



de cette situation qu'en constatant que nous avons  
été neuf pour, neuf contre l'amendement.

Me. Chermeloz - Il suffira de dire que  
le chiffre du crédit adopté par la chambre  
était de 1,032,200 francs, qu'un amendement  
proposait celui de 1,192,200 francs, c'est-à-  
dire le rétablissement des 140,000 f. et que cet  
amendement mis aux voix, n'a pu réunir  
une majorité.

(Les chapitres 7, 8, 9, 10 sont adoptés.)

Me. le Président - Nous avons maintenant  
sur le chapitre 10 bis (Édifier d'ouvrages de  
l'Algérie) un amendement de Me. Lucien  
Bruin.

Me. D. Belcastel - c'est l'expression d'un  
vœu pour l'avenir.

Me. le Président - on pourrait faire, dans  
le rapport, une observation pour le rapport.

Me. Varroy s'y oppose.

La proposition d'insérer un vœu dans  
le rapport n'est pas adoptée.

(Les autres chapitres de la 2<sup>e</sup> section  
sont unanimement adoptés.)

Me. le Président - Reste l'art. 10.

Me. Robert Delhaut demande qu'on mette  
aux voix la rédaction proposée par Me.  
Dauphin.

Me. Dauphin lit la rédaction.

Me. le Président - La sous-commission  
propose la suppression de l'art. 10 - Je mets  
aux voix cette proposition.

Me. Varroy - Il faut d'abord voter sur  
l'amendement de Me. Dauphin.

(La rédaction de Me. Dauphin est mise  
aux voix et adoptée.)

La séance est levée à 5 h.

Le secrétaire de la Commission,  
Jules Gaze



84

Séance du 12 Mars 1878

Présidence de M. Pouyer. quartier

La séance est ouverte à 3 heures -

M. Pomel - M. de Lareinty a expliqué à la sous-commission ce qu'on entend par cures fictives. Ils sont professeurs dans des établissements scolaires et touchent, en même temps, le traitement de curés parce que, sans avoir de cures, ils sont envoyés en mission et remplissent les devoirs du culte. Ce sont des cures fictives ou ce qu'ils portent fictivement le titre de cures -

M. le Président - on pourrait dire, au lieu de cures fictives, des cures qui ne résident pas dans les paroisses -

M. de Belcastel pense qu'il ne faut pas employer le mot de résidence -

M. Rampont - Ils sont payés comme curés, mais ils n'ont pas de cures -

M. le Président - Il faut dire : « qui ne sont pas régulièrement titulaires d'une paroisse. »  
(adopté)

(La partie du rapport de M. Farrow concernant le ministère de la marine et des colonies est adoptée.)

M. le rapporteur : Ministère de l'instruction publique, des cultes et des Beaux arts -  
Chapitre XXII bis - Sociétés savantes et exposition universelle.

Diminution de 100 000 f. ....

M. le Duc de Broglie - La chambre des députés n'a rien prononcé là-dessus - c'est le rapporteur qui s'est exprimé ainsi -

M. le Rapporteur - Il y a ainsi une foule de crédits qui ont été votés sans explications données à la tribune.



Me. Delol. Si vous ne faites pas parler la chambre, vous parlez vous-même. Pourquoi préjuger la question?

Me. le Rapporteur. Nous ne préjugeons rien, nous laissons les choses en l'état; nous disons seulement: La chambre a dit ceci ou cela.

Me. Caillaux - Pourquoi ne mettrait-on pas: Soumis en ce moment à la sanction de la chambre Des députés qui n'a pas encore statué. Ce qu'ont pu dire à ce sujet dans leurs rapports Me. Me. Cochery Wilson et Langlais m'importe peu. J'ai pour moi l'opinion Du Conseil d'Etat tout entier.

après quelques observations échangées entre Me. le Président, Me. le rapporteur, Me. Me. Caillaux et Dauphin, la rédaction suivante est adoptée:

« Diminution de 100 000 f. un décret sur lequel les Chambres n'ont pas encore statué avait ouvert un crédit de 225 000 f. sur 1877. Le crédit de 175 000 f. voté par la chambre Des députés, paraît suffisant sur 1878 pour le chapitre nouveau ouvert à l'occasion de l'exportation universelle. »

Me. le Rapporteur, continuant: « Chapitre XXVI

Me. Pomel fait observer que la mission du capitaine Rondaire est inutile parce que le projet qu'il poursuivait est impraticable.

(La première section Du ministère de l'instruction publique, Des cultes et Des Beaux-arts est adoptée)

2<sup>e</sup> Section. - Beaux arts et Musées. )

Les chapitres 39 à 44 sont adoptés - Sur le chapitre 45 (Théâtres nationaux



et conservatoire de musique - Me. Delal fait observer que la Division de la chambre des députés est beaucoup plus impérative qu'on ne l'avait prévue et qu'elle entretient, pour ainsi dire, la constitution d'un nouveau théâtre lyrique.

Me. Cazot répond qu'il n'y a pas eu de conclusions précises et que rien, dans le discours de Me. Girard ne peut faire supposer que la chambre n'a pas voulu que le théâtre fût affecté à un nouveau théâtre lyrique. L'opinion du ministre, du reste, est qu'il se considère comme ayant conservé, à cet égard, son entière liberté.

(La rédaction du rapport est adoptée)

Me. le Président. Nous passons maintenant à la 3<sup>e</sup> section: Service des Putes - Les chapitres 1 à 4 sont adoptés - une petite discussion s'engage sur la rédaction de la partie du rapport concernant le chapitre 6 - Bourses des séminaires catholiques.

Me. de Belcastel prétend que le nombre des communes privées de paroisses est de 2500 f. et non de 1700 comme l'a dit Me. Bardou. Il fait insérer dans le rapport un chiffre véritable.

Me. Me. de Belcastel et Charneloz proposent de mettre dans le rapport: « Plus de 2000 communes. »

Me. Dauphin propose la rédaction suivante: « Environ 2000 communes. » Cette rédaction est adoptée.

Me. Charneloz proteste contre le passage du rapport où il est dit que le chiffre proposé est le résultat d'une transaction tacite entre la chambre et le Sénat à laquelle « beaucoup d'opposés



modérés avaient applaudi. L'honorable  
membre connaît beaucoup d'esprits  
modérés qui ne s'en sont nullement  
applaudi.

(Toute la partie concernant le service  
des cultes est ensuite mise aux voix et  
adoptée.)

(La partie du rapport concernant le  
Ministère de l'agriculture et du commerce  
est ensuite adoptée sans observation.)

La séance est levée à 5 h.  $\frac{1}{2}$ .

Le secrétaire de la Commission,

Séance du 13 Mars 1878

Présidence de M. Rouyer-Quertier

La séance est ouverte à 9 h.  $\frac{1}{2}$  —

M. Varroy, rapporteur, annonce qu'il donnera  
plus tard à la commission lecture d'un résumé  
général sur le budget de l'instruction publique.  
M. Caillaux fait une observation sur le chapitre  
44 bis de la section des beaux-arts où figure  
un crédit de 25000 francs pour les concerts  
populaires. Il est étonné que la chambre  
ait voté hier un crédit supplémentaire de  
78000 f. pour le même objet.



Nous avons accepté ce chiffre de 25,000 f. comme suffisant. C'est aujourd'hui plus de 100,000 f. qu'on nous demande.

M. le Rapporteur répond qu'il n'y a pas lieu de discuter ce crédit de 78,000 f. Dont le tiers n'est pas encore saisi.

M. Caillaux exprime bien que le Gouvernement ne présentera plus d'autres crédits supplémentaires avant le vote du Budget. C'est la une manière de faire bien fâcheuse et très irrégulière. Il ne comprend pas que M. le Ministre n'ait pas parlé à la Commission de ces 77,300 f.

M. le Rapporteur, quant à présent, le Sénat ne s'engage que jusqu'à concurrence de 25,000 f.

M. le Rapporteur :

Ministère Des Travaux publics.  
1<sup>re</sup> Section. — Service ordinaire

## Chapitre XXV — Entretien Des Bâtimens civils.

M. Caillaux. au service Des Bâtimens civils, on a fait la même chose qu'auparavant.

M. Christophe avait dit qu'on avait tort de ne pas mettre les travaux en adjudication, et une fois son rapport paru à l'officiel, on a suivi exactement les anciens errements. Si M. le Directeur Des Bâtimens civils était ici, il dirait qu'on ne fait pas encore autrement et qu'on n'a réalisé, de ce chef, aucune économie.

## Chapitre XXXIX.

M. le Président. Il y a, sur ce chapitre, un amendement de M. Caillaux.

M. Caillaux. Je demande qu'on retire au chapitre 39 le crédit supprimé de 2,650,000 f. et porté, je ne sais pourquoi au chapitre 62.



Me. le Rapporteur. Il y aurait évidemment quelque chose de très fâcheux dans la situation que nous a déjà signalée Me. Caillaux, si le chapitre sur lequel ce crédit a été transporté était alimenté par les ressources ordinaires du budget. Mais il est alimenté par les ressources extraordinaires, par une émission d'obligations trentenaires de 13 à 14 millions. Le premier crédit est une première provision qui a un caractère, suivant l'opinion de Me. Caillaux, qu'il prépare des ressources pour des travaux qui ne seront peut-être pas exécutés. Or, cette première provision est-elle excessive en présence des projets en vue, lesquels, s'ils sont votés, nécessiteront une dépense de 89 millions. Lors même qu'on rétablirait, par la voie d'un crédit supplémentaire, ces 2.650.000 francs au chapitre 39, il y aurait-il inconvénient à laisser 2 ou 3 millions de plus au chapitre 62. Il n'y aura pas ainsi déplacement d'affectation de fonds et vous ne mettez pas dans les mains du Ministre une somme dont l'emploi pourra être détourné ou fait abusivement.

Vous êtes ici dans la même situation que pour les chemins de fer, pour lesquels on n'émet d'obligations qu'au fur et à mesure des travaux. Je ne vais donc pas la nécessité de retrancher ces 2.650.000 f. du chapitre 62. Ah! je le comprendrais si vous étiez à la fin des travaux; il y aurait inconvénient à donner ainsi trois millions au ministre des travaux publics, mais vous êtes au début et vous ne laissez rien à ce chapitre que la situation ne serait pas changée.

Je dirai donc que ce n'est pas dans ce moyen qu'il y a quelque chose de bizarre; mais bien dans les comptes ouverts avant que les travaux ne soient décidés. Nous ne pouvons pas critiquer ce système, car le Sénat se



critiquerait ainsi lui-même. Laissez donc les choses en l'état et constatez seulement que M. le Ministre Des travaux publics n'a pas la pensée que le projet sera voté à temps, puisque parmi les crédits supplémentaires qu'il va vous demander figure celui de 2,650,000 f. pour l'amélioration des rivières.

Je demande donc que les choses restent en l'état.

M. Caillaud : Je vois qu'il y a beaucoup d'erreurs dans ce que vient de dire M. le Rapporteur.

D'abord, en ce qui concerne le chapitre 39, nous ne sommes pas dans un cas ordinaire. Nous nous trouvons en face d'une situation spéciale sur laquelle j'appelle votre attention. Le Ministre a présenté, dans son projet de budget, un certain crédit de 6,840,000 f. qui lui était nécessaire pour les besoins du service et la chambre a retranché de ce crédit 265,000 f., retranché par la chambre, qui fait l'objet aujourd'hui d'une demande de crédit supplémentaire. Jamais plus grande irrégularité ne s'est présentée.

En second lieu, en ce qui touche le chapitre 62, M. Karrow vous a dit qu'il y ait treize ou vingt millions, cela ne signifie rien. Le ministre, quand les projets spéciaux seront votés, n'émettra des obligations qu'au fur et à mesure de ses besoins. Il n'y a donc pas à s'en préoccuper. Il pourrait dire aussi qu'il est inutile de faire un budget des travaux publics divisé par chapitres. On pourrait s'en dispenser et dire : le ministre a notre confiance, nous pouvons mettre de l'argent à sa disposition, il le dépensera au mieux des intérêts du pays.

Je trouve, moi, qu'il y a déjà des sommes



très considérables laissés à la disposition du ministre pour les rivières, comme pour les chemins de fer, et je ne vois pas la nécessité de les augmenter encore.

Maintenant, on a dit, je crois que c'est M. Varroy, que si ces projets ne sont pas votés, c'est la faute du 16 mai =

M. Varroy - non, j'ai voulu dire qu'il fallait peut être éviter qu'on ne le dit.

M. Caillaux - Si on le dit, nous pourrions répondre que ces projets ont été déposés à la chambre en juillet 1876 et que le 16 mai 1877, c'est-à-dire 10 mois après, les rapports n'étaient pas déposés. L'un d'eux a été voté en décembre dernier par la chambre des députés et est soumis, en ce moment, à l'examen du Sénat, c'est celui qui concerne la Seine et le Rhône. Celui qui est relatif à l'Yonne et au canal de Bourgogne n'est pas encore voté par la chambre à l'heure qu'il est, c'est-à-dire près de deux ans après la présentation des projets. M. Varroy a dit encore que le Sénat, en ce qui concerne les ressources extraordinaires, ayant déjà adopté ce mode d'inscription, ne pourrait se critiquer lui-même. Je lui répondrai que ce système n'a pas été adopté, comme il l'a dit, je crois, sans observation, car c'est moi-même qui les ai présentés à la tribune. On avait voté 40 millions pour des chemins de fer, j'ai dit qu'on n'en dépenserait pas la moitié. En effet, on en a employé que 16 au lieu de 40. Alors nous rentre dans cette voie. Je ne vois pas que ce soit raisonnable et je défendrai énergiquement mon amendement.

M. Chesnelong - nous avons, messieurs, vous le savez, entendu le ministre qui nous



a répondu que notre observation était juste et qu'il n'avait rien à objecter, pour son compte, au rétablissement du crédit.

Pourquoi, du reste, ne remettrait-on pas ce crédit à sa place, lorsque le ministre va le rétablir lui-même par voie de crédit supplémentaire? Dans quel but? Dans quel intérêt? Est-ce pour faire apparaître, dans le budget primitif, une apparence d'économie? Ce n'est pas là, Messieurs, une question politique, c'est une question de bonne administration et j'ajoins la commission de vouloir bien adopter le rétablissement du crédit à sa véritable place.

M. Dauphin: Vous avez dit au ministre qu'il avait suivi une mauvaise voie.

M. le Rapporteur: Il est évident que le ministre, en suivant cette voie, a voulu respecter l'initiative de la Chambre. Il a voulu suivre une voie régulière, mais j'ai proposé à la commission qu'après avoir dit qu'elle rejetait l'amendement de M. Caillaud elle ajoute: «Boutefais elle doit constater que M. le Ministre Des Travaux publics n'espère plus obtenir le vote des lois de navigation assez tôt pour être certain d'utiliser, en 1878, le crédit du Chapitre 62, etc. ... et que cette mesure montre que le système d'inscription par avance de crédits pour l'exécution de lois non votées n'est pas sans inconvénients.»

M. de Belcastel: Cela n'est pas suffisant, car l'erreur n'en existe pas moins. Notre rôle, du reste, n'est pas de signaler les torts du ministre, mais de présenter au pays un budget serein. Or le budget n'est pas serein et nous avons le temps de rectifier l'erreur.

M. Caillaud: Cela n'a pas d'inconvénients.



puisque le budget doit retourner nécessairement à la chambre. Pourquoi se soumettre au fustige plutôt que de faire une rectification qui s'impose ?

Me. Carot. La chambre répondra qu'il est inutile de rétablir le crédit puisqu'elle est saisie d'un projet de crédit supplémentaire.

Me. le Président. Vous avez à prendre une détermination. Je vous prie de vouloir éviter une longue discussion et une grande perte de temps en rétablissant purement et simplement le chiffre de 2,650,000 f. au chapitre 39. Tout alors sera en règle et vous n'aurez ni discussion, ni crédit supplémentaire à voter. La chambre n'aura pas d'objection à faire puisqu'elle va voter ce crédit.

Me. Rampont propose que Me. Favory demande au ministre s'il ne voit pas d'inconvénient à cette solution.

Me. le Rapporteur répond qu'on n'en finira jamais si on procède de cette façon.

Me. Rampont. Il ne faut pas permettre que le ministre s'amuse à faire ces choses-là pour le vain plaisir de mettre un budget en équilibre.

Me. Chermelong. Vous êtes en présence d'un crédit supplémentaire qui était, non seulement prévu, mais qui avait été voté. Il me semble qu'en agissant comme vous faites, vous affaiblissez singulièrement, Me. le rapporteur, votre théorie du communisme.

Me. le Président met aux voix l'amendement de Me. Caillaud qui est rejeté par 8 voix contre 7.

Me. le Rapporteur continue la lecture du rapport. (Toute la partie concernant le Ministère des travaux publics est mise aux voix et adoptée). (Il en est de même



De celle ayant trait au ministère des finances.)  
En ce qui concerne le Ministère de la Justice (Imprimerie nationale) M. le Rapporteur, sur l'observation de M. Oscar D. Lafayette, retranche le mot indemnité du paragraphe concernant l'affaire du Bulletin des Communes et de M. Dalloz.

Je continue au Titre IV. Plébeurs Diverses -  
Les articles, etc. . . . . la Déclaration  
relative à l'art. 10 a été prise à la majorité  
De 10 voix contre 8.

M. Chesnelong - Je ne vois pas trop ce qu'il  
y a de changé dans cette rédaction nouvelle,  
aux dispositions votées par la chambre des  
plébeurs. Que doit-il résulter de cette nouvelle  
rédaction dans la pensée de ses auteurs?

M. Dauphin - Je voyais m'être, hier, suffisamment  
expliqué sur ce point. Je reprochais à  
l'article de la chambre des Députés de toucher  
les individus plutôt que les congrégations. La  
rédaction nouvelle a pour but de n'enlever les  
bourses que dans le cas où l'évêque aura confié  
la direction et l'enseignement du séminaire à  
une congrégation non ~~intelligente~~ reconnue.

M. Chesnelong - Je suppose que les professeurs  
d'un séminaire appartiennent tous à une  
congrégation, mais qu'ils ne sont là que  
comme professeurs, l'établissement pour  
le reste s'administrant par lui-même et  
pour son compte; le ministre pourra-t-il  
toucher aux bourses de ce séminaire?

M. Dauphin - A mon sens, c'est une question  
de fait qu'aura à juger l'administration, comme  
les tribunaux sont si souvent appelés à le  
faire.

M. Chesnelong - Alors avec un ministre  
bienveillant, beaucoup de séminaires  
pourront échapper à l'application de  
l'art. 10 . . . . .



Me. Dauphin - C'est un peu la situation Des con-  
grégations. Elles n'existent que par tolérance.

Me. Chesnelong - Ceci est une autre question.  
Elles ne sont pas Des personnes civiles, mais  
aucune loi ne les atteint.

Me. de Belcastel propose d'ajouter ces  
mots à la rédaction de Me. Dauphin: « le  
ministre est chargé, etc. » S'il y a un  
lien à l'application De l'art. 10 -

Me. Dauphin - Ce serait peut être  
un peu imprudent; il n'est pas sûr que  
ce soit le ministre seul qui soit  
chargé De ce soin, il peut y avoir  
recours au Conseil d'Etat.

Me. le Rapporteur dit que la seule question  
est de savoir si l'on doit maintenir le  
2<sup>e</sup> paragraphe.

(La Commission Décide que le second  
paragraphe sera supprimé.)

Me. le Rapporteur termine la lecture  
De son rapport qui est approuvé Dans  
son ensemble.

La séance est levée à 11 h.  $\frac{1}{2}$ .

Le Secrétaire de la Commission,  
Jul. Cazot



93

Séance du 14 Mars 1878.

Présidence de M. Journer. Guertier.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. Varroy, rapporteur général du Budget, donne lecture de deux résumés, l'un, celui sur le budget de l'instruction publique, demandé par M. de Belcastel; l'autre, celui sur le budget de la Marine, demandé par M. Vandier.

M. Vandier remercie M. le rapporteur de son travail qui est très consciencieusement fait, bien qu'il renferme quelques évaluations inférieures à la réalité. Mais il faudrait entrer dans trop de détails pour les rectifier.

M. le Rapporteur. Vous savez, messieurs, que l'honorable colonel Meunadier et plusieurs de ses collègues ont proposé, par un amendement, de porter le crédit de 1 million du chapitre 34 du ministère des travaux publics (routes nationales) à 3 millions et de terminer en huit ans les travaux de ces routes qui, suivant les calculs de l'administration seront comblées dans douze ans.

Je vous propose de repousser, quant à présent du moins, l'amendement de M. le Colonel Meunadier.

(L'amendement est repoussé.)

M. le Rapporteur. Il y a sur le chapitre 35 un amendement des mêmes députés = Je vous propose de repousser cet amendement.  
(L'amendement est repoussé.)

M. le Président. Je viens de recevoir à l'instant même une lettre de M. le Ministre de la Guerre. (Lecture de cette lettre.)

M. le Président. Je prie M. Cordeur



de vouloir bien faire le plus promptement possible son rapport sur le congrès postal.

La séance est levée à 2 h.  $\frac{1}{2}$ .

Le secrétaire de la Commission,

Séance du 15 Mars 1878

Présidence de M. Pouyer-Quertier.

La séance est ouverte à 1 heure.

M. Cordier donne lecture de son rapport sur l'agrandissement de la Douane du Hâvre - ensuite il donne lecture de son rapport sur le congrès international Des postes.

M. Oscar D. Lafayette trouve singulière la phrase suivante: « ne sera pas inférieure à 60000 f. » Le rapporteur a dit tout à l'heure que les dépenses ne dépasseraient pas 60000 f.

M. Cordier dit qu'il tient ces renseignements de M. le Directeur général Des Postes qui est le sous-secrétaire d'Etat Du ministère des finances. Il y a un engagement pris avec l'entrepreneur Bellair et M. le rapporteur peut affirmer que la somme de 60,000 f. ne sera pas dépassée.

M. le Président. Les deux rapports seront déposés aujourd'hui.

La séance est levée à 2 heures.

Le secrétaire de la Commission,



101

Séance du mardi 19 mars 1878 -

Présidence de M. Cordier vice-président.

La séance est ouverte à 1 heure.

M. Varroy donne lecture de son rapport sur les Douzièmes provisoires.

M. Caillaux. Vous avez voté par deux lois successives des crédits provisoires pour les deux premiers mois de cette année et ensuite un nouveau douzième provisoire pour le troisième mois. Il n'a été dit nulle part que ces crédits seraient annulés lorsque le budget des dépenses serait voté. Je voudrais présenter à la Commission du budget un projet d'amendement qui serait à peu près conçu en ces termes: « Les crédits provisoires qui ont été ouverts aux ministres par les lois des 19 décembre 1877 et 28 janvier 1878, étant compris dans le budget des dépenses de l'exercice 1878, seront annulés par le fait de la promulgation de la loi de finances... »

J'ai voulu savoir ce que pensait, à cet égard, M. le ministre des finances et j'ai fait la même observation au Directeur de la comptabilité publique au ministère des finances. Il m'a répondu qu'il avait consulté les précédents et que jamais on n'avait introduit une disposition de cette nature dans la loi du budget.

Cette objection ne me paraît pas suffisante et je veux plus régulière et plus simple d'insérer dans la loi du budget des dépenses que les crédits provisoires sont annulés par la promulgation de cette loi.

On m'a répondu encore: Cela tombe sous le sens et n'a pas besoin d'être dit. C'est très vrai, mais je veux qu'il soit plus régulier



de le dire expressément -

Me. le Rapporteur. Au pourrais entendre, sur ce point, Me. le Ministre des Finances.

Me. Caillaud. Je vais que le Ministre des Finances répondra ce qui m'a été répondu. Cela tombe sous le sens.

Me. Chesnelong. Le mot annulation ne serait peut être pas le mot exact.

Me. Caillaud. Ce n'est pas moi qui l'ai inventé; j'ai trouvé dans un projet de loi du Gouvernement. (Me. Caillaud donne lecture du projet de loi.)

Me. Cordier. Il y a un autre moyen de procéder: que Me. Caillaud nous soumette une formule précise et nous délibérerons sur cette formule -

Me. Caillaud déposera l'amendement qu'il vient de rédiger -

Me. Cordier donne lecture de deux pétitions qu'il vient de recevoir -

Me. Chesnelong. La feuille n° 113 qui vous a été distribuée contient un projet de loi portant ouverture au ministre de la Guerre sur l'exercice 1877, d'un crédit supplémentaire de 14 millions applicable au service des vivres et fourrages. Vous savez que cette somme était comprise dans le crédit supplémentaire ouvert pendant la dissolution par décret du président de la République rendu en Conseil d'Etat, le 23 août dernier. Cette somme, à cette dernière date, était absolument nécessaire et des dépenses ont été engagées jusqu'à concurrence de ces 14 millions. Il s'agit aujourd'hui de la payer et Me. le Ministre des Finances hésitant à payer cette somme sur le crédit ouvert le 23 août 1877, a cru devoir demander à la Chambre des députés, un crédit supplémentaire pour le même objet -



quant à la nécessité de la dépense, il n'y a aucun doute à avoir à ce sujet = cette somme même de 14 millions est insuffisante, car nous savons qu'on demandera un supplément de crédit de 2 à 3 millions = nous sommes donc en présence d'une dépense nécessaire = M. le Ministre explique parfaitement dans l'exposé des motifs de son projet de loi que l'ouverture de ce crédit est destinée à remplacer le crédit de même somme ouvert par décret rendu en Conseil d'Etat, le 23 août dernier.

Le que le ministre dit dans son exposé des motifs, il nous paraît absolument régulier et le dire aussi dans le dispositif du projet de loi. Nous n'avons pas à nous occuper de la question de savoir si cette ouverture de crédit a été irrégulière ou non. nous avons chacun notre opinion à cet égard - mais nous ne nous occupons pas de cette question, nous disons seulement que, pour la bonne règle, il faut dire expressément dans la loi que le crédit de 14 millions ouvert au ministère de la Guerre est destiné à remplacer celui de même somme qui a été ouvert pour le même objet, pendant la dissolution.

Voulant donc introduire cette énonciation dans la loi, sans élever à soulever la question de légalité ou d'illégalité des crédits ouverts pendant la dissolution, nous nous sommes demandé quelle serait la rédaction la plus inoffensive et nous avons cru que ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était d'adopter une formule acceptée déjà par la Chambre des Représentants. Cette formule, nous l'avons prononcée dans un rapport portant le numéro 338 relatif à la création d'un



compte dit sequestre administratif des chemins  
de fer. Nous avons trouvé en effet, dans le  
projet de loi qui est à la suite un article 3 ainsi  
conçu : (M. Chesnelong donne lecture de l'article.)  
Cette rédaction est parfaitement satisfaisante et ne  
donne absolument lieu à aucune équivoque.

Ce que j'ai l'honneur de vous proposer, au  
nom de la sous-commission, c'est de vouloir  
bien modifier l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi dont  
vous sommes saisis de la manière suivante : après  
les mots "Il est ouvert au ministre de la guerre  
(sur l'exercice 1877) en addition aux crédits accordés  
par la loi de finance du 29 décembre 1876, et par  
des lois spéciales, des crédits supplémentaires montant  
à la somme de 14 millions de francs..." nous  
vous proposons d'ajouter : et applicables aux dépenses  
qui ont fait l'objet du décret rendu en Conseil  
d'Etat le 23 août dernier montant à la  
somme de 14 millions. De cette façon, nous  
voyez que nous ne sauterons pas et que nous ne  
toucherons nullement la question de régularité.  
Vous employez une formule absolument identique  
à celle que, dans une circonstance analogue, a  
adoptée la chambre des députés et vous ne  
sauterez point, avant d'en être saisi,  
une question de fond sur laquelle on peut être  
divisé.

M. Karras, rapporteur. Il y a une légère  
différence entre les deux situations : le décret  
relatif au sequestre des chemins de fer ouvrirait  
un chapitre nouveau et créerait un crédit  
imputable sur un compte spécial qui était  
en dehors du budget. De là une différence.

Le plus, voyez-vous qu'il y ait un grand  
avantage à renvoyer pour cette question de  
forme, le projet de loi à la chambre des  
députés et à retarder ainsi le vote définitif  
du budget ?

M. Chesnelong. Mais encore une



fait rien n'est changé à la question du fond - Si nous tenons à cette modification, ce n'est pas parce qu'elle change cette question; nous voulons seulement expliquer que les 14 millions du projet Doloï sont applicables aux mêmes dépenses que les 14 millions Daut le crédit a été ouvert par le décret du 23 août. Me. le Ministre des finances le reconnaît, il n'y a donc aucun inconvénient à demander cette modification. nous sommes mis par la même raison que celle qui a porté Me. Caillaud à déposer un amendement relatif aux deuxièmes provisions. Cela nous paraît absolument régulier et, comme nous avons adopté la formule de la Chambre elle-même, il ne peut y avoir aucun inconvénient à lui renvoyer le projet Doloï, car elle ne peut pas ne pas accepter une formule dans, en pareille circonstance, elle s'est elle-même servie.

Me. le Rapporteur: Je reconnais qu'il peut y avoir un certain intérêt à ce que la loi explique, dans son Dispositif, que le crédit est destiné à remplacer celui qui a été ouvert par décret en août dernier, mais dès que le rapport est parfaitement explicite à cet égard, dès que le fait est reconnu par Me. Léon Say et qu'il l'a été par Me. Langlais, je ne sais pas, je vous l'avoue, l'utilité de ce renvoi.

(Me. le Rapporteur donne lecture de l'exposé des motifs du projet Doloï et de certains passages du rapport de Me. Langlais où il est dit que lorsque le décret a été rendu l'argent ne manquait pas et que rien n'était à ce moment, la marche des services et qu'on pourrait se demander si ce décret n'aurait pas été prématurément rendu.)

Me. le Rapporteur ajoute que la Chambre



s'est prononcée et a dit qu'elle considérerait l'ouverture de ces crédits comme irrégulière. Il se demande si le renvoi du projet de loi à la Chambre des députés ne ouvrirait pas un débat qu'il vaudrait mieux éviter et qui, du reste, a été, d'un commun accord, ajourné.

M. le rapporteur ne voit donc aucun intérêt à dire dans le Dispositif de la loi ce que M. le Ministre a dit dans son exposé des motifs. Pour ce renvoi et pour que, dans tous les cas, s'il doit avoir lieu, il conviendrait de rappeler les faits du rapport de M. Langlais.

M. Chesnelong demande à M. le rapporteur s'il y a intérêt à dire dans le Dispositif de la loi ce que M. le Ministre a dit dans son exposé des motifs. Pour lui, il y a la véritable utilité parce qu'en matière de finances il faut mettre les points sur les i et que les rapports ou autres documents précédents le vote de la loi n'ont pas de valeur légale. Ce qui importe, c'est le texte de la loi. Et quand il s'agit de voter un crédit de 14 millions, il faut dire évidemment que ce crédit s'applique aux dépenses auxquelles s'appliquait le crédit ouvert par la loi rendue pendant la dissolution.

M. d'intermède, ajoute l'honorable membre de la commission, je m'étonne que M. le rapporteur mette en doute la nécessité de ce crédit lorsqu'il sait que, non seulement ce crédit est nécessaire, mais que le ministre de la guerre demande encore un supplément de 4 millions.

M. le rapporteur. Je n'ai pas contesté la nécessité de ce crédit.

M. Chesnelong. Vous avez dit qu'il résultait du rapport de M. Langlais que le Direct



104  
avait été rendu sans aucun exprès d'utilité,  
parce que la nécessité de la dépense ne s'était  
pas encore présentée. Sur ce second point, j'  
gagne la parole à M. Caillaux qui vous  
répondra.

M. le Rapporteur dit que M. Chesnelong  
Donne une extension trop grande à ses paroles,  
qu'il a simplement dit que les services pourraient  
marcher le 23 août et qu'en effet ils ont marché.

M. Caillaux demande à Donner quelques  
explications sur ce sujet en laissant de  
côté la question. En principe, cette question  
fera l'objet d'un débat spécial devant le  
Sénat qui décidera si, oui ou non, les crédits  
ont été ouverts régulièrement. Il y a un projet  
de loi spécial déposé sur cette question, projet  
de loi à la discussion duquel l'orateur prendra  
pass quand le moment sera venu.

Il n'est question, en ce moment, que de la  
régularisation des crédits de 14 millions demandés  
aujourd'hui par M. le Ministre de la Guerre.  
M. Leon Say, dans son exposé des motifs  
et M. Langlais, dans son rapport, n'ont  
pas manqué de dire que ce crédit remplacerait  
celui qui avait été ouvert par décret  
le 23 août 1877. Cela résulte également  
d'un Document assez important qui a été  
distribué aux Chambres et qui contient  
la liste de tous les crédits supplémentaires  
depuis le commencement de l'année.  
Ce crédit figure parmi ceux qui ont été  
ouverts par décret rendus au Conseil d'Etat  
et non encore régularisés.

Ce remplacement ne fait donc aucune  
pour personne et c'est cette constatation  
que nous pourrions d'ailleurs Dans la  
loi en termes identiques à ceux dans  
s'est servi Dans la loi relative au budget  
administratif des chemins de fer.



Me. le Ministre des finances a dit qu'il ne contestait pas ce fait et qu'il n'y trouverait aucune difficulté à le reporter à la Tribune; que cette déclaration suffisait. L'orateur ne partage pas cette opinion et trouve que l'on préjuge ainsi, en quelque sorte, la décision de la Chambre sur la régularité des crédits supplémentaires ouverts pendant la Dissolution. Il ajoute que s'il a contre lui l'opinion de M. M. Wilson et Langlais qui déclarent ces crédits illégaux, il a pour lui le Conseil d'Etat, et qu'il a encore, par conséquent, quelque chance de compter sur la justice de la Chambre des Députés.

En somme il y a deux crédits de 14 millions qui se trouvent en présence et qui sont destinés pour le même objet. On ne peut pas faire que celui qui a été ouvert par décret n'existe pas tout qu'il n'aura pas été annulé. On ne peut pas faire non plus que ces crédits n'existent pas, car les ministres eux-mêmes s'en sont eux-mêmes servis pour engager des dépenses et pour les payer.

Me. Varron s'est emparé de la phrase de Me. Langlais sur la nécessité non démontrée de la dépense à la date de l'ouverture du crédit. Un rapporteur ne devrait pas tomber dans des erreurs pareilles et Me. Varron n'imitera pas, sous ce rapport, son collègue de la Chambre.

Quand on ouvre un crédit, on ne le dépense pas. Seulement il est indispensable que ce crédit soit ouvert pour pouvoir des marchés et engager des dépenses. Or, vu ce que les dépenses n'ont pas été payées au 23 juillet, il n'en est pas moins vrai qu'à cette époque le décret était indispensable pour les engager.

Cette nécessité se faisait tellement sentir que déjà, avant la dissolution de la Chambre,



134  
L'orateur avait proposé un projet de loi,  
non pas de 14, mais de 20 millions pour  
les vivres et fourrages de l'armée. La Chambre  
a refusé de voter le projet de loi; mais, à  
cette époque, le ministre de la Guerre est  
venu déclarer qu'il pourrait se passer de  
20 millions jusqu'en octobre ou en novembre,  
mais que le somme de 14 millions lui était  
indispensable. C'était également l'avis de la  
comptabilité générale, du Conseil des Ministres et  
du Conseil d'Etat. C'est après tout cela que le  
Décret a été rendu et la dépense engagée. On  
ne l'a pas payée à ce moment, c'est vrai; mais  
la dépense a été faite.

L'honorable membre trouve que cela était  
parfaitement régulier et, non seulement régulier,  
mais indispensable; mais il ne veut pas  
engager, en ce moment, la discussion sur le fond  
de la question. Les Décrets existent et l'on s'en  
est servi pour engager bien d'autres dépenses.  
On ne peut pas ne pas en tenir compte  
et l'orateur termine en demandant que la  
commission veuille bien adopter la proposition  
de M. Chesnelong et insérer dans le Dispositif  
de la loi, dans les mêmes termes que ceux qui  
ont été employés pour la loi relative au séquestre  
des chemins de fer, un fait qui est rappelé partout  
et que ne nie ni le Ministre ni les rapporteurs  
du projet de loi.

M. le Rapporteur fait observer qu'il a  
simplement mis des textes sous les yeux de la  
commission. M. Langlois, dans son rapport,  
trouve que le Décret du 25 août n'était  
pas précisément nécessaire. M. Paillan  
dit le contraire. On se trouve ainsi en  
présence de deux assertions aussi regrettables  
l'une que l'autre. Il n'y a qu'une simpli-  
cation qui pourrait monter de quel côté  
est la vérité. Quant à lui, il ne s'est



pas prononcé, car il ne connaît pas l'affaire.

Monsieur le Rapporteur ne paraît pas un grand insouciant à donner satisfaction à M. Caillaux si l'on pouvait éviter le renvoi du projet D. loi à la Chambre. Mais pour une simple question de forme ce renvoi lui semble parfaitement inutile. Si on veut indirectement, au contraire, faire préjuger la régularisation des crédits, cela lui semble dangereux.

M. Chesnelong insiste sur la nécessité qu'il y a à constater que les deux crédits se confondent. Faire le seul fait qu'il tient à faire constater, il laisse la question de fond parfaitement entière et ne voudrait pas, au contraire, la diriger avant l'heure.

La réduction que propose la sous-commission et qui est empruntée au Dispositif d'un projet D. loi récemment voté ne la préjuge ni dans un sens ni dans l'autre.

M. Dauphin trouve qu'au contraire, à propos d'un simple petit rapport, on va faire naître immédiatement à la Chambre la discussion sur la question de fond, car on verra qu'en modifiant ainsi le texte d'une loi adaptée par la Chambre des Députés, les anciens ministres, desirant se préparer une arme pour la discussion à venir.

Il serait plus régulier, sans doute, de dire que deux crédits se confondent, mais il n'y a pas à craindre, pour les finances du pays, qu'ils soient additionnés.

M. Caillaux - M. Dauphin se trompe dans ses appréciations. Si nous ne cherchons qu'un moyen d'arriver à faire approuver le crédit, les considérants du rapport nous suffiraient. Il est évident, en effet, que les 4 millions qu'on nous demande de voter en ce moment sont en remplacement de ceux que versait le Trésor ouvert pendant la dissolution. La situation ne changera pas; mais avec la réduction que nous proposons, on aura régularisé un projet D. loi comme on l'a fait déjà pour les 750 000 f. du legs des chemins D. fer.

M. Chesnelong donne lecture de la rédaction de l'art. 1<sup>er</sup> proposé par la sous-commission.



Me. le Rapporteur propose, avant d'y prendre une  
résolution, d'entendre Me. le Ministre des finances  
Me. le Président. La proposition de Me. Vurrozy  
s'impose d'elle-même.

Il n'y a pas d'opposition ?

Nous inviterons Me. le Ministre des finances  
à nous donner des explications sur la question.

La séance est levée à 2 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,

Kulz lazod

Séance du 21 Mars 1878 -

Présidence de Me. Pouyer-Quertier -

La séance est ouverte à 1 heure.

Me. le Ministre des finances est introduit et  
prend place au bureau.

Me. le Président. Nous voulons vous remercier,  
Me. le Ministre, de la question des crédits supplémentaires.

Il y a, vous le savez, un décret rendu en Conseil  
d'Etat le 23 août 1877, qui a ouvert un crédit  
de 14 millions applicable au service des vivres et  
fourrages de l'armée. Vous avez rempli ce décret  
par un projet de loi déposé sur le bureau de la  
Chambre des Députés le 21 février dernier, adopté  
ensuite par cette assemblée et renvoyé, en ce mo-  
ment, à la sanction du Sénat.

Nous désirerions savoir s'il n'y aurait pas moyen  
de venir dans le projet de loi le décret du 23 août  
qui m'a servi de base dans le projet adopté par la  
Chambre. Puisque vous reconnaissez vous-même



que ce crédit est destiné à remplacer le crédit de même somme ouvert par le décret, nous voudrions que ce décret fut expressément annulé et M. Caillaux a proposé, à cet effet, un amendement au lequel j'ai pu vous faire voter la commission avant qu'elle ne vous eût entendu.

M. Caillaux. Je commencerais par déclarer que j'ai pu le mieux du monde l'intention de faire ainsi régulariser le décret rendu le 23 août 1877. J'aurais au contraire que la question d'approbation, d'assentiment du décret, demeure absolument réservée. Je ne puis pas le mieux du monde qu'elle soit tranchée d'une façon incidente.

Dans le tableau qui résume les crédits supplémentaires demandés aux Chambres, ceux qui ont été ouverts par le décret du 23 août 1877 ne figurent que pour mémoire parce que, si une note placée au bas de la page, ils sont remplacés par d'autres crédits résultant de projets de loi.

L'avis du ministre, du reste, celui du rapporteur de la Chambre des Députés, l'opinion de tout le monde est que les 14 millions qu'on nous demande aujourd'hui de voter sont applicables aux mêmes dépenses que celles qui étaient visées par le décret du 23 août.

Et bien, je demande tout simplement qu'on le dise dans la loi ? Et pour cela quelle formule ai-je prise ? Celle proposée par M. le Ministre des finances et son brave collègue aux mêmes en ce qui concerne le crédit de 750 000 f. ouvert pendant la dissolution pour le service administratif des chemins de fer de la Vendée.

Maintenant est-il bon de faire cette mention dans la loi ? Je le crois. Notez bien que la question de régularité ou d'irrégularité des décrets n'est pas ainsi tranchée. Ce n'est pas un rapport, ce n'est pas l'avis d'un ministre lui-même qui pourraient la trancher. Du reste, je le répète, cette question de principe est absolument réservée.

Je dis simplement ceci : c'est que si on votait aujourd'hui



13  
le projet de loi sans y introduire la phrase que je  
demande et que la légalité des décrets fut reconnue  
plus tard, vous vous trouveriez en présence d'un  
crédit de 14 millions; car tout qu'il n'aurait pas été  
annulé, le décret existe.

M. le Ministre des finances. Je ne vois, pour moi  
pour, aucune espèce de difficulté à ce que cette mention  
soit insérée dans l'exposé des motifs du projet de  
loi et dans la loi elle-même. mais cela va  
tellement de soi que je ne vois pas qu'il soit  
nécessaire de revenir une seconde fois à la Chambre  
des Députés pour introduire cette modification dans  
la loi. La question se réduit à ceci: nous avons un  
crédit ouvert par décret qui n'a pas été employé;  
aujourd'hui ce crédit est l'objet d'une demande régulière  
faite aux Chambres. Si les Chambres adoptent la  
proposition, il est bien évident que les deux crédits  
se confondront, mais que c'est sur le crédit ouvert  
par la loi que la dépense sera appliquée tandis  
que le premier crédit cessera d'exister. Cela va  
de soi et, sur, il me semble, la même question  
que celle du Douzième provisoire.

M. Caillaud. C'est une question de régularisation.

M. le Ministre. On a toujours procédé ainsi. On  
a parlé, il est vrai de la mention qui a été insérée  
dans la loi du séquestre administratif des chemins de  
fer de la Vendée; c'était là une opération un peu  
différente des opérations ordinaires et on a vu qu'il  
fallait nécessairement y introduire une plus grande précision.  
Mais pour tous les crédits provisoires ouverts depuis  
50 ans, jamais on n'a mis cette mention dans la  
loi définitive parce qu'elle allait de soi.

Trouvez-moi une formule analogue dans une loi quel-  
conque? Vous ne la trouverez pas parce qu'elle est  
inutile.

Maintenant, pourquoi laisser ainsi en suspens une  
affaire sur laquelle tout le monde est d'accord? Je vous  
demanderai donc, messieurs, d'éviter le renvoi de ce projet  
de loi à la Chambre - Je n'ai pas, du reste, d'autre obligation



à faire.

Me. Caillaux. Me. le Ministre a dit tout à l'heure que le crédit était inutile puisqu'il n'était pas dépensé. Me. le Ministre sait très bien que si la Dépense n'était pas payée, elle était actuellement engagée. Me. Langlois, dans son rapport, a donc émis une opinion parfaitement contraire à la vérité.

L'honorable membre parle ensuite d'un amendement relatif aux crédits provisoires ouverts pour faire face aux dépenses des trois premiers mois de cette année et demande qu'ils soient compris dans le budget définitif. Cette régularisation est nécessaire; il faut que la loi de finance déclare expressément que ces crédits tombent en annulation par le fait même de la promulgation de la loi définitive.

Me. le Ministre répond qu'il est tellement clair que les crédits provisoires ouverts avant la loi définitive tombent en annulation par le fait de la promulgation de cette loi qu'il est inutile de le dire. Dans le cas présent, l'adoption d'un tel amendement aurait pour inconvénient de retarder le vote du budget et d'ouvrir peut être une discussion intempestive à la chambre des députés. Jamais, du reste, cela ne s'est fait, si ce n'est dans des cas spéciaux et qui n'ont aucun rapport avec celui dont parle Me. Caillaux.

Me. Caillaux dit qu'il serait beaucoup plus régulier d'introduire cette mention dans la loi, bien que les précédents soient contraires à cette introduction. Ce n'est point une raison pour ne pas régulariser une situation en quelque sorte anormale.

Me. le Ministre répond qu'en cette matière le grand juge est la cour des comptes qui ne saurait admettre des crédits irréguliers.

Me. le Rapporteur. Est-ce que le mot annulé vous paraît exact dans les circonstances actuelles?



Tous ces crédits sont compris dans ceux qui sont ouverts par le budget général.

Me. Caillaux. Et s'il en est qui ne sont pas compris dans le budget général? Je pourrais vous citer, par exemple, les crédits qui figurent dans le projet de loi sur l'amélioration de la Seine et du Rhône: les crédits ~~ne sont~~ pas compris dans le budget général.

Me. le Rapporteur. J'ajouterai que pour les 12<sup>es</sup> provisoires les crédits ouverts sous des crédits de man<sup>d</sup>, puisque vous ne les avez pas votés par Chapitre. Ne pourriez-il pas résulter de l'adoption de l'amendement, que du fait que ces crédits tombent en annulation, la répartition qui en a été faite, tomberait aussi en annulation? Dans ce cas, il vaudrait mieux n'employer aucune formule.

Me. Caillaux. Votre observation serait exacte si Me. le Ministre des finances, sur la demande qui lui en a été faite, n'avait pris l'engagement de faire publier un tableau de ces crédits par Chapitre et de s'y conformer. Ce n'est pas une loi; c'est un engagement qu'il faut respecter.

Me. le Ministre dit qu'il y a eu deux lois: une première qui n'a été accompagnée d'aucun tableau et une deuxième suivie d'un tableau de renseignements qui a été publié à la suite. Il a cédé ainsi à un demand<sup>d</sup> qui lui avait été faite par la commission des finances et il a promis que le décret de répartition serait conforme à ce tableau. En effet c'est ce qui a eu lieu dans le décret, mais la loi n'a pas établi de répartition.

Donc les crédits des douzièmes provisoires sous le régime des crédits de man<sup>d</sup>.

En résumé, Me. le Ministre n'accepte pas l'amendement.

Me. le Ministre se retire.



L'amendement, mis aux voix, est repoussé.  
L'article additionnel de M. Paillaup relatif aux  
12<sup>es</sup> provisions, est également repoussé.

La séance est levée à 2 h.  $\frac{1}{2}$ .

Le secrétaire de la Commission.

Séance Du 23 Mars 1878

Présidence de M. Pouyer. Quartier.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. Varroy donne lecture de son rapport sur le projet  
de loi portant ouverture au ministre de la Guerre  
d'un crédit de 14 millions (vivres et fourrages).  
Le rapport est adopté.

M. le Président : Nous allons maintenant nous  
occuper du budget des recettes.

M. le Président donne lecture de l'exposé des  
motifs du projet de loi portant fixation du budget  
des recettes.

Article premier. Seront supprimés, à partir de la promulga-  
tion de la présente loi, les droits établis sur les savons  
par les art. 7 et 8 de la loi du 30 xbre 1873.

M. de Belcastel demande à M. le Rapporteur  
de vouloir bien exprimer le vœu, dans le rapport,  
que le budget de 1879 arrive promptement, pour  
qu'il soit, de la part du Sénat, l'objet d'un  
examen sérieux.

M. le Rapporteur répond que ce reproche  
retomberait sur le Sénat, la chambre des députés,



ayant fait tout ce qu'elle devait faire. Je ne suis pas d'avis d'insérer cette observation dans le rapport.

Me. Chesnelong. J'appuie le vote qui vient d'exprimer Me. De Belcastel. En ce moment nous discutons l'art. 1<sup>er</sup> qui supprime les droits établis sur les savons. nous acceptons cette suppression parce que nous n'avons pas le temps d'examiner s'il n'y aurait pas d'autres dégrèvements, présentant un caractère général, auxquels on devrait donner la préférence sur la suppression du droit sur les savons. Le temps nous manque pour étudier la question. nous pouvons très bien dire que nous émettons le vote qu'à l'avenir le budget soit présenté et discuté dans un délai qui permette au Sénat d'étudier sérieusement, en outre, en connaissant de cause son droit de contrôle et d'amendement.

Me. De Lafayette. Sans l'urgence du 16 mai, le budget serait déjà voté. Je ne vois pas qu'il y ait avantage, pour ceux qui le demandent, à soulever cette question dans le rapport.

Me. Vandier. Et en 1876? Est-ce qu'il y avait en mai 1876? Dites donc que ce retard est un système et voilà tout!

Me. De Belcastel insiste pour que le vote qu'il a exprimé tout à l'heure soit inséré dans le rapport.

Me. Pomel dit qu'il faut examiner la situation au point de vue pratique. A quelle époque aura lieu la session? Avant le mois de novembre...

Me. De Belcastel. Alors vous admettez qu'on ne vote le budget que dans les derniers jours de l'année?

Me. Pomel. Je me borne à vous montrer quelle est la situation vraie à cet égard. L'ouverture de l'exposition va avoir lieu et nous ne nous réunirons de nouveau que dans le mois de novembre.

Me. Caillaux laisse de côté les causes de retard; si, d'un côté on objecte le 16 mai, on peut répondre d'autre, que dans la prévision de beaucoup de gens le budget ne devait, quand même, être voté qu'à la fin de l'année, comme



celui de 1876. Pour moi, c'est une conviction  
qui le pousse, sous ce rapport, nous indiquant  
l'avenir.

Je m'associe au vœu formulé par M. de Belcastet.  
Lorsque le projet de suppression de l'impôt sur  
les savons a été adressé au Sénat, on a fait un  
rapport sur cette question et le rapport indiquait  
que le Sénat se réservait d'examiner s'il n'y  
avait pas d'autres impôts plus lourds à  
supprimer que l'impôt sur les savons, comme la  
réduction du timbre des effets de commerce ou  
la réduction de l'impôt des patentes dont on a  
parlé si souvent. Pourquoi ne pouvons-nous  
pas examiner ces graves questions? parce que le  
budget est présenté trop tard à la commission.  
N'est-il pas naturel de faire remarquer que si  
nous votons cette réduction qui n'est pas, sur la  
moi, la meilleure, c'est parce que nous  
sommes arrivés à cette époque de l'année où  
nous ne pouvons voter le budget que tout  
qu'il nous est présenté sous peine de  
retomber dans le régime des Douzièmes pro-  
visoire. Il est donc parfaitement naturel  
que la Commission expose dans son rapport  
cette fâcheuse situation et fasse ses réserves pour  
l'avenir.

M. Varroy. Je pourrais dire dans le rapport, que  
certains membres de la commission auraient  
voulu présenter d'autres suppressions que celle  
de l'impôt sur les savons, mais que le  
temps leur a fait défaut....

M. Charneloup. Et vous exprimez le  
vœu que le budget nous arrive plus tôt  
à l'avenir.

M. le Président. La commission espère  
que les événements permettront au gouvernement  
de la saisir plus tôt du budget de l'année  
prochaine.

M. Vandier. Il y aurait, pour la



113  
commission, en outre moyen d'en tirer  
d'affaire, ce serait de dire: nous écartons  
pour le moment, parce que nous n'avons  
pas pu étudier la question, le désignement  
sur les savons, et nous priions le Gouverne-  
nement d'vouloir bien présenter, à ce  
sujet, un projet d'loi spéciale, sur lequel  
des deux membres venant appelés à se  
prononcer.

M. de Belcastel dit que cela ne répond  
pas à l'idée générale ni à la question. M.  
Cherniloug: Il y a bien d'autres points à  
discuter que celui de la réduction d'impôt  
sur les savons.

M. le Président invite la commission à  
se prononcer d'abord sur la question de  
règle ou d'expérience à formuler dans le  
rapport. Il ajoute qu'il ne lui paraît  
guère possible de rejeter l'art. 1<sup>er</sup> parce que:  
d'abord il faudra retourner devant la  
Chambre qui, probablement, maintiendra  
sa première décision; et, en second lieu  
parce que cette question est, depuis quinze  
mois, en suspens et que l'industrie qu'elle  
intéresse, se trouve dans une situation  
des plus difficiles.

M. Vandier insiste sur sa proposition  
et déclare qu'il aime encore mieux vivre  
sous le régime des Douzièmes provisoires  
que de voter un article qu'il trouve  
mauvais en soi et qui sera ainsi aux vœux  
d'une autre chambre.

M. Robert Lebaudt dit qu'il aurait  
préféré réduire l'impôt des patentes que  
l'impôt des savons qui ne pèse que sur  
quelques uns. Il fera remarquer qu'il n'y  
a rien de plus funeste au commerce que  
le système des Douzièmes provisoires. C'est  
pour cela qu'il votera l'art. 1<sup>er</sup> de la



loi Des recettes.

M. le Rapporteur fait, en outre observer qu'avec des Degrèvements qui porteraient sur les contributions indirectes ou sur l'impôt des patentes on ne saurait pas précisément ce qu'on ferait perdre au trésor, tandis qu'en ce qui concerne la réduction du droit sur les savons, on le sait à un centime près.

Il ajoute que le commerce a déjà reçu certaines satisfactions et qu'on a supprimé, par exemple, l'impôt si impopulaire de la petite viticulture.

M. le Président dit que l'industrie des savons est dans une situation véritablement malheureuse. On nous a déjà <sup>déjà</sup> ~~déjà~~ <sup>déjà</sup> d'un projet de loi que nous avons ajourné, et cette incertitude augmente encore la souffrance de l'industrie des savons. Enfin, poursuit de cette situation, les plus grandes fraudes possibles se pratiquent et ce sont les fabricants qui en sont les victimes.

Je vous propose de maintenir dans l'art. 1<sup>er</sup> du budget Des recettes la suppression de l'impôt des savons.

(L'art. 1<sup>er</sup> est mis aux voix et adopté.)

La séance est levée à 4 h.

Le Secrétaire de la Commission,  
Jules Cazoo



121

Séance du 28 Mars 1878  
Présidence de M. Pouyer-Quertier

La séance est ouverte à 2 heures

M. Chesnelong donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant: 1<sup>o</sup> l'ouverture, pour divers ministères, de crédits supplémentaires, sur les exercices 1876 et 1877; 2<sup>o</sup> l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés.

Le rapport est adopté.

M. Chesnelong donne lecture d'un second rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'ouverture, pour divers ministères, de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1877 en son exercice, clos.

Le chapitre XLV: Frais résultant des instances judiciaires introduites contre l'état par l'imprimeur gérant du Journal officiel donne lieu aux observations suivantes:

M. Parroy: Le passage de mon rapport, relatif à l'impression du Journal officiel, a soulevé quelques réclamations. J'ai reçu une lettre, suivies de M. Wittersheim, dans lesquelles il rejette sur les corrections des auteurs les retards qui peuvent se produire dans l'impression et dans la distribution du journal.

Dans l'une, il me cite notamment l'un de nos collègues, M. le comte de Bartaud, qui a prolongé tellement la correction de son discours imprimé que les épreuves ne sont revenues à l'imprimerie qu'à 2 heures du matin.



Dans l'autre, il me cite un des membres  
de notre commission, M. Pomel, et il  
me dit: « Voyez, c'est M. Pomel qui a  
retardé. . . . »

M. le Duc De Broglie: on ne donne  
les épreuves manuscrites qu'à huit heures,  
on n'a qu'à huit heures les feuillets de  
la sténographie. Il est évident que dans  
ces conditions, les épreuves nous sont remises  
fort tard et que nous ne pouvons les  
renvoyer qu'à 2 ou 3 heures du matin.

M. Pomel: on m'a donné mon dernier  
feuilleton à 9 heures.

M. de Lafayette: cela tient à ce que les  
sténographes ne vont pas très vite.

M. Pomel: Ils vont dîner à leur heure  
habituelle et laissent ainsi le travail  
en suspens.

M. le Duc De Broglie dit que les services  
sténographiques de l'honorable sont mieux  
organisés qu'en France.

M. Cuvier-Grissain: Il faut tenir compte  
aussi des exigences des orateurs. Il y en  
a qui modifient complètement sur les  
épreuves leurs discours manuscrits.

M. le Président: Nous ne pouvons nous  
attarder à ces détails. C'est l'affaire des  
généralistes d'établir une organisation d'  
impression qui soit de nature à répondre  
à tous les besoins de différents services.

(Le rapport est mis aux voix et adopté.)

M. Chesnelong donne ensuite lecture  
de deux autres rapports sur deux projets  
de loi, adoptés par la Chambre des  
Députés:

Le premier portant ouverture au  
ministre des finances de crédits supplé-  
mentaires et extraordinaires sur les  
exercices 1877 et 1878.



123

Le second, ayant pour objet : 1<sup>o</sup> l'ouverture  
à divers ministères de crédits supplémentaires  
et extraordinaires sur l'exercice 1877, 2<sup>o</sup>  
l'ouverture de crédits généraux pour dépenses  
d'urgence, clos et périmés.

(ces rapports sont adoptés.)

M. Vandier donne lecture de deux projets  
de loi, adoptés par la chambre des députés,  
portant ouverture :

Le 1<sup>er</sup>, au ministre de la marine et des  
colonies, de crédits additionnels sur l'exercice  
1878, montant à 2,764,818 f.

Le 2<sup>e</sup>, au ministre de la marine et des  
colonies, sur l'exercice 1878, d'un crédit  
extraordinaire de 21,933 f. 40.

Les rapports sont adoptés.

M. de Lafayette donne lecture d'un rapport  
sur le projet de loi, adopté par la chambre  
des députés, ayant pour objet d'autoriser le  
ministre des finances à verser les allocations  
à prix réduits en matière de correspondance  
télégraphique.

(adopté)

M. Cordier donne lecture du rapport, sur  
le projet de loi, adopté par la chambre des  
députés, relatif à la réforme postale.

(adopté)

M. Curin-Grivaine donne lecture du  
rapport sur le projet de loi, adopté par la  
chambre des députés, portant ouverture  
au ministre de l'agriculture et du commerce,  
sur l'exercice 1878, d'un crédit supplémentaire  
de 124,960 f. destiné à réunir le  
service de l'inspection sanitaire du bétail  
étranger.

(adopté)

La séance est levée à 3 h. 1/2.

Le secrétaire de la commission,



Séance du 29 Mars 1878

Présidence de M. Pouyer-Quertier -

La séance est ouverte à midi -

M. Dauphin donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la chambre des députés, portant ouverture au ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, de crédits additionnels au budget de l'exercice 1878.

(adopté)

M. le Président. Voulez-vous que nous nous occupions du projet de loi relatif à la création du 3<sup>o</sup> amortissable?

M. Cunin-Grivaine. M. le Président, vous connaissez la question, vous pourriez toujours nous l'exposer.

M. le Président donne lecture de l'exposé des motifs du projet de loi.

J'ai tenu, ajoute-t-il à vous donner lecture de cet exposé des motifs parce que chacun ou peut être frappé, à la lecture, des questions qui peuvent s'intéresser d'une manière spéciale.

Ce projet de loi demande évidemment un examen approfondi, avant d'avoir été discuté, parce qu'il soulève un faisceau de questions délicates.

He plus, nous ne sommes pas seulement en présence d'un dépense de 500 millions. M. le Ministre nous prévient que c'est le point de départ d'un emprunt qui pourra s'élever jusqu'à 1 milliard et même plus. Il est donc nécessaire de réfléchir avant d'en prendre un parti.

Sans doute M. le Ministre a d'innombrables raisons pour préférer ce titre à tout autre; cependant nous qui sommes appelés à donner notre opinion, nous devons y réfléchir.



123  
très sérieusement. Il sera même nécessaire que  
la commission ait également un confèrent  
avec M. le ministre des finances qui donnera  
des éclaircissements sur les points qui seraient  
restés obscurs dans notre esprit.

Mais ce que je ne vais pas dire, c'est la  
convention avec la Banque.

Me. Chesnelong - Elle en a été détachée -

Me. le Président - Il est indispensable de la  
connaître pour pouvoir étudier l'ensemble de  
projet de loi.

Me. Harroy - Le projet de loi n'en parle pas.

Me. le Président - Non, mais le rapport en parle.

Me. Harroy Demande qu'on en parle dès aujourd'hui.  
D'hui pour la discussion du projet de loi.

Me. Granier dit que la discussion de ce projet  
ne figure pas à l'ordre du jour et que la commission  
n'en parle pas au complet. Il demande qu'on ajourne  
cette discussion.

Me. Harroy a déjà demandé que la commission  
voulait bien s'occuper hypothétiquement d'un  
projet de loi, c'est-à-dire de la discussion comme  
si la loi de rachat était votée. Il est évident  
dit-il, que nous ne pourrions déposer le rapport  
qu'après le vote de cette dernière loi, mais nous  
pourrions toujours préparer ce rapport en restant  
en restant sur le terrain d'une simple causerie.

Me. De Belcastel - La question n'est pas aussi  
liée qu'on paraît le croire avec celle du rachat  
des chemins de fer. Il y a deux choses exprimées.  
D'une part, la création des voies et moyens pour  
un projet déterminé et, d'autre, un système  
financier tout entier, la transformation du compte  
de liquidation par l'Etat.

Je vais que l'on pourrait commencer à discuter  
sur ce système en lui-même sans que cela donne  
lieu à un vote. Quand la loi de rachat sera votée,  
nous venons à prendre une résolution sur ce  
point spécial.



Me. Lucien. Givaudan. Il n'y aurait pas de  
discussion à prendre. C'est une simple causerie que  
nous pourrions avoir pour nous familiariser avec  
le mécanisme du projet. Je ne vois à cela que  
des avantages et aucune espèce d'inconvénient.  
Me. Chesnelong. Une causerie qui n'aboutit  
à rien, c'est du temps perdu. Je  
trouve surprenant qu'on recueille improviser une  
discussion quand on n'a pas été prévenu d'avance  
que cette discussion aura lieu. Je vous avoue que  
je ne serai pas en mesure d'entretenir une causerie  
sur ce sujet; j'ai besoin d'étudier le projet d'ici  
à 15 jours.

Il y a, en outre, comme l'a fait remarquer  
Me. Grenier, beaucoup de membres absents qui  
pourraient apporter leur contingent dans la  
causerie et sans lesquels on ne peut discuter.  
La causerie que réclame Me. Parroy ne nous  
fera pas gagner de temps, car il faudra  
la recommencer demain.

Me. le Président fait, en outre, observer que  
la commission, pour discuter sérieusement la  
question, manque de documents. Il est indispensable  
de connaître la convention avec la Banque.  
Le Sénat va être appelé, dans un très bref délai,  
à se prononcer sur la loi de rachat des chemins  
de fer. Si ces chemins de fer sont rachetés, il faudra  
bien s'occuper de trouver les voies et moyens pour  
le projet; mais cette question viendra naturellement  
après l'autre. Il n'y a donc pas péril en la demeure  
et la commission peut attendre qu'elle soit en  
possession des documents nécessaires pour discuter cette  
grande question.

Me. Cazot donne lecture du rapport sur le projet  
de loi, adopté par la Chambre des Députés;  
portant ouverture au ministre de l'Instruction  
publique, des cultes et des Beaux arts, d'un  
crédit extraordinaire sur l'exercice 1878, montant  
à 185,980 f.



172

(Le rapport est adapté.)

La séance est levée à 2 heures.

Le Secrétaire de la Commission,  
Ruly Cazod

Séance du 29 Mars 1878 (2<sup>e</sup> Séance)

Présidence de M. Pouyer. quartier

La séance est ouverte à 2 heures et Demie

M. le Président donne lecture du projet de loi  
modifié par la Chambre des Députés, dont  
M. le Ministre des finances vient de donner  
lecture au Sénat.

quelqu'un demande-t-il la parole?

M. Varron, rapporteur. Il me semble, messieurs,  
d'une manière générale, que nous devrions suivre  
la marche que nous avons suivie il y a  
quinze mois.

La situation est moins critique qu'elle  
ne l'était en 1876. Le Sénat paraît  
craindre qu'on contestât son droit  
d'amendement et qu'on voulût soutenir  
cette théorie qu'il entraverait ainsi l'éné-  
-ment des lois. La question a même été  
posée de cette façon à la Chambre des  
Députés et le Sénat a eu gain de  
cause. Son droit d'amendement  
a été reconnu, puis qu'on a passé  
immédiatement à la discussion des articles.



Cette fois, le droit d'amendement  
du Sénat n'est pas contesté. Il a  
même eu un amendement d'adopté.  
Pourquoi le Sénat, dans ces conditions  
montrerait-il plus de rigueur qu'il  
n'en a montré il y a quinze mois ?

Quant au retrait de l'article 10, ce  
n'est pas l'abandon de la question. Le  
Président a semblé même reconnaître  
que ce n'était pas dans le budget qu'était  
la place de cet article et que le Sénat  
pourrait le voter s'il ne figurait  
pas dans la loi de finance.

Je veux donc qu'il n'y a pas de raison  
pour envisager la situation autrement  
qu'on ne l'a fait il y a quinze mois,  
et je propose à la Commission

d'adapter, d'une manière générale,  
le projet de loi portant fixation  
du budget des dépenses pour 1878  
tel qu'il nous est revenu de la main  
des députés, sans à faire un rapport  
où nous pourrions faire nos réserves.

M. de Belcastel. S'il n'y avait là  
absolument qu'un point d'honneur, je  
serais pour être de l'avis de l'honorable  
M. Ferry, bien qu'il me soit difficile,  
même à ce point de vue, de trouver  
satisfaction dans les résolutions de la  
Chambre ; mais il ne s'agit pas seulement  
d'une question de point d'honneur et  
de dignité, il y a autre chose d'intéressant  
dans cette affaire. Ce sont les services  
auxquels pour lesquels le Sénat a  
eu devoir voter des augmentations de crédit.

Je demande donc que sur chacun de  
ces articles il y ait un vote spécial  
de la Commission.

M. le Président. Evidemment nous



129  
devons voter sur chaque chapitre séparé-  
ment.

Je passe au chapitre 17: remonte générale  
et harnachement = 470,997<sup>5</sup>.

M. Vandier: Je ne suis pas d'accord  
avec M. Parroy qu'il faut tout accepter.  
Seulement, étant données les circonstances  
politiques dans lesquelles nous nous mouvons  
et dans le but d'éviter un conflit,  
nous pourrions, tout en sauvegardant  
la dignité du Sénat, céder à la chambre  
sur certains points, mais maintenant, en  
même temps, certains amendements  
que nous choisirons.

M. De Beleartel: C'est précisément  
mon avis.

M. Vandier: Voici un chapitre, par  
exemple, qui ne compromet pas les  
grands intérêts du pays. Si la dépense  
n'est pas suffisante, on aura recours  
à un crédit supplémentaire. Je serais  
donc d'accord de recourir à cette augmentation.  
(Le chapitre 17 est mis aux voix et adopté).

M. le Président: Chapitre 22. Invalides de  
la guerre. Sur ce point nous avons reçu satisfac-  
tion.

Ministère de la Marine. Chapitre 4 -  
Etats-majors et équipages à terre et à la mer  
(personnel naviguant) - - - - - 33 000 f.

M. Vandier: Je demande la parole.

C'est un des crédits sur lesquels je ne voudrais  
pas qu'on vote. Ce n'est pas là une question  
religieuse et quand j'ai eu l'honneur de faire  
le rapport sur la marine, toute la commission  
a adopté la partie de mon rapport ayant trait  
à cette question de l'annonciation en chef. C'est  
sur ce terrain que s'est placé M. De Kerdrel  
pour présenter son amendement et c'est sur  
ce terrain que nous devons nous placer nous-mêmes.



mêmes. M. De Herdrel a Démontré, et tous les hommes compétents, tous les marins sont de son avis, qu'on ne pourrait pas se passer d'un aumônier en chef. On vous n'accuse pas d'aumônerie de la marine, ou vous auriez un aumônier en chef.

Je demande donc que le Sénat ne s'occupe sur ce point, car ce serait voter en réalité, la destruction de l'aumônerie de la marine.

M. Caillaux - M. le Ministre de la marine a lui-même énergiquement soutenu cette opinion.

M. De Lafayette quoiqu'étant partisan du maintien de l'aumônerie de la marine, se demande si, dans les circonstances actuelles, on doit obliger le gouvernement à recourir à des douzièmes provisoires pour une question comme elle - lui, qui n'est pas du tout compromise, suivant lui, par le refus du crédit.

M. Paudier - Ce n'est, au fond, qu'une affaire d'amour propre - Je demande que la commission s'occupe bien maintenant le crédit.

M. le Président - On pourrait réserver la question de principe et voter le chapitre tel qu'on le présente, pour éviter de retourner devant la chambre des Représentés.

Le maintien du crédit de 33 000 f. est mis aux voix et rejeté.

M. le Président - Service des cutters - Chapitre 6 - Bourses du Séminaire catholique. 140 000 f. -

M. De Beaucastel pense que la commission doit maintenir ses conclusions.

M. le Président - Vous savez que c'est sur ce chapitre que nous étions partagés.

M. Dauphin avait espéré que la Chambre se serait inclinée devant les considérations qui ont été exposées au Sénat; mais, comme elle ne l'a pas fait, il n'est nullement décidé à faire naître un conflit sur la question.



131  
Le maintien de l'augmentation proposée par  
le Sénat est mis aux voix et n'est pas adopté.  
M. le Président - Chapitre 9 - remonte des  
haras - 389,030 f.

Il n'y a pas d'observation ?

La suppression de l'augmentation est adoptée.

Personne ne réclame le rétablissement de l'art.  
10 ? (rires) -

Crouzet - vous désirez de faire un rapport ?

M. Harroy - Si vous voulez j'en ferai un  
rapport verbal. (acclamations)

M. Harroy donne lecture du rapport qu'il  
vient de rédiger et qu'il compte lire à la  
séance publique.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3 heures.

Le Secrétaire de la Commission,  
Rulz Laroche



Séance du 30 mars 1878.

Présidence de M. Douyer. quartier.

La séance est ouverte à 1 heure -

M. le Colonel comte d'Andlau donne successivement lecture des quatre rapports suivants :

Le premier, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre de la Guerre d'un crédit de 120,000,000 francs sur le compte de liquidation de l'exercice 1877;

Le second, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre de la Guerre d'un crédit sur le compte de liquidation de l'exercice 1878;

Le troisième, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture au département de la guerre, d'un crédit supplémentaire de 5,977,700 f. sur l'exercice 1878 pour l'appel d'une fraction de l'armée territoriale ;

Et le 4<sup>e</sup> sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 27,402,000 f. sur le compte de liquidation de l'exercice 1878.

(Ces rapports sont successivement mis aux voix et adoptés.)

M. le Président propose à la commission de désigner un de ses membres pour vérifier le compte de la guerre.

Il est procédé au scrutin qui donne les résultats suivants :

M. le Comte d'Andlau = 12 voix  
M. le Comte d'Andlau = 8 voix  
M. le Comte d'Andlau = 6 voix



Robert - Dehaut - 2 voip

Me Me. Cunin - Gribaine et le colonel comte d'Andlau sont nommés membres de la commission chargée de vérifier la comptabilité du Département de la guerre. Me. le Président. Maintenant, messieurs, nous avons à nous occuper du projet de loi, adopté par la Chambre des Représentés, portant : 1<sup>o</sup> création de la Dette amortissable par annuités ; 2<sup>o</sup> ouverture au ministre des travaux publics, d'un crédit de 331 millions pour le rachat des chemins de fer ; 3<sup>o</sup> autorisation pour le Ministre des finances, d'émettre pour la même somme des rentes 3 <sup>0</sup>/<sub>0</sub> amortissables et de convertir les obligations pour travaux publics.

Me. le Président donne lecture du rapport de Me. Wilson -

Quelques observations sont échangées entre Me Me. Chesnelong, le Président, le Duc de Broglie et Ferry au sujet d'une erreur qui existe dans le rapport de Me. Wilson. Le chiffre de 336 millions qui figure dans le rapport doit être ramené au chiffre du projet, c'est-à-dire 331 millions.

Me. le Président. Maintenant, nous pouvons commencer la discussion générale.

Me. Chesnelong. Je ne puis pas croire, messieurs, qu'on songe à nous présenter ce projet de loi dans les trois ou quatre jours qui nous séparent du moment où nous prendrons notre congé. Il n'y a pas, du reste, à penser à déposer aujourd'hui un rapport sur cette question, puisque la commission des chemins de fer qui siège près de nous, a à peine commencé son travail.

Il n'est pas même possible, selon



moi, d'entamer, dès aujourd'hui, une discussion  
aussi grave, qui engage pour l'avenir nos prin-  
cipes administratifs en matière de finances et de travaux  
publics. C'est d'autant plus impossible que pour  
certaines conventions, comme celle qui a été faite  
avec la Compagnie des Charentes, on n'est  
pas complètement d'accord - On n'est donc  
pas en mesure de faire quelque chose de  
définitif. Le projet de rachat des chemins  
de fer ne devant donc pas venir, pour ce  
motif, dans la session actuelle, à plus forte  
raison le projet du rachat et moyen, ne doit  
pas arriver lui-même.

Je vous dirai, en ce qui me concerne,  
qu'en admettant que la loi de rachat des  
chemins de fer fût adoptée, je n'aurais pas  
d'objection à faire au mode d'emprunt qui  
a été choisi par M. le Ministre des finances,  
c'est-à-dire aux obligations à court terme  
portant avec elles leur amortissement.

Cela vaut mieux, suivant moi, que d'emprun-  
ter sur le 3 ou sur le 5 %.

Ce n'est pas seulement mon opinion, mais celle  
de tous ceux qui se sont occupés de nos finances  
depuis huit années. Après les événements de  
1871, dans la crise si grave que traversa notre  
pays, on sait avec quelle énergie M. Thiers,  
qui était alors président de la République  
et qui avait, en matière de finances, des  
idées si conservatrices ainsi que notre honorable  
président, son ministre des finances, soutinrent  
devant l'Assemblée nationale qu'il était  
nécessaire d'établir un amortissement et  
d'inscrire 200 millions dans le budget pour  
rembourser la Banque de France. C'est là  
l'origine de la réserve de 200 millions,  
réduite plus tard à 170, puis à 150 millions.  
Cette idée était juste et excellente. Mais je  
suis bien obligé de reconnaître que si elle a été



75  
accueillie d'abord avec beaucoup de faveur,  
elle est singulièrement méconnue aujourd'hui.  
On applique trop souvent ces fonds d'amortisse-  
ment à des dépenses utiles, si bien qu'après  
avoir posé avec solennité le principe de l'amor-  
tissement, cet amortissement s'en va un peu  
en fumée. Je crois bien qu'il n'en arrive  
autant de ces 200 millions réduits aujourd'hui  
à 170 millions, je crois bien que ces  
amortissements ne diminuent pas d'une façon  
bien sérieuse le chiffre de notre dette.

Je comprends donc parfaitement que si l'on  
adopte l'idée d'emprunter 331 millions pour  
les chemins de fer, on préfère un mode  
d'emprunt portant sur lui-même son  
amortissement à l'augmentation de la  
dette publique par un emprunt contracté  
dans la forme ordinaire.

Voilà le fond de ma pensée, malgré les  
objections que je pourrais faire au projet  
de loi que l'on discute dans la salle voisine.  
Je préférerais à tout autre le mode  
d'emprunt qui nous est proposé.

Cela dit, j'aurai à faire une objection  
qui m'est venue à l'esprit en lisant,  
ce matin, un mot très-grave qui a  
été prononcé dans la séance d'hier  
à la Chambre des Députés par M. le  
Ministre des finances répondant à une  
question de M. Girard. M. le Ministre  
a dit: « Je n'ajouterai qu'un seul mot:  
c'est qu'aujourd'hui, 19 mars, l'état des  
marchés de l'Europe est dans une telle  
situation, que je n'augmenterai pas d'un sou  
les émissions de l'Etat.

Eh bien, je trouve cette parole très-grave  
et je crois que l'ajournement du projet  
en question est ainsi justifié par des raisons  
économiques très-sérieuses et par la grande



question de principe qui se trouve engagé.

Il n'y aurait, en effet, ~~devant~~<sup>devant</sup> la situation actuelle de l'Europe, ni sagesse ni prudence à s'engager dans des dépenses et des travaux si considérables avant que cette situation se soit un peu éclaircie. C'est, je crois, la pensée qui résulte de la phrase de M. Léon Vay pour je viens de vous donner lecture.

Ma conclusion est que nous ne devons pas nous hâter de mettre ce projet à l'ordre du jour. Ce n'est ni l'heure ni le moment. Je demande, dans tous les cas, à la commission des finances, avant de prendre une décision, de vouloir bien appeler M. le Ministre des finances dans son sein et de lui demander une explication sur l'opportunité de cet emprunt et sur les paroles qu'il a prononcées hier à la Chambre des Représentés.

M. Farroy - Le projet d'emprunt est la conséquence de la loi sur le rachat des chemins de fer. Si cette loi est votée par le Sénat, il faudra bien voter ensuite celle du voier et moeurs qui en est la conséquence forcée. Or, nous pouvons toujours examiner cette dernière question sans prendre de résolution immédiate. De cette façon la commission sera prête à déposer son rapport le jour où on le lui demandera. Il y a du délai de paiement assez court stipulé dans les conventions, et si la loi est votée et ces conventions approuvées, il ne faut pas que le Ministre qui est engagé envers la compagnie se trouve, par notre faute, dans l'impossibilité d'exécuter ses engagements. Je demande donc le maintien en délibération du projet de loi.

M. Chesnelong - Je n'ai pas demandé que vous ne discutiez pas la question de fond; mais je vous demande de ne pas prendre de décision avant d'avoir entendu M. le Ministre des



138  
M. Varroy - on peut toujours discuter le  
principe de la création d'une dette amortissable  
déjà admis par la Chambre des Députés. Dans  
tous les cas, il ne s'agit pas d'émettre  
300 millions du jour au lendemain,  
mais de mettre le ministre en mesure  
de satisfaire aux premiers paiements  
stipulés au profit des compagnies. Il  
ne s'agit pas d'ouvrir vos guichets et  
d'émettre des obligations comme le font  
les compagnies de chemins de fer. Il y  
aura peut-être 30 millions à payer  
d'abord dans un délai assez court, et  
ne faut donc pas dire qu'on va émettre  
les aujourd'hui un emprunt de 300 millions.  
Le robinet qu'on ouvrira, pour me servir  
d'une expression déjà employée, coulera  
d'abord assez lentement et il n'y a, à  
cet égard, aucune crainte à avoir. Je  
demande, je le répète, que le projet reste  
en délibération.

M. Cunin - Grissaine - je partage  
complètement l'avis de M. Chérolong -  
je ne vois pas que, dans la situation actuelle,  
il soit prudent de s'occuper d'un projet  
aussi considérable. Il y a des raisons  
politiques qui doivent dominer ici la  
question des chemins de fer. Il ne faut  
pas nous engager de manière à n'avoir  
plus, un jour, la liberté de notre action.  
Je ne vois donc aucune espèce d'inconvénient  
à ajourner toute décision jusqu'à notre  
rentrée, qui aura lieu dans un mois ou  
cinq semaines. On y verra alors peut-  
être plus clair dans la situation de  
l'Europe et nous pourrions statuer avec  
plus de clairovoyance sur cette grande question.  
M. Oscar de Lafayette - Il me semble  
qu'il faut d'abord attendre le rapport de



Me. Féray sur le rachat des chemins de fer.  
Les deux questions sont connexes et ne peuvent  
être discutées séparément.

Me. Chesnelong. Le rôle de la commission  
des finances est surtout de se préoccuper de  
la bonne tenue des finances de l'état et de  
veiller à ce qu'il y ait toujours des disponibi-  
lités pour parer aux éventualités qui peuvent  
se produire. Or, nous devons appeler l'attention,  
déjà éveillée, du gouvernement sur l'incon-  
venient grave qu'il y aurait à ajouter  
à nos dépenses, celles de ces vastes projets  
de travaux publics en présence d'une  
situation aussi vacillante. Dieu veuille  
écarter de nous tous les bruits de guerre  
et maintenir toute l'Europe en paix!  
Mais enfin, nous entrons dans une période  
où personne n'est maître des événements  
et je dis qu'il y a nécessité pour le pays  
à garder une prévoyance financière qui  
peut devenir une force nationale. C'est  
là un devoir qui incombe principalement  
à la commission des finances et je la  
supplie d'en souvenir. Discutez si  
vous voulez, mais ne prenez aucune décision,  
ne rédigez aucun rapport avant d'avoir  
entendu Me. le Ministre des Finances.

Me. Caillaux. Je suis très partisan  
du projet de loi; mais je suis effrayé  
de la situation générale et je ne vois  
aucun inconvénient à ajourner notre  
décision au mois de mai.

Me. Rampont. Je reconnais que la  
situation est grave et nous commande  
la plus grande circonspection, la plus  
grande prudence, mais je ne vois pas  
pourquoi nous n'examinerions pas  
les projets de loi qui ont trait aux  
grands travaux publics. Je ne suis pas



135

Du tout disposé à désarmer le pays;  
mais de quelle somme s'agit-il - il  
pourrait ne pas arrêter nos travaux? ou  
rien l'a dit: de 50 millions à peine. On  
arrêter nos travaux, ne serait-ce pas faire  
chose, au contraire, aux étrangers  
que nous nous préparons à entrer dans  
les grands événements dont l'Europe  
peut être le théâtre? Je crois que  
d'impudence consisterait précisément  
à dire: nous ne discutons plus même  
les questions les plus graves de la situation  
actuelle de l'Europe.

Il y a donc, suivant moi, plus de  
danger à paraître reculer devant ces  
travaux, que de continuer à les exécuter  
avec la pensée d'en venir à bonne fin.

M. Cunin-Grivaine. Je pense qu'il  
est très facile d'écarter notre absten-  
tion momentanée, c'est de dire  
purement et simplement qu'il nous  
faut encore quelques jours pour  
examiner des questions aussi graves  
et aussi complexes.

M. Cordier. Je comprends certaines  
des observations qui viennent d'être  
faites, mais je ne saisis pas du tout  
la fin de non recevoir qu'on voudrait  
opposer à la discussion du projet de loi.  
Je crois qu'il y aurait de graves  
inconvénients à vouloir reporter cette  
discussion à l'époque de notre rentrée  
et je suis d'avis, au contraire, que  
la délibération ne soit pas interrompue.  
Il va de soi que nous écouterons M.  
le Ministre des finances et que nous  
tiendrons compte des explications qu'il  
nous donnera.

Maintenant je ne crois pas que



soit une bonne pensée de dire que nous  
mettre dans une situation fautive en abor-  
dant une entreprise de cette nature  
sans que nous prélevions sur les ressources  
disponibles du pays - je ne m'arrêterai  
pas longtemps à cette considération -  
D'abord, la forme même de l'opération  
change déjà le caractère de la situation  
et lui donne une physionomie toute  
différente. Il ne s'agit pas là de ces  
emprunts qui donnent souvent des  
illusions sur les ressources et la richesse  
réelle de la nation. Le plus, quelque  
modeste que l'on soit dans le parlement,  
notre situation vis-à-vis de l'Europe  
n'est pas aussi mauvais qu'on a bien  
voulu le dire. Nous faisons tout des  
vœux, et pour mon compte, j'en  
fais plus que personne, pour que  
nous restions en dehors de toute  
espèce de conflit européen et pour  
que nous consacrons tous nos efforts  
au développement de notre commerce  
et de notre industrie, pour que  
nous nous livrions tout aux travaux  
de la paix - que nous proposons-t-on?  
Une entreprise de travail pour la  
réunion intérieure la fortune publique.  
Aucun des ministres qui se sont succédé  
au ministère des travaux publics, avant  
le ministre actuel, n'en a méconnu  
l'importance. Nous ont reconnu  
que ces travaux étaient nécessaires  
pour que la production ne soit  
pas interrompue.

Il y a donc là quelque chose qui mérite  
de fixer notre attention. Il ne paraît  
pas, si la Commission des chemins de fer  
arrive à nous apporter bientôt une



101  
délision, que est travail laissent, par notre  
faute, frappés de stérilité, d'immobilité. Je  
crois que les ressources qu'on nous demande  
dans ce but n'ont pas un caractère si  
effrayant qu'on l'a dit. Vous avez, d'une  
part, des entreprises utiles et qui ne demandent  
qu'à être alimentées et, d'autre part, des  
lacunes de chemins de fer assez restreintes à combler.  
Il ne faudrait pas négliger ces considérations si  
intéressantes pour une vaine démonstration de  
notre amour de la Paix.

Je désire donc, pour ma part, que vous ne  
négligions pas cette étude, et que nous puissions  
donner, en temps opportun, le complément  
de l'affaire qui s'élabore en ce moment, à  
côté de nous.

J'ajoute que si nous avons à montrer à l'Eu-  
rope quels sont nos sentiments, c'est la dé-  
monstration la plus claire que nous puissions  
donner de notre amour de la paix.

M. Chesnelong revient sur la citation  
qu'il a déjà faite des paroles prononcées  
par M. le Ministre des finances à la Cham-  
bre des Députés sur la situation des marchés  
de l'Europe. Il voit que, dans les circonstances  
actuelles, l'ajournement n'a pas même  
besoin d'être justifié. Pourquoi ne  
pas donner, du reste, au Gouvernement  
le temps de se retourner et d'obtenir  
peut-être de meilleures conditions?

Il ne s'agit pas à ce qu'on parle du  
projet de loi, à ce qu'on discute la  
question entre les divers systèmes d'emprunt,  
mais il supplie la commission de ne  
pas se hâter et de ne prendre une  
décision qu'après avoir entendu M. le  
Ministre des finances.

M. Cordier insiste pour l'examen du projet



Me. Varroy. Je demande, — et je vais répondre  
ainsi aux préoccupations de Me. Chesnelong, — qui me  
procède avec une sage lenteur, mais qu'on étudie  
la question de manière à ce que le Sénat ne  
puisse pas entraver les travaux si le projet  
de loi passe sur le chemin des chemins de  
fer secondaires. On pourrait nous reprocher  
de n'être pas prêts à donner notre avis. Il  
faut qu'on ne puisse pas nous dire : vous  
avez attermyé !

Me. Desrol. Je vois que les circonstances  
nous obligent à ne pas nous hâter de résoudre  
cette grave question. Je n'insiste pas davantage  
sur ce point. Nous sommes à peu près d'accord  
pour étudier immédiatement le projet de  
loi, mais pour ajourner la décision définitive.

Je voudrais savoir si cet emprunt de  
332 millions, amortissable par annuités et  
qui se ferait sous la forme des obligations  
de chemins de fer remboursables en 75 ans  
et important avec elles leur amortissement,  
coûterait plus au moins cher à l'Etat  
que s'il était réalisé sous une autre forme,  
en émission de rentes 3 ou 5 %, par exemple.

La réponse n'est peut être pas très facile.  
J'espère cependant que Me. le Rapporteur  
général en aura une à me donner.

Me. le Président propose à la commission  
d'appeler pour son avis Me. le Ministre  
des Finances. (Assentiment)

La séance est levée à 3 heures.

Le Secrétaire de la Commission,  
Jules Caron



Pour la suite des procès-verbaux, voir le  
2<sup>e</sup> cahier =